

ALGÉRIE-TUNISIE

Développements de la situation sanitaire en Tunisie : entretien téléphonique entre les Présidents Tebboune et Kais Saïed

P.24

ALGÉRIE-NIGER

Le Président Tebboune reçoit le Président nigérien

P. 24

MARCHÉS À BESTIAUX DE DJELFA

Disponibilité des moutons et disparité des prix

A quelques jours de l'Aïd El Adha, une grande animation caractérise les marchés à bestiaux hebdomadaires de la wilaya de Djelfa, marqués par une offre abondante de bêtes du sacrifice avec, toutefois, des prix qui divergent d'un marché à l'autre, a constaté le correspondant de l'APS sur place. A titre indicatif, le mouton de moins d'une année, qui n'intéresse pas beaucoup les marchands de bétail, est cédé entre 22.000 et 65.000 DA, tandis que la bête préparée durant une année pour le sacrifice est proposée entre 30.000 et 39.000 DA.

P.6

DKnews-APS



COMMUNAUTÉ NATIONALE À L'ÉTRANGER

M. Lamamra reçoit des députés représentant la communauté nationale à l'étranger

P.3

MOUTON DE L'AÏD

665 point de vente à travers tout le territoire national (ministère)

P.4

COVID-19

Acquisition de 1.600.000 doses de vaccin de la Chine

P.10

SANTÉ

**CANICULE
Surtout pas de sodas pour étancher la soif !**

P.p 12-13

FOOTBALL

EQUIPE NATIONALE U20

Lacete : "notre objectif : former des joueurs pour l'équipe nationale A"

P.21



NOUVEAU DOUBLE ALBUM DE TAKFARINAS

La musique pour raconter la "ratatouille" du monde

P.16

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LA CRIMINALITÉ

L'ANP mène plusieurs opérations durant le 1^{er} semestre 2021 pour préserver la sécurité du pays

P.24

MASCARA Explosion d'un gazoduc dans la commune de Zahana



Les éléments de la protection civile de la wilaya de Mascara sont intervenus mardi matin, pour éteindre les flammes, causées par l'explosion d'un gazoduc à proximité du village de Benaouali, dans la commune de Zahana, a-t-on appris des services de la protection civile de la wilaya.

Selon le chargé de l'information de la direction locale de la protection civile, le lieutenant Tahar Mehenni, un gazoduc qui transporte le gaz de la wilaya de Relizane vers la wilaya de Tlemcen a pris feu aux environs de 8h45 de la matinée du mardi, après avoir explosé pour des raisons qui n'ont pas encore été déterminées.

Des agents de l'unité de protection civile de la commune de Zahana sont intervenus pour l'extinction de l'incendie après que les services de la société "Sonelgaz" ont fermé les vannes de la canalisation, dont leur intervention est toujours en vigueur, selon la même source, affirmant qu'aucune perte humaine n'a été enregistrée.

Le gazoduc qui a explosé au niveau de sa partie, située dans le village de Benaouali dans la commune de Zahana, est d'un diamètre de 20 pouces et une pression de 20 bars, a-t-on précisé.

DÉCÈS DE HABIB YOUSFI Le ministre des Moudjahidine adresse ses condoléances



Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laïd Rebigua a fait part, lundi, de ses condoléances suite au décès du moudjahid et ancien président de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA), Habib Yousfi.

En cette douloureuse circonstance, M. Rebigua a adressé à la famille du défunt, ses sincères condoléances suite à la perte d'un des cadres de l'Etat, ayant contribué grandement à l'édification de l'Algérie indépendante, priant Dieu Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa Sainte Miséricorde et de l'accueillir en Son Vaste paradis".

Le défunt Habib Yousfi est décédé samedi à l'âge de 92 ans des suites d'une longue maladie.

ALGER Arrestation de 171 individus et saisie d'une quantité de drogue en juin dernier



Les services de la sûreté de Sidi M'hamed (Alger) ont procédé, en juin dernier, à l'arrestation de 171 individus et à la saisie d'une quantité de drogues et de sommes en devise, a indiqué lundi un communiqué de la sûreté de wilaya d'Alger.

Ces services ont traité 171 affaires et arrêté 171 suspects, ce qui a permis la saisie d'une quantité de drogues, d'armes blanches, de téléphones portables et de sommes d'argent issus des revenus de vente de cette activité illégale, a indiqué un bilan sur la lutte contre le crime dans le territoire de compétence de la sûreté de Sidi M'hamed en juin dernier.

Par ailleurs, la brigade de la police judiciaire relevant de la circonscription administrative de Sidi M'hamed a procédé à la saisie de 6 capsules de psychotropes et d'une arme blanche prohibée ainsi qu'à l'arrestation d'un suspect dans une affaire de détention de psychotropes.

TRAMWAY D'ORAN Perturbation partielle du service du 25 juillet au 6 août



La circulation du tramway d'Oran connaîtra une perturbation de 13 jours, pour la période allant du 25 juillet au 6 août, qui touchera le tronçon reliant la station "Emir Abdelkader" à la gare ferroviaire, a annoncé, lundi, la société d'exploitation du tramway d'Oran (Setram).

Setram a indiqué que la circulation des rames verra, du dimanche 25 juillet au 6 août prochain, des perturbations sur le tronçon reliant la station "Emir Abdelkader" à la station de la gare ferroviaire, en raison des travaux d'aménagement visant à améliorer le service le long du corridor du tramway.

Les usagers seront contraints de changer de rame entre la station "Emir Abdelkader" et la station provisoire qui sera installée à côté de l'aire des travaux, à l'effet d'assurer la poursuite des dessertes.

Ils devront garder le ticket pour pouvoir parachever le voyage, selon la même source.

A cet effet, il sera procédé à une organisation particulière par Setram, pour apporter l'aide nécessaire aux usagers, a-t-on ajouté.

RELIZANE Secousse tellurique de magnitude 3.0 (CRAAG)



Une secousse tellurique de magnitude 3.0 sur l'échelle de Richter a été enregistrée lundi à 13h40, dans la wilaya de Relizane, a annoncé le Centre de Recherche en Astronomie, Astrophysique et Géophysique (CRAAG), dans un communiqué.

L'épicentre de la secousse a été localisé à 01 km au sud de la commune de Sidi M'hamed Benaouda, précise le même communiqué.

OUARGLA 658 piqures de scorpions et deux décès au premier semestre (DSP)



Au moins 658 piqures de scorpions ayant entraîné deux (2) décès, ont été enregistrés durant le premier semestre à travers la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris lundi auprès de la Direction locale de la Santé et de la Population (DSP).

Le plus grand nombre de cas de piqure, soit 247, a été enregistré durant le mois de juin dernier coïncidant avec les fortes chaleurs, tandis que le nombre le plus faible (10) a été relevé en janvier dernier, a-t-on précisé.

Un membre de l'association locale de lutte contre l'empoisonnement scorpionique a indiqué que la campagne annuelle de collecte de scorpions sera lancée dans les tout prochains jours, après avoir accusé un retard cette année en raison de manque de ressources financières nécessaires.

La campagne de collecte menée l'année dernière dans la wilaya d'Ouargla avait donné lieu à la collecte de 13.238 scorpions.

Un total de 2.230 cas de piqures de scorpions ayant causé quatre (4) décès avaient été enregistrés en 2020 à travers le territoire de la wilaya d'Ouargla, ont rappelé les services de la DSP.

CONSEIL DE LA NATION

Séance plénière consacrée à l'installation des vice-présidents et des bureaux des commissions permanentes

Une séance plénière du Conseil de la Nation, présidée par Salah Goudjil, président du Conseil et consacrée à l'installation des vice-présidents et des Bureaux des commissions permanentes, s'est ouverte mardi matin.

Les Groupes parlementaires avaient tenu des réunions internes pour choisir leurs représentants qui occuperont le poste de vice-président et qui sont au nombre de cinq (5), ainsi que les membres des Bureaux des commissions permanentes.

Il sera également procédé à l'adoption de la liste nominative des vice-présidents du conseil de la Nation (Bureau du Conseil de la Nation) proposée par les Groupes parlementaires, outre les responsables des structures du Conseil. L'article 10 du règlement intérieur de la chambre haute du Parlement stipule que les vice-présidents sont élus par le Conseil

de la Nation pour une année renouvelable.

Selon l'article 11 du même règlement, les représentants des Groupes parlementaires dégagent un accord, au cours d'une réunion tenue à l'initiative du président du Conseil ou sur proposition d'un groupe parlementaire, sur la répartition des postes de vice-présidents au sein de leurs groupes, sur la base de la représentativité proportionnelle. La liste est soumise au Conseil de la Nation pour adoption. Concernant les commissions permanentes du Conseil de la Nation, l'article 16 stipule que le Conseil constitue neuf (9) commissions permanentes qui



sont: la commission des Affaires juridiques, administratives et de droits de l'Homme, la commission de la Défense nationale, la commission des Affaires étrangères,

de la coopération internationale et de la communauté algérienne à l'étranger, la commission de l'Agriculture et du développement rural, la commission des Affaires

économiques et des finances et la commission de l'Éducation, de la formation, de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et des affaires religieuses.

Il s'agit également de la commission de l'Équipement et du développement

rural, la commission de la Santé, des affaires sociales, du travail et de la solidarité nationale et de la commission de la Culture, de l'information, de la jeunesse et du tourisme. Le Conseil de la Nation constitue ses commissions pour une durée d'une année renouvelable. Tout membre du Conseil peut faire partie d'une seule commission permanente.

Dossier climat : le Conseil de la nation prend part à des consultations sur le rôle des parlements de la Méditerranée et du Golfe

Le Conseil de la nation a pris part, lundi, par visio-conférence à des consultations de "haut niveau", organisées par l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée (APM) autour du thème "En route vers COP26 et COP22: le rôle des Parlements de la Méditerranée et du Golfe dans les négociations climatiques", indique un communiqué de la chambre haute du Parlement.

Cet événement s'inscrit dans le cadre d'une série de consultations régionales et internationales ayant trait à la coopération internationale pour le climat, et ce, en préparation de la prochaine session de la Conférence des parties de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques

(COP26) et de la 22e Conférence des parties à la convention de Barcelone, prévue l'automne prochain, selon la même source.

Ces consultations visent, selon la même source, à "donner l'opportunité aux parlementaires, à l'effet d'échanger les informations avec des experts de haut-niveau autour des quatre domaines autour desquels seront axés les prochaines négociations, à savoir, le ravitaillage et l'emploi durables de l'énergie, la biodiversité et les solutions reposant sur la nature, le civisme, l'éco-mobilité, ainsi que l'administration côtière durable". Intervenant à l'occasion, le représentant du Conseil de la nation, Lyes Achour, sénateur et vice-président de l'APM, a appelé à "intensifier les efforts,

en vue de relever ce défis mondial difficile, à travers le respect par les Etats des engagements issus des sessions de la Conférence des parties de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques". M. Achour a également passé en revue l'expérience et les efforts de l'Algérie en la matière, rappelant la création d'un ministère propre à la transition énergétique et aux énergies renouvelables dont les objectifs sont puisés du programme du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à leur tête, la promotion d'une transition énergétique basée sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, en sus de la mise en œuvre d'un programme national de développement des énergies re-

nouvelables et d'encouragement de leur utilisation dans le secteur économique, via des mesures incitatives.

Dans le cadre de la contribution du Parlement à cette démarche stratégique, le représentant du Conseil de la nation a mis en avant l'accompagnement des parlementaires des efforts de l'Etat, à l'effet de faire face aux changements climatiques, concrétisant la transition énergétique, à travers des lois appuyant ce processus, mettant en exergue des mesures ayant trait au projet de loi sur la transition énergétique en Algérie, lequel mettra un terme au recours par l'Algérie au carburant fossile, pétrole et gaz, à l'horizon 2030, lit-on dans le communiqué.

COMMUNAUTÉ NATIONALE À L'ÉTRANGER

M. Lamamra reçoit des députés représentant la communauté nationale à l'étranger

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra a reçu lundi des députés à l'Assemblée populaire nationale (APN) représentant la communauté nationale établie à l'étranger.

Au terme de l'audience qui s'est déroulée au siège du ministère des Affaires étrangères, le député Fares Rahmani a salué dans une déclaration à la presse la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune de changer l'appellation du ministère en ajoutant la communauté nationale à l'étranger, affirmant que cette décision "dénote l'intérêt accordé par les autorités suprêmes du pays aux membres de la communauté algérienne".

De son côté, le député Bekhedra Mohamed a précisé que cette rencontre était une occasion pour "transmettre les préoccupations les plus importantes de la communauté nationale à l'étranger, en tête desquelles l'examen d'une éventuelle réouverture totale des frontières avec le respect des mesures de prévention en adéquation avec la crise sanitaire actuelle", soulignant que "les circonstances actuelles sont favorables à la prise de telles décisions, la majorité des membres de la communauté ayant une culture sanitaire et se sont faits vacciner contre la Covid-19". Les représentants de la communauté à la chambre basse du Parlement ont souligné, ajoute l'intervenant, "le problème de cherté des billets d'avion", en sus de "l'intégration des compétences algériennes, établies à l'étranger, dans les administrations algériennes à travers la création des postes d'emploi à leur profit".

ALGÉRIE-ONU

Lancement d'un programme onusien d'appui aux micro-entreprises en Algérie

Le ministère délégué chargé des Micro-entreprises a annoncé, mardi, le lancement effectif d'un programme d'appui en faveur du secteur dans le cadre la coopération avec les agences du système des Nations unies en Algérie, indique un communiqué.

Le programme en question a été lancé, lundi, lors d'une réunion organisée par visio-conférence et prévoit dans sa phase préliminaire, l'élaboration d'une étude analytique de tous les aspects liés à l'éco-système favorable et adéquat à l'activité des micro-entre-



prises, à même d'assurer sa pérennité et de lui conférer une efficacité économique et opérationnelle. Parrainée par

des experts internationaux, en coopération avec des cadres du ministère délégué et en association avec plusieurs ac-

teurs dans le domaine de l'entrepreneuriat, cette étude vise à présenter une série de recommandations, dont l'application sur le terrain permettra d'améliorer le climat des affaires des micro-entreprises.

La réunion a également été une occasion d'examiner les aspects pratiques et méthodologiques nécessaires à l'application de tous les axes liés à l'élaboration de cette étude et à sa présentation dans les délais fixés, avant le passage à la deuxième phase de ce programme de coopération, conclut le document.

COVID-19

Les travailleurs ont beaucoup souffert des effets de la crise (Salim Labatcha)

Le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Salim Labatcha a souligné, dimanche à Oran, que les travailleurs ont beaucoup souffert de la crise engendrée par la propagation de la pandémie du Covid-19 depuis plus d'une année, affirmant que le retour à la vie normale est tributaire de la vaccination et l'acquisition d'une immunité collective. M. Labatcha, qui a supervisé le lancement de la campagne de vaccination contre le covid-19 au profit des travailleurs de l'entreprise du port d'Oran et le groupe Sonatrach, a insisté sur la nécessité de se faire vacciner contre la Covid-19, soutenant que l'immunité collective est la seule porte de sortie de la crise sanitaire et ses effets sur le secteur économique. Le secrétaire générale de

l'UGTA a supervisé, dimanche, le lancement de campagnes de vaccination au niveau du port d'Oran et au centre de santé de Sonatrach à El-Barki, qui ont enregistré une affluence appréciable de la part des travailleurs et a insisté sur la nécessité de fournir le vaccin au niveau des sociétés pour éviter aux travailleurs les traces du déplacement. Le responsable de la centrale syndicale a indiqué que la campagne de vaccination des travailleurs des différentes entreprises économiques a été lancée au niveau des quatre coins du pays, faisant savoir que l'UGTA a signé un accord avec le ministère de la Santé pour la vaccination d'un plus grand nombre possible de travailleurs et leurs familles.

M. Labatcha a déclaré que "la sensibi-

lisation revêt une grande importance, surtout que certaines voix, qui n'ont aucune connaissance, ni spécialité, tentent de semer le doute sur l'efficacité du vaccin", soulignant que le but de ces voix est de maintenir la récession économique engendrée par la crise sanitaire afin de ne pas permettre à l'Algérie de relancer son activité.

"L'Union générale des travailleurs Algériens oeuvrera à présenter un bilan sur les effets de la crise du covid-19 sur le secteur économique et les opérateurs économiques, notamment en ce qui concerne l'emploi", a-t-il ajouté, signalant que de nombreuses entreprises ont vécu une crise étouffante ayant nécessité l'intervention de l'Etat qui les a soutenues pour préserver les postes d'emploi.

ZONES D'OMBRE

Réception de 11.208 projets

Le Médiateur de la République, Brahim Merad a annoncé la réception, à juin 2021, de 11.208 projets au niveau des zones d'ombre à travers tout le territoire national. Ces projets sont répartis comme suit:

- Nombre des zones d'ombres recensées à travers tout le territoire national à juin 2021: 13.515 zones.
- Nombre de projets recensés: 43.198 projets.
- Coût total de ces projets: 590 mds DA.
- Nombre des projets financés: 24.126 projets.
- Coût des projets financés: plus de 323 mds DA (55,85%).
- Nombre des projets réceptionnés: 11.208 projets, soit 46,45% des projets recensés.
- * Projets recensés au niveau des zones d'ombre dans le cadre des dispositifs d'aide:
 - Nombre de projets déposés au niveau de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM): 6.809 projets.
 - Nombre de projets finan-



- Nombre de projets financés: 4.499 micro-activités (66%).
- Approbation de 3.012 projets sur 4.032 demandes au niveau de l'agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) à travers 43 wilayas.
- Nombre de projets ins-

- Nombre de projets inscrits au niveau de l'Agence de développement social (ADS): 278 projets.
- * Projets d'orpaillage dans la wilaya de Tamanrasset recensés au 8 juin:
 - Nombre d'entreprises actives dans ce domaine: création de 98 micro-entreprises.

- Signature de 54 cahiers des charges relatifs à cette activité.
- Nombre d'entreprises actives: 26 entreprises en activité.
- Extraction, à juin 2021, de 509 tonnes d'or brut et création d'emplois.

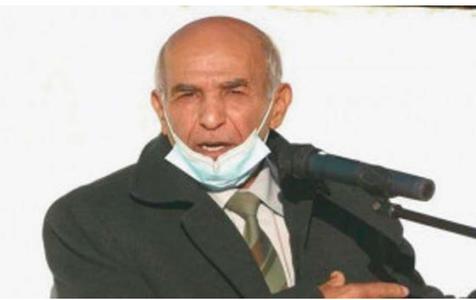
DÉCÈS DU MOUDJAHID LABTER MADANI

Le ministre des Moudjahidine exprime "ses sincères condoléances"

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laïd Rebigua a exprimé lundi "ses sincères condoléances" suite au décès du moudjahid et secrétaire de l'Organisation des moudjahidines pour la wilaya de Laghouat, Labter Madani.

M. Rebigua a adressé à la famille du défunt ainsi qu'à ses frères moudjahidine, ses sincères condoléances, priant "Dieu Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa Sainte Miséricorde, de l'accueillir en Son Vaste paradis et d'assister les siens en cette pénible épreuve", indique un communiqué du ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit.

Labter Madani est décédé lundi à l'âge de 80 ans. Né le 16 août 1941 à Laghouat, le défunt moudjahid est issu d'une famille conservatrice et a reçu sa première éducation dans les écoles coraniques de sa ville natale. Imprégné des principes de la religion islamique et des valeurs nationales, feu Labter avait pris des positions contre toute forme de domination coloniale française. Le militantisme du défunt a débuté à partir de ces positions, notamment après avoir rejoint l'Association



des Oulémas musulmans algériens dans sa ville natale Laghouat, où il est entré en contact avec les militants du mouvement nationaliste.

Avec le déclenchement de la Glorieuse Révolution de libération, le moudjahid a commencé son activité révolutionnaire en organisant les cellules du front dans la région de Laghouat. Il faisait partie également du comité quinquennal qui a formé la première génération des moudjahidines dans cette wilaya. Feu Madani a poursuivi, avec ses compagnons moudjahidine, leur lutte contre l'ennemi dans la sixième wilaya historique, où il a participé à de nombreuses batailles et opérations,

jusqu'au recouvrement de l'indépendance en 1962.

Après l'indépendance, le défunt est resté fidèle au serment de ses frères Chouhada, en contribuant à l'action éducative imprégnée des valeurs qu'il a acquises au sein de l'Association. Il a également poursuivi sa lutte au service des moudjahidine et des ayants-droit, par son adhésion à l'Organisation nationale des moudjahidines (ONM) dans le but de construire des ponts de communication entre la génération de la Révolution et celle de l'indépendance, jusqu'à ce qu'il soit élu Secrétaire de wilaya de l'ONM à Laghouat en 2016.

Feu Madani a eu, en outre, de nombreuses activités historiques, outre l'écriture qui lui a permis de raconter ce qu'il a vécu, avec ses compagnons, pendant la Glorieuse Révolution de libération, notamment dans

la région de Laghouat, en ce sens qu'un livre a été publié sous le titre

"Laghouat, Pages de civilisation et d'histoire", un ouvrage riche en événements historiques de la wilaya, en sus de plusieurs témoignages-vivants, à l'occasion des fêtes nationales, jusqu'à sa mort.

AGRICULTURE

665 point de vente pour les moutons de l'Aïd à travers tout le territoire national (ministère)

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a recensé 665 points de vente de moutons sur l'ensemble du territoire national, remplissant les conditions de prévention contre la pandémie de Coronavirus, en plus de l'examen vétérinaire, a appris l'APS lundi auprès du ministère. Selon la même source, les dernières statistiques du ministère font état de l'ouverture de 665 points de vente de moutons dans différentes régions du pays, dont 130 points de vente au niveau d'Alger. Ces points de vente sont encadrés par 2.382 vétérinaires et techniciens relevant du secteur public, outre les vétérinaires privés qui participent à l'encadrement à titre individuel.

A cet égard, le ministère appelle les citoyens à se rendre aux points de vente agréés pour acheter les moutons disposant de certificats vétérinaires, et qui ont été ouverts par décision de wilaya, et éviter l'acquisition des moutons dans les endroits où il n'y a pas de vétérinaires.

Au niveau de la capitale, plus de 130 vétérinaires ont été mobilisés afin d'accompagner en continu l'opération d'acquisition de bétail au niveau des points de vente agréés, qui ont été ouverts le 6 juillet et se poursuivent jusqu'à la veille de l'Aïd al-Adha.

Le ministère rassure que ses services veillent au respect des procédures et des conditions préventives contre la pro-

pagation du Coronavirus dans les points de vente, et qu'ils travaillent également avec les services de sûreté nationale et de la Gendarmerie Nationale afin d'imposer un certificat vétérinaire pendant le processus de transport du bétail de l'éleveur au revendeur avant qu'il n'atteigne le consommateur.

Et concernant la localisation de ces points, le citoyen peut utiliser la plateforme électronique "firma.dz", qui permet au consommateur d'identifier avec précision les lieux de vente disponibles à proximité de son domicile. Au total, 115 abattoirs seront mis gratuitement à la disposition des citoyens pendant l'Aïd, selon la même source, qui a affirmé

la disponibilité de services vétérinaires à l'intérieur de ces abattoirs afin d'assurer le bon déroulement de l'opération et appliquer toutes les mesures préventives.

En ce qui concerne les prix des moutons, le ministère s'attend à leur stabilité, surtout durant les derniers jours, car a-t-il estimé, "la spéculation" et "la ruée" des citoyens vers les marchés ont contribué de manière significative à la flambée des prix des moutons.

Dans le même contexte, la même source souligne que les informations reçues par les services du ministère en provenance des éleveurs indiquent l'existence d'une "abondance" qui permet la stabilité des prix, à partir de 30.000 DA la tête.

L'ENSEIGNEMENT HYBRIDE À L'USTO

Une efficacité appelée à être améliorée (Recteur)

Le système d'enseignement Hybride consistant en une alternance d'enseignement en mode présentiel par vagues et en enseignement à distance (EAD), a prouvé une certaine efficacité durant l'année universitaire en cours à l'Université des Sciences et de technologie d'Oran "Mohamed Boudiaf", tout en méritant d'être amélioré, a indiqué le Pr Hammou Bouziane Amine, Recteur de cet établissement de l'Enseignement supérieur. Adopté par le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique en début d'année comme seule alternative pour assurer la continuité pédagogique, suite aux répercussions de la situation sanitaire infligée par la Covid19, "ce système a montré une efficacité avec l'organisation des cours, TD et examens malgré quelques petites lacunes qui doivent être prises en charge pour plus d'efficacité", a précisé à l'APS, Pr Hammou Bouziane.

Les responsables du secteur veillent ainsi à moderniser le mode d'enseignement universitaire et à prévenir les enseignants et les étudiants des risques de contamination à la Covid-19, d'où le recourt à ce système qui a prouvé son efficacité un peu partout dans le monde même avant la crise sanitaire.

Pour le premier axe de ce mode, qu'est le présentiel, l'USTO A appliqué l'enseignement par vagues, à raison de trois groupes par semaine, deux jours pour chacun. A ce niveau, tous les moyens ont été mis en place pour sa réussite, principalement le transport universitaire, a noté le même responsable, soulignant que les modules fondamentales et méthodologiques, se font en présentiel, tandis que les modules de découverte se font par EAD.

S'agissant du second axe, l'enseignement à distance, Au niveau de l'USTO, beaucoup de choses ont été réalisées sur de bonnes bases, une interface pour tous les enseignants de l'USTO pour poster les cours (Vidéos, Powerpoint, PDF), un Studio pour enregistrer les cours, TD et TP en mode vidéo, en plus de sessions de formation pour les enseignants n'ayant pas beaucoup de maîtrise des TIC.

"Auparavant Beaucoup d'enseignants postaient leurs cours, soit à travers leurs chaînes Youtube qu'ils ont eux même créés, soit à travers leurs comptes personnels sur les réseaux sociaux, nous les avons regroupés, cette année, devant mettre leurs cours dans notre plateforme, pour être accessibles et visibles à l'ensemble des étudiants", a-t-il fait savoir. Toutefois, des lacunes ont été constatées, car la participation des étudiants était en deçà des attentes, pour plusieurs raisons, dont le faible débit de la connexion, le manque de moyens en particulier les PC, car beaucoup d'étudiants n'ont disposent pas, alors que beaucoup d'entre eux résident dans les cités universitaires.

"Nous avons aussi remarqué que les étudiants utilisaient les Smartphones pour accéder à la plateforme numérique, du coup ils n'ont pas accès à plusieurs cours enregistrés sous différents formats, ne pouvant pas être accessibles par certains types de téléphones mobiles", a-t-il précisé. Actuellement le ministère Tutelle est en train d'effectuer une enquête d'évaluation auprès de tous les établissements de l'enseignement supérieur du territoire national sur ce système pour enrichir l'expérience et cerner les problèmes dans le but de les corriger. C'est un système qui nécessite d'être amélioré car "Nous nous acheminons vers une période où le mode de l'enseignement à distance s'imposera inéluctablement, tant que la situation sanitaire reste telle qu'elle est puisqu'il nous sera impossible d'appliquer les mesures préventives de la Covid-19 en mode présentiel dans toutes les facultés à grande affluence", conclut le Pr Hammou Bouziane Amine.

SIDI BEL-ABBÈS

Les marchés de vente de bestiaux s'emballent à l'approche de l'Aid El Adha

Une dynamique est relevée dans différents marchés à bestiaux dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès à l'approche de l'Aid El Adha, faite de flux considérable de citoyens venus surtout prendre la température au sujet des prix proposés par les éleveurs, a-t-on constaté.

Le marché hebdomadaire de Sidi Lahcen situé à 8 km à l'ouest de Sidi Bel-Abbès enregistre, ces derniers jours, un arrivage important de moutons et une affluence remarquable de citoyens de plusieurs régions de la wilaya malgré la canicule sévissant.

Parmi eux, Hadj Mohamed (65 ans), retraité du secteur de l'éducation et père de famille de cinq membres trouve que les prix des moutons cette année sont très élevés en dépit de l'abondance de l'offre et pas du tout à la portée des revenus modestes.

De son côté, Mourad (40 ans), se déplaçant d'un éleveur à un autre, préfère patienter jusqu'au dernier jour pour acheter en espérant une



baisse des prix. "Je suis venu au marché de Sidi Lahcen uniquement pour avoir une idée sur les prix et retourner encore samedi prochain avec l'espoir de voir les prix baisser dans les prochains jours", a-t-il déclaré.

Mais du côté de Sid Ahmed, éleveur de la région de Ras El Ma (sud de la wilaya) un autre son de cloche se fait entendre. Il a justifié la hausse des prix cette année par la faible pluviométrie et la cherté de l'aliment du bé-

tail, tout en attirant l'attention sur des moutons proposés en moyenne à 45.000 DA, que "le citoyen peut acquérir directement de l'éleveur avec un prix préférentiel pas comme auprès des maquignons à des prix élevés". Sur le plan sanitaire, l'inspecteur vétérinaire de la wilaya, Kadi Diafi a tenu à rassurer que les têtes ovines exposées au niveau des marchés de bestiaux sont en bonne santé et aucun cas pathologique n'a été décelé, appelant les citoyens au respect des conditions d'hygiène lors de l'abatage et des mesures du protocole sanitaire de prévention contre la propagation de Covid-19, surtout au niveau des marchés ces jours-ci.

CONSTANTINE

Réception de nouveaux équipements électriques pour augmenter les capacités des pompes à eau

La Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG) de Constantine a réceptionné de nouveaux équipements électriques pour augmenter les capacités des pompes à eau en vue d'améliorer la distribution de l'eau potable aux habitants des communes de Hamma Bouziane, Ibn Ziad et Messaoud Boudjeriou, a-t-on appris lundi auprès de la Direction de distribution de l'électricité et du gaz de Constantine.

Selon le chargé de communication de cette même Direction, Karim Boudoula, il a été procédé dans ce cadre à la réception et la mise en service d'un transformateur électrique à Hammam Zaoui, dans la commune de Hamma Bouziane, qui permettra d'élever la ca-

pacité des installations de 630 kilovoltampères (kVA) à 2 000 kilovoltampères et d'améliorer le pompage d'eau du puits artésien de cette localité alimentant les communes de Constantine, Zighoud Youcef, Didouche Mourad, Hamma Bouziane et Béni H'midène. L'acquisition de ces équipements a mobilisé le montant de 2,14 millions de DA et son installation par les agents de la Concession locale de distribution de l'électricité et du gaz a pris 21 jours, selon la même source qui a souligné que ce nouvel équipement mettra un terme aux coupures fréquentes de l'électricité qui perturbe la distribution d'eau potable.

M. Boudoula a fait état aussi de la réception de deux transformateurs électriques devant augmenter les capacités

de pompage d'eau dans les deux régions d'Oued Deffa dans la commune d'Ibn Ziad et Keid El Hamra dans la commune de Messaoud Boudjeriou.

Ces deux installations augmenteront la puissance électrique qui passera de 160 kilovoltampères à 400 kilovoltampères, a-t-il précisé.

Ces transformateurs seront opérationnels "dans les prochains jours" afin de répondre aux besoins en électricité des installations de la Société de l'eau et de l'assainissement de Constantine (SEACO), a ajouté la même source qui a inscrit ces actions dans le cadre du programme de la Concession de distribution de l'électricité et du gaz visant à renforcer la couverture de la wilaya en cette énergie, notamment durant l'été.

TIARET

Réactivation des mesures de prévention contre la propagation de la Covid-19

Les autorités de la wilaya de Tiaret ont décidé de réactiver les mesures de prévention contre la pandémie de Covid-19, a-t-on appris lundi dans un communiqué du cabinet du wali. Il a été décidé lors d'une réunion d'évaluation de la situation sanitaire au niveau de la wilaya de Tiaret, présidée dimanche soir par le wali, Mohamed Amine Dramchi de réactiver les mesures interdisant les regroupements comme les fêtes maritimes et les funéraires, de poursuivre les campagnes de stérilisation et de désinfection des lieux publics, de veiller au respect du protocole sanitaire comportant notamment la distanciation physique à l'intérieur des marchés, locaux commerciaux et moyens de transport, a-t-on indiqué. "La concrétisation de l'objectif d'endiguer le virus est liée essentiellement à l'immunité en acceptant la vaccination contre le coronavirus", lit-on dans le communiqué, qui fait savoir qu'il a été décidé d'intensifier la vaccination à travers l'ensemble des communes de la wilaya, de même que les campagnes de sensibilisation sur l'importance de la vaccination. La réactivation des mesures de prévention contre la propagation de la pandémie de Covid a été décidée suite à la croissance continue du nombre de cas atteints au niveau de la wilaya conduisant à une saturation au niveau du service du traitement du Covid-19 de l'hôpital "Youcef Damarджи" de Tiaret, selon la même source.

MÉDÉA

Début de la campagne de vaccination du personnel administratif

Une campagne de vaccination du personnel administratif contre le virus de la Covid-19 a débuté, lundi, à Médéa, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Une équipe, chargée de cette opération a procédé, à la vaccination du personnel affecté au niveau du siège de la wilaya, ou des dizaines d'employés ont déjà reçu leur première dose de vaccin, à la faveur de cette campagne qui devra durer plusieurs jours et cibler l'ensemble de l'encadrement administratif, relevant des collectivités locales, a-t-on indiqué de même source.

Des dispositions ont également été prises au niveau des daires pour l'aménagement de centres de vaccination au profit, aussi bien du personnel administratif que des citoyens, a-t-on souligné.

D'autres mesures sont entrées en vigueur, ce lundi, dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19, avec le renforcement du contrôle sanitaire au niveau des commerces, cafés, restaurants et des stations de transport urbain, a ajouté la même source.

Des directives ont été données, en outre, aux services du commerce, de la santé et des différents corps de sécurité, pour veiller au respect du protocole sanitaire au sein de ces établissements, a-t-on signalé.

Le port du masque est exigé, à nouveau, pour accéder aux différentes administrations et sièges de communes, après le relâchement observé au cours des dernières semaines, dans certaines administrations, a-t-on encore noté.

Des sanctions seront prises à l'encontre des administrations qui ne font pas respecter le protocole sanitaire et les dispositions mises en place, à l'effet de stopper la propagation du virus, a-t-on fait savoir de même source.

BLIDA

Une fillette sauvée, in extrémis, d'une chute mortelle par un agent de la protection civile

Une fillette de deux ans a été sauvée, in extrémis, d'une chute mortelle du 5ème étage d'un immeuble, grâce à la célérité d'intervention d'un agent de la protection civile de la wilaya de Blida, qui n'était pas en service, a indiqué lundi un communiqué de la direction de la protection civile de la wilaya. L'agent de la protection civile, Mohamed Herazi, résidant à environ 50 mètres de la cité, lieu du drame, a réussi à sauver la fillette d'une chute mortelle du 5ème étage d'un immeuble de la cité des 200 logements de la commune d'Ouled Aich, est-il signalé dans le même document. Ajoutant que la petite fille, qui se trouvait seule dans la maison, est montée à l'une des fenêtres du domicile et a voulu grimper aux barreaux. Mais elle a glissé et sa tête est restée coincée dans les barreaux, est-il précisé de même source.

À la vue de cette scène effroyable, des citoyens appelèrent les secours de la protection civile (N.1021). En attendant les secours, l'agent de la protection civile suscitée est monté sur le toit de l'immeuble et a sauté jusqu'à ladite fenêtre pour attraper le corps de la fillette, qu'il a tenue dans ses bras jusqu'à l'arrivée de son père, qui était en dehors de la maison, et celle des secours de la protection civile.

La fillette a été secourue sans subir aucune blessure, avant d'être transférée au secteur sanitaire de la cité AADL, selon le même communiqué.

BATNA

Portes ouvertes sur les services de la police

La Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) a organisé lundi des portes ouvertes sur les services de la police dans la salle des expositions Assihar, au centre-ville de Batna.

L'ouverture de cette manifestation de deux jours a été présidée par l'inspecteur régional de la police de l'Est, représentant le directeur général de la sûreté nationale, en présence des autorités locales, des chefs de services de police de l'Est et des cadres locaux de la sûreté notamment. L'initiative qui coïncide avec la célébration du 59ème anniversaire de la double fête de l'indépendance et de la jeunesse, s'inscrit dans le cadre de la concrétisation du principe de la police de proximité et de rapprochement de la police du citoyen pour lui présenter les moyens humains, matériels et scientifiques mobilisés pour le servir et préserver sa sécurité, sa quiétude et sa liberté, a affirmé l'inspecteur régional de la police de l'Est, le contrôleur général de police, Mohand Chérif Daoud.

La manifestation permet de renforcer la communication entre les citoyens et la police dont il peut être fier, car celle-ci "s'est hissée au rang de la police des pays développés", a-t-il affirmé, ajoutant qu'elle représente aussi une opportunité pour répondre aux interrogations des citoyens dans divers domaines d'activité de la police judiciaire, scientifique et autres, le recrutement ainsi que sur l'unité aérienne de la sûreté nationale.

La manifestation qui a connu une bonne organisation dans le respect des mesures de prévention contre la Covid-19 a donné lieu à une exposition variée sur les divers services de la DGSN et des explications par les cadres du secteur au sujet de leurs multiples missions.

Ces portes ouvertes sur les services de la police ont donné également lieu à une distinction de retraités du corps de la police, de moudjahidine, de sportifs et d'enfants participant au parc éducatif de la circulation routière avec une distinction spéciale pour les médecins et les psychologues exerçant dans les rangs de la sûreté nationale pour leurs efforts dans la lutte contre la pandémie de Covid-19 ainsi que pour les élèves méritants parmi les enfants des fonctionnaires du secteur. L'assistance a eu droit à des exhibitions de karaté-do présentées par les benjamins de l'équipe de la sûreté de wilaya et une autre ayant trait aux moyens d'intervention et d'arrestation des criminels munis d'armes blanches, présentée par le 8ème un itinéraire républicain de sécurité de Fesdis (Batna). La manifestation qui a été précédée d'un événement similaire tenu dans la wilaya d'El Bayadh, portera notamment sur la sensibilisation aux règles de la sécurité routière et aux mesures préventives contre la Covid-19, a indiqué à l'APS le lieutenant de police Abderrahmane Arbia, de la cellule de communication de la Direction générale de la sûreté nationale.

SONELGAZ Un système d'alerte interne pour prévenir la corruption (Pdg)

Le Groupe Sonelgaz œuvre à la mise en place d'un système d'alerte interne visant à prévenir la corruption et à promouvoir la déontologie, a fait savoir dimanche à Alger le Pdg du Groupe, Chahar Boulakhras.

Dans une allocution prononcée lors des travaux de la journée d'étude sur le thème "Promotion de l'intégrité dans le secteur économique", organisée par l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (ONPLC), en partenariat avec Sonelgaz, M. Boulakhras a expliqué que "le Groupe œuvre à la mise en place d'un système d'alerte interne, qui permet de collecter les rapports émis par les employés relatifs à l'existence de comportements ou d'attitudes contraires aux règles établies".

Le Groupe Sonelgaz travaille également au développement d'un plan de risques permettant d'identifier, d'analyser et de classer les risques de corruption auxquels pourraient être exposé le Groupe.

Évoquant les mesures prises par le Groupe afin de consacrer l'éthique dans les activités quotidiennes de ses travailleurs et responsables, M.

Boulakhras a cité l'ensemble des règles d'organisation, qui touchent en particulier les transactions, et qui ont contribué à la prévention "efficace" de certaines pratiques contraires à l'éthique et punies par la loi. Il a souligné que le Groupe a volontairement adopté la charte d'éthique afin de "créer une harmonie et une responsabilité dans les comportements et les décisions, et renforcer ainsi la confiance dans les relations avec tous les acteurs du service public".

Cette démarche contre toute forme de corruption (trafic d'influence, détournement de denier public, favoritisme...) vise à établir la bonne gouvernance érigée à la hauteur de la confiance placée par les pouvoirs publics en le Groupe et ses partenaires, poursuit M. Boulakhras.

Il a estimé que "la transaction avec des millions de clients et de partenaires économiques, financiers et industriels ainsi que l'interaction continue avec la société, constituent une opportunité et un défi en même temps".

Un régime disciplinaire a été établi à cette occasion permettant de sanctionner les fonctionnaires, tous grades confondus, en cas de manquement aux règles de conduite convenues, a ajouté le Pdg de Sonelgaz.

Le premier responsable de Sonelgaz a évoqué les mesures de contrôle de comptabilité adoptées pour assurer la transparence des comptes et qui "présentent une image objective sur la réalité de la société sans dissimuler les registres et les comptes pour corruption ou trafic d'influence".

Le Groupe a créé une Direction juridique pour donner un caractère éthique aux tâches et qui jouit des pouvoirs pour la gestion des risques dont organisationnels.

ENTREPRISES PUBLIQUES ÉCONOMIQUES Plus d'autonomie pour une meilleure gouvernance (experts)

Une meilleure qualification des administrateurs, plus d'autonomie dans la prise de décision, ainsi que des prérogatives plus larges des membres du conseil d'administration (CA) sont autant de facteurs qui favorisent une meilleure gouvernance des entreprises publiques économiques (EPE), ont estimé lundi à Alger des experts algériens et internationaux.

Intervenant lors d'un séminaire organisé par le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), sous le thème "Gouvernance des entreprises publiques économiques : le rôle des conseils d'administration", l'experte en droit des affaires, professeur Yakout Akroune, a appelé à "libérer" l'EPE en choisissant ses dirigeants sur la base de leurs compétences et leurs qualifications.

Mme. Akroune a précisé que l'Etat actionnaire a le droit d'exiger aux EPE des performances, "sans interventionnisme excessif qui bloque l'initiative et la prise de risque en appliquant la règle du juste milieu".

Elle a préconisé, également, que "les membres du CA bénéficient d'une totale indépendance dans la prise de décision à fin de pouvoir s'opposer à une décision du président du CA qu'ils jugent défavorable à l'entreprise", expliquant que "le rôle des membres du CA est d'orienter, de contrôler mais aussi de conseiller l'équipe dirigeante de l'EPE".

Mme. Akroune a ajouté que le président du conseil d'administration (PCA) ou président directeur général (PDG) d'une EPE (selon l'organigramme de l'entreprise) "doit être élu par ses pairs et non pas désigné par l'Etat en sa qualité d'actionnaire unique".

Pour sa part, l'expert économiste, Naceur Bourenane, a mis l'accent sur "le choix judicieux des membres du CA selon leurs qualifications pour défendre au mieux les intérêts de



l'entreprise". De son côté, le Senior economist à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), Hans Christiansen, a souligné que "le gouvernement doit accorder une plus grande autonomie aux administrateurs des EPE dans le but de leur permettre de résister à la concurrence", ajoutant "qu'un contrôle total de l'Etat de ses EPE leur ferait perdre leur statut d'entreprises au profit d'un statut d'institutions".

A ce titre, l'OCDE ne recommande pas, selon M.

Christiansen, que "des ministres siègent dans les CA du fait que leurs fonctions au sein du gouvernement puissent influencer leurs décisions au sein du CA, ces décisions qui pourraient ne pas être dans l'intérêt de l'entreprise".

M. Christiansen a préconisé que les CA soient composés de moins de fonctionnaires et plus de professionnels du management. Intervenant à la même occasion, le direc-

teur de l'Observatoire de l'action publique (France), Pr Pierre Bauby, a indiqué que "le CA ne doit pas être une boîte de résonance des pouvoirs publics" mais plutôt avoir "un champ d'action large et une autonomie dans la prise des décisions".

Le chef exécutif de l'Institut de gouvernance des entreprises Hawkama au Centre international financier de Dubaï, Dr Ashraf Gamal El Din, a expliqué, dans le même sens, que "si les administrateurs sont nommés par l'Etat, les entreprises perdront leur indépendance, notamment sur le plan économique", ajoutant que "les rôles des membres des CA consistent, notamment, à définir la stratégie de l'entreprise et agir dans l'intérêt de l'entreprise tout en gérant au mieux les risques".

Par ailleurs, le président du CNESE, Rédha Tir, a affirmé que cette rencontre vise à l'amélioration du dispositif managérial des

EPE en améliorant la composition de leurs CA en matière de compétence, de vision prospective et d'indépendance, dans le but d'optimiser le rendement de ces entreprises en termes d'exploitation, d'investissement et de financement.

A no ter que cette rencontre a été marquée par la présence du Conseiller à l'économie et aux finances à la présidence de la République, Abdelaziz Khellaf, et du président de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (ONPLC), Tarek Kour.

Des représentants des entreprises publiques, de l'instar du PDG de Sonelgaz, Chaher Boulakhras, des dirigeants du patronat et aussi des étudiants de l'Ecole nationale d'administration, de l'Institut d'économie douanière et fiscale de Koléa et de l'Ecole supérieure de commerce de l'Université de Koléa y ont également pris part.

MARCHÉS À BESTIAUX DE DJELFA Disponibilité des moutons et disparité des prix

A quelques jours de l'Aïd El Adha, une grande animation caractérise les marchés à bestiaux hebdomadaires de la wilaya de Djelfa, marqués par une offre abondante de bêtes du sacrifice avec, toutefois, des prix qui divergent d'un marché à l'autre, a-t-on constaté sur place.

Parmi les plus importants de ces marchés qui contrôlent la bourse des prix du mouton, ceux du nord de la wilaya, notamment de Hassi Bahbah et El Berine, à Messaâd et Ain Ibel (Souk Roumia), au sud et Miliha, Dar Chioukh et Souk Lethnine du chef lieu de wilaya.

Une tournée au niveau de ces sites de vente a permis de constater une offre importante de bêtes du sacrifice des différentes races qui font la réputation de Djelfa et une grande affluence de maquignons, vendeurs-intermédiaires et autres personnes désirant acquérir un mouton du sacrifice en fonction de leurs bourses et aussi au desiderata de leurs enfants, qui les accompagnent parfois.

A titre indicatif, le mouton de moins d'une année, qui n'intéresse pas beaucoup les marchands de bétail, est cédé entre 22.000 et 65.000 DA, tandis que la bête pré parée durant une année pour le sacrifice est proposée entre 30.000 et 39.000 DA.

Quant au "Allouche", mouton du sacrifice par excellence très convoité, il est exposé en grand nombre et de différentes tailles (moyen, grand), dans des clôtures.

On peut y reconnaître, entre autres, le bélier cornu et celui sans cornes dit "El Fertass".

Le prix du Allouche varie (selon le poids) entre 38.000 et 52.000 DA la tête, a-t-on constaté sur place.

Les grands béliers cornus, qui sont le point d'attraction

des marchés et qui sont généralement très appréciés par les marchands qui les revendent dans les marchés des wilayas du nord du pays, sont quant à eux cédés entre 55.000 et 80.000 DA.

Ils sont généralement appelés selon leur âge, soit "Thniane" (deux ans), "Rbai" (4 ans) et "Seddas" (6 ans).

Les intermédiaires, grands bénéficiaires des ventes

Les marchés à bestiaux de Djelfa enregistrent, ces jours-ci, une effervescence exceptionnelle marquée par l'entrée en jeu des intermédiaires, dont le rôle est avéré dans la fixation des prix des moutons.

Et pour cause, le maquignon, qui a sué toute l'année à s'occuper de ses bêtes (pâturage, surveillance et prise en charge sanitaire) et qui affiche des prix abordables, fait le "bonheur" de l'intermédiaire qui ne s'est donné que la peine d'a rriver à la dernière minute avec de grosses sommes d'argent, raffe la mise et fait de gros profits, ont déploré nombre d'éleveurs.

Cette situation a été notamment dénoncée par Lhadj Mokhtar, un éleveur de la région de Douiss (70 km à l'ouest de Djelfa), qui a déploré "les efforts consentis pour la préparation des bêtes du sacrifice, particulièrement, cette année, marquée par une faible pluviométrie dans la région, à l'origine d'un manque important des surfaces de pacage, ayant conduit à l'exploitation des fourrages à très grande échelle, pour compenser ce manque", a-t-il souligné. Il s'est particulièrement plaint du prix des aliments de bétail, dont le quintal d'avoine qui a dépassé les

4500 DA, au moment où l'orge est devenu une denrée rare et noble, en dépassant les 5000 DA le quintal, a-t-il dit.

Une situation qui a lourdement impacté l'éleveur, qui "songe désormais à abandonner ce dur métier, qui n'est plus assez, rentable en raison des frais et du dur labeur qu'il exige", a estimé hadj Mokhtar.

Il est rejoint, dans son constat, par l'éleveur Mustapha de la région de Taâdhmit (50 km au sud de Djelfa), qui a affirmé à l'APS, qu'il réfléchit "sérieusement à changer d'activité", car il est "totalement épuisé par cette activité", a-t-il dit.

"L'unique chose qui pourrait me faire changer d'avis est que les autorités publiques se penchent sur les problèmes des éleveurs et que les autorités locales effectuent des sorties sur le terrain pour constater de plus près la situation désastreuse de la profession", a-t-il assuré.

"Parler des marchés de Djelfa et des bêtes du sacrifice, nous amène à souligner le leadership de la wilaya en la matière", a déclaré, pour sa part, Abdelkader Belkheiri, secrétaire général de la chambre d'agriculture.

"La wilaya compte près de quatre millions de têtes d'ovins et les éleveurs locaux ont une grande expérience dans le domaine, en dépit des difficultés auxquelles ils font face, dans des situations exceptionnelles, comme c'est le cas pour cette saison, marquée par la sécheresse qui a engendré des frais supplémentaires", a-t-il ajouté.

Il a assuré, néanmoins, que Djelfa demeurera la "patrie des bêtes de sacrifice de haute qualité et d'une offre abondante répondant à tous les goûts et à toutes les bourses".

PÉTROLE

Le prix progresse légèrement à plus de 75 dollars

Les prix du pétrole allaient de l'avant mardi après la publication d'un rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) soulignant la forte reprise de la demande d'or noir le mois dernier.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre valait vers midi 75,57 dollars à Londres, en hausse de 0,55% par rapport à la clôture de la veille.

A New York, le baril de WTI pour août gagnait 0,53%, à 74,49 dollars.

La demande mondiale de pétrole a continué à croître en juin avec la reprise économique, a annoncé mardi l'Agence internationale de l'énergie (AIE), pour atteindre désormais 96,8 millions de barils par jour.

A ce rythme, la demande mondiale, qui s'était effondrée avec la pandémie de Covid-19, devrait dépasser les niveaux d'avant la crise d'ici la fin 2022, selon elle. Or l'offre,



à 95,6 millions de barils par jour, est inférieure, induisant une situation de déficit favorable aux prix du brut. Ces derniers "risquent d'être volatils tant que les pays de

l'Opep+ ne se seront pas accordés sur le relèvement de leur production", ajoute l'AIE.

Les pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs dix alliés via l'accord Opep+ n'ont

en effet pas réussi lundi dernier, après déjà plusieurs reports successifs, à s'entendre sur leurs niveaux de production à compter du mois d'août, laissant le marché circospect. Les investisseurs n'ont par ailleurs pas tenu compte des "faibles" données sur les importations en Chine, ont estimé des analystes. Les importations chinoises ont connu le mois dernier un tassement, a en effet annoncé mardi l'administration des douanes.

Celles d'or noir se sont élevées à 9,77 millions de barils par jour, soit le troisième mois consécutif en-dessous de 10 millions de barils par jour, selon les spécialistes du marché.

CHINE

Rebond surprise des exportations en juin à +32,2%

La Chine a connu en juin un rebond surprise de ses exportations (+32,2% sur un an), galvanisées notamment par ses ventes de produits électroniques et pharmaceutiques, a annoncé mardi l'administration chinoise des douanes.

Il s'agit du rythme de progression le plus rapide des ventes du géant asiatique depuis avril.

La performance est bien meilleure qu'espéré: les économistes s'attendaient à un ralentissement (+23,4%), après une hausse de 27,9% sur un an le mois précédent. La situation contraste fortement avec l'an dernier quand l'ac-

tivité en Chine se remettait tout juste de la pandémie de Covid-19. En juin 2020, les exportations chinoises étaient ainsi repassées pour la toute première fois en territoire positif (+0,5%) après une paralysie de l'économie. Désormais quasi débarrassée de la maladie, la Chine a été le premier pays à retrouver dès fin 2020 un niveau d'activité pré-pandémie.

"L'économie chinoise se stabilise et s'améliore (...) et cela apporte un soutien robuste au commerce extérieur", a relevé devant la presse un porte-parole des Douanes, Li Kuiwen. Dans l'autre

sens, les importations de la Chine ont connu le mois dernier un tassement: les achats chinois à l'étranger ont progressé en juin de 36,7% sur un an, selon les Douanes. Ce rythme est bien moins rapide que celui de mai (+51,1%).

Mais la performance est néanmoins meilleure que les prévisions d'analystes (+30%). Quant à l'excédent commercial du géant asiatique, il a atteint en juin 51,3 milliards de dollars (43,2 milliards d'euros).

L'excédent chinois était le mois précédent de 45,53 milliards de dollars (37,42 milliards d'euros).

ETATS-UNIS - VENEZUELA

Washington autorise temporairement l'exportation de gaz liquéfié au Venezuela

Washington a assoupli lundi l'interdiction d'exporter des hydrocarbures vers le Venezuela, imposée sous la présidence de Donald Trump, en autorisant temporairement les exportations de gaz de pétrole liquéfié (GPL), notamment utilisé pour faire la cuisine.

Cette autorisation est accordée pour les douze mois à venir, a indiqué le Trésor américain. Washington

assouplit ainsi une sanction imposée par Donald Trump, qui visait à mettre la pression sur le Venezuela et sa compagnie pétrolière nationale PDVSA dans un effort infructueux pour évincer le président Nicolas Maduro.

Washington et Caracas ont rompu leurs relations diplomatiques en 2019.

FRANCE

Une riche moisson de blé tendre attendue en 2021

La production française de blé tendre devrait bondir de 27,1% en 2021 à 37,1 millions de tonnes, ont annoncé lundi les services statistiques du ministère de l'Agriculture en France.

Selon cette première estimation au 1er juillet, la récolte devrait être en hausse de 11,2% par rapport à la moyenne 2015-2019.

Globalement, la récolte de céréales à paille (blé, orge, seigle, avoine...) devrait dépasser 53 millions de tonnes, soit près de 10 millions de tonnes de plus qu'en 2020, année difficile.

Le rendement du blé tendre est

estimé à 75,1 quintaux par hectare contre 68,5 quintaux par hectare en 2020. Il dépasse la moyenne de 2016-2020. Les surfaces progressent de 16% en un an. La récolte de blé dur est attendue en hausse de 24%, sous l'effet conjugué d'une hausse des surfaces et d'une progression des rendements.

La production d'orge progresserait à 11,3 millions de tonnes (+0,9 million de tonnes sur un an) grâce à la forte hausse des rendements et en dépit du recul des surfaces d'orge de printemps, note le ministère.

Pour la première fois depuis 2010, la

production de protéagineux (pois, fèves, luzerne etc.) devrait dépasser 1,1 million de tonnes, soit un bond de 46,7% sur un an, avec une nette progression des rendements.

En revanche, les surfaces de colza baissent, passant en dessous du million d'hectares.

La production est estimée à un peu moins de 3 millions de tonnes, soit la plus faible depuis 2001.

Les surfaces de betteraves industrielles et des pommes de terre de conservation et de demi-saison reculent respectivement de 3,1% et de 3,8%.

France : l'inflation accélère légèrement en juin

L'inflation a légèrement accéléré en France en juin, à 1,5% sur un an, poursuivant sa tendance des mois précédents, montrent mardi les chiffres définitifs de l'Insee.

"Sur un an, les prix à la consommation augmentent de 1,5%, après +1,4% en mai", résume dans un communiqué l'Insee, confirmant des

estimations données deux semaines plus tôt.

La hausse des prix s'explique en premier lieu par le secteur de l'énergie où ils ont bondi en juin de 10,9% par rapport à un an plus tôt.

C'est toutefois un ralentissement, comparé à mai (+11,7%). Principale nouveauté par rapport au mois

précédent, les prix des produits manufacturés ont rebondi. Ils marquent en juin une hausse de 0,7% alors qu'ils s'inscrivaient en légère baisse (-0,1%) en mai.

Les prix de l'alimentation (-0,2%), du tabac (+5,3%) et des services (+0,8%) ont, eux, à peu près conservé leur tendance de mai. Sur

un mois, l'ensemble des prix à la consommation ont augmenté en juin de 0,4% après +0,3% le mois précédent.

L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), qui sert de base de comparaison au niveau européen, a augmenté de 1,9% sur un an, après 1,8% en avril.

ALLEMAGNE

Inflation en juin confirmée à 2,3%

La hausse des prix en Allemagne a bien connu un décélération en juin à 2,3%, tout en demeurant proche de son plus haut en dix ans à cause des prix de l'énergie, a indiqué mardi l'Office allemand de statistique "Destatis".

L'indicateur a ralenti après cinq mois d'affilée de hausse qui l'avait porté à 2,5% en mai, son plus haut niveau depuis septembre 2011, selon des chiffres définitifs publiés par l'institut fédéral.

Sur un mois, l'inflation en juin s'établit à 0,4%, ajoute Destatis. Les prix de l'énergie ont continué d'évoluer à un rythme bien supérieur à l'indice global, augmentant de 9,4% sur un an, après 10% en mai. Cela tient notamment à la facturation depuis janvier de chaque tonne de CO2 émise par les transports et les habitations.

Sans les prix de l'énergie, l'indicateur affiche une hausse de 1,6% sur un an. L'indice des prix harmonisé, qui sert de référence au niveau européen, a lui-même une hausse de 2,1% sur un an en juin, a encore confirmé Destatis. Il dépasse ainsi le nouvel objectif de la Banque centrale européenne d'une inflation de 2%, tel qu'annoncé la semaine dernière dans le cadre de sa nouvelle stratégie.

ROYAUME-UNI

Les banques doivent aider à la reprise post-pandémie, estime la BoE

Les banques britanniques vont devoir continuer à soutenir les ménages et entreprises à mesure que les aides du gouvernement seront retirées, afin d'accompagner la reprise après la pandémie, estime mardi la Banque d'Angleterre (BoE).

Dans son rapport sur la stabilité financière, l'institution monétaire assure que les banques sont suffisamment solides pour remplir ce rôle.

"Les banques ont le capital et les liquidités pour être capables de soutenir l'économie", selon la BoE. Elle souligne que la vaccination massive a "conduit à une amélioration des perspectives économiques au Royaume-Uni".

"Mais des risques demeurent pour la reprise", prévient la BoE, au moment où le variant Delta fait craindre une nouvelle vague de la pandémie, ce qui n'empêche pas le pays de s'approprier à lever l'essentiel des dernières restrictions sanitaires.

L'institution monétaire, qui fait également office de régulateur du système financier, estime que les ménages et les entreprises vont encore avoir besoin du soutien des banques dans la reprise. Elle rappelle notamment que les mesures d'aide du gouvernement mises en place depuis le début de la pandémie vont arriver à leur terme dans les prochains mois, à l'image du dispositif de chômage partiel ou des prêts garantis par l'Etat.

BoE maintient sa vision d'un système bancaire toujours solide, qui a su traverser la pandémie sans encombre, et qui "a la capacité de continuer à fournir ce soutien" à l'économie. Les banques seraient même capables d'encaisser un scénario économique beaucoup plus défavorable que celui sur lequel elle table, note la BoE, qui s'appuie notamment sur les résultats provisoires des tests de résistance. L'institution estime qu'il est dans l'intérêt des banques de soutenir les entreprises viables, plutôt que de chercher à réduire leurs enveloppes de prêts pour préserver leur capital, ce qui pourrait être néfaste pour l'économie.

Par ailleurs, la Banque d'Angleterre confirme la levée des consignes énoncées pendant la pandémie et encourageant à la prudence en matière de versements aux actionnaires. Cela permet aux banques de distribuer à nouveau des dividendes ou de racheter des actions comme elles le souhaitent. La BoE s'inquiète, en outre, d'une "augmentation de la prise de risque" sur les marchés financiers, grâce à l'amélioration des perspectives économiques, mais également à la recherche de rendements de la part des investisseurs, dans un environnement de taux d'intérêt très bas.

Elle pointe notamment les valorisations élevées sur certains compartiments de marché comme les obligations d'entreprises, ou les cryptomonnaies à l'image du bitcoin. Le risque est que les investisseurs réévaluent brusquement leur anticipation pour la croissance et l'inflation, ce qui entraînerait un retournement brutal du marché, et en fine des conditions de financement plus difficiles pour les ménages et entreprises, prévient la BoE.

SKIKDA

Installation d'une colonne mobile pour lutter contre les incendies de forêts

Une colonne mobile de la Protection civile de lutte contre les incendies de forêts et des récoltes agricoles a été installée, lundi, au siège de l'unité principale de la ville de Skikda, dans le cadre du programme d'intervention de la saison estivale en cours et qui se poursuivra jusqu'au mois d'octobre prochain, a-t-on appris lundi auprès de la direction de la Protection civile (DPC).

Cette colonne mobile, dont l'installation a été présidée par le wali, Abdelkader Bensaid, compte 74 agents de différents grades ainsi que 14 véhicules d'intervention, a précisé à l'APS la chargée de l'information et de la communication de ce corps constitué, le lieutenant Imene Merouani.

La même source a également fait savoir que cette colonne mobile interviendra en cas d'incendie sur le territoire de la wilaya, mais aussi dans les wilayas voisines dans le cas où les moyens d'intervention dans ces wilayas ne seraient pas suffisants pour faire face à d'éventuels incendies.

Les éléments assignés à cette mission ont bénéficié entre le 27 et le 30 juin dernier, d'une session de formation théorique et pratique afin de les préparer à être opérationnels pour lutter contre les incendies, a rappelé la même source.

Une cérémonie de remise des grades en faveur de 74 éléments de la Protection civile de la wilaya de Skikda a été organisée en marge de l'installation de cette colonne, dans le cadre du programme de célébration de l'anniversaire de la double fête de l'indépendance et de la jeunesse (5 juillet).

SAÏDA

Distribution prochaine de plus de 3.200 logements publics locatifs

Plus de 3.200 nouveaux logements publics locatifs seront distribués à Saïda avant la fin du mois de juillet en cours, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

La même source a indiqué que la grande partie de logements dans ce programme sera distribuée dans la ville de Saïda, soit 1.800 dont 1.320 à haï Boukhors et 480 unités à haï Es-Salam.

Par ailleurs, 190 autres logements de la même formule seront distribués avant la fin de l'année en cours dans la commune de Sidi Boubekeur, 140 logements à Sidi Amar, 206 à Ouled Brahim, 264 à Ain El-Hadjar, 150 à Youb, 130 à Hassasna, 80 à Ain Skhouma, 60 à Moulay Larbi, 48 à Tircine et 40 à Ain zerka (commune de Ouled Khaled).

Lors du troisième trimestre de l'année en cours, 130 familles vivant dans des habitations précaires dans la commune de Ouled Khaled seront relogées dans des logements décentes dotés de toutes les commodités, dans le cadre du programme de résorption de l'habitat précaire (RHP).

Les travaux d'aménagement extérieur de tous les nouveaux sites d'habitat sont en cours avec le raccordement aux différents réseaux souterrains d'eau potable, d'assainissement et de gaz, en plus de la pose de l'éclairage public avec la technique "LED" et la réalisation d'espaces verts et d'aires de jeux pour les enfants.

Le taux d'avancement des travaux au niveau des sites d'habitation, gérés par l'Office de promotion et de gestion Immobilière (OPGI) de la wilaya varie entre 80 et 90%, a-t-on indiqué, soulignant que toutes les commissions des daïras ont été informées de ces quotas de logements, dont la distribution est prévue, durant l'année en cours à travers les communes indiquées, afin d'établir les listes des bénéficiaires.

La même source rappelle que, depuis l'année précédente jusqu'à aujourd'hui, 4.000 logements publics locatifs ont été distribués dans la wilaya de Saïda, ainsi que 600 familles habitant dans des habitations précaires ont été relogées dans des logements neufs et décentes.

A noter que la wilaya de Saïda dispose, globalement, d'un programme de 15.236 logements de la même formule dont 10.524 ont été réceptionnés, alors que 4.712 autres sont en cours de réalisation.

BATNA - COVID-19

Interdiction des rassemblements familiaux, des fêtes de mariage et de circoncision

Les autorités de la wilaya de Batna ont décidé d'interdire tous les regroupements familiaux, les fêtes de mariage et les circoncisions dans le cadre des mesures préventives de lutte contre la propagation de la Covid-19, selon un communiqué publié lundi sur la page officielle de la wilaya sur les réseaux sociaux.

Dans ce contexte, le chef de l'exécutif local, Toufik Mezhoud, a chargé les services de sécurité et du commerce d'organiser des sorties sur le terrain à travers les salles des fêtes pour veiller au strict respect de la décision de suspendre les activités de ces lieux et prendre les sanctions nécessaires à l'encontre des contrevenants, pouvant aller jusqu'au retrait de l'autorisation d'exploitation, a indiqué le communiqué.

Le document fait état également de la prorogation de 21 jours du confinement partiel à domicile de 00 h jusqu'au lendemain à 4h00 du matin, à travers toutes les communes de la wilaya, et ce à partir du



lundi 12 juillet. Les services de sécurité ont été chargés, selon le même document, d'intensifier les opérations de contrôle dans les moyens de transport,

s'agissant du respect du protocole sanitaire recommandé en cette circonstance particulière. Les services de sécurité, du commerce et de l'agricul-

ture ont été chargés aussi d'intensifier le contrôle sur le terrain pour veiller au respect de l'application du protocole sanitaire dans les espaces commerciaux et les marchés hebdomadaires et de bétail, a ajouté la même source.

Le secrétaire général de la wilaya, les chefs de daïras, tous les directeurs des secteurs et services concernés, les présidents des assemblées populaires communales, le commandant du Groupement territorial de la gendarmerie nationale et le chef de sûreté de wilaya sont tenus d'exécuter cette décision publiée dans la nomenclature des décisions administratives de la wilaya, a-t-on conclu.

PROTECTION DES TORTUES MARINES

Journée de sensibilisation à Mostaganem

Le ministère de l'Environnement a organisé une journée d'information et de sensibilisation à Mostaganem, sous le slogan : "Ensemble pour une meilleure protection des tortues marines en Algérie", a indiqué mardi le ministère dans un communiqué.

Cette journée d'information et de sensibilisation organisée lundi à travers la direction de l'environnement de la wilaya de Mostaganem et l'antenne locale du Commissariat national du littoral, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action national pour la conservation des tortues marines en Algérie.

Animée par le coordinateur du réseau national algérien de la protection des tortues marines (ALSTNet), en collaboration avec l'université de Abdelhamid Ibn Badiss, cette activité a vu la participation de près de 60 personnes de différents secteurs étatique et du mouvement associatif. Le réseau ALSTNet a été initié par le ministère de l'Environnement en 2018, et ce, en partenariat avec le Centre des activités régionales des aires spécialement protégées (CAR-ASP) de la convention de Barcelone. Cette initiative, qui vient soutenir celles organisées précédemment au niveau des wilayas de Ain Témouchent,

Tipasa et de Tizi-Ouzou, permettra le renforcement de la plateforme collaborative multisectorielle que le ministère de l'Environnement met en œuvre pour la prise en charge des diverses problématiques qui menacent les tortues marines le long de la côte algérienne (destruction des habitats terrestres et marins, interaction avec la pêche et les diverses pollutions). Une première tentative de modification d'une tortue marine "Caouanne" a été observée, le 5 juillet vers 4H00, sur la plage d'El Hamdania (Tipasa) suivi de deux autres tentatives au niveau de la même plage, rappelle le communiqué.

AIN DEFLA

L'incendie ayant affecté le poste électrique source de Khémis Miliana "totalement maîtrisé"

L'incendie qui s'est déclaré dimanche en soirée au niveau du poste électrique de Khémis Miliana (Ain Defla), avec pour conséquence l'interruption de l'alimentation en énergie électrique de six daïras, a été "totalement maîtrisé", a-t-on appris auprès du chargé de communication de l'antenne locale de la Société Algérienne de Distribution de l'Électricité et du Gaz.

"L'incendie qui s'est déclaré dimanche en soirée au niveau du poste électrique source (120 méga volts) du

quartier Soufaye de Khémis Miliana, non sans causer l'interruption soudaine de l'alimentation en énergie électrique de six daïras, a été totalement maîtrisé vers 23h00", a précisé à l'APS, Nasri Brahim, signalant que les communes privées de courant électrique voient cette énergie leur revenir de manière "graduelle".

À l'heure actuelle, l'alimentation en énergie électrique a été rétablie au niveau des communes de Miliana, Khémis Miliana et une partie de Sidi Lakhdar", a précisé à

M. Nasri, signalant que la même opération a été lancée au profit des communes de Djendel et Ain Lechiakh à partir de Médéa, via la ville de Ksar El Boukhar. Au sujet des raisons ayant provoqué l'incendie du poste source, le même responsable a souligné que celles-ci demeuraient "méconnues" à l'heure actuelle, observant toutefois que les fortes températures sévissant depuis quelques jours ont "indéniablement" favorisé la survenue de l'accident. "Nous attendons le rap-

port de GRPE, la société chargée de transport de l'électricité, afin de fixer définitivement sur les causes ayant provoqué le sinistre, mais il est évident que les fortes températures sévissant depuis quelques jours, avec pour corollaire, l'usage prolongé de l'énergie électrique, ont favorisé la survenue de l'accident.

A signaler que les tentatives de l'APS de joindre le chargé de communication de la direction de la Protection civile de Ain Defla ont été vaines.

ACCIDENTS DE CIRCULATION

68 morts et 1 803 blessés en une semaine

Soixante-huit (68) personnes ont trouvé la mort et 1 803 autres ont été blessées dans 1 434 accidents de la circulation en une semaine, indique mardi un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Constantine avec 11 personnes décédées sur les lieux d'accident et 59 autres blessées prises en charge par les secours de la Protection civile dans 52 accidents de la route, précise la même source. Durant la même période (4-10 juillet), les unités d'intervention de la Protection civile ont effectué 15 442 interventions ayant permis la prise en charge de 1 4961 blessés et malades traités

par les secours médicalisés de la Protection civile sur les lieux d'accidents et leur évacuation vers les structures sanitaires. En outre, les secours de la Protection civile ont effectué 3 115 interventions pour procéder à l'extinction de 2 441 incendies urbains, industriels et autres, ajoute le communiqué. Concernant les activités de lutte contre la propagation du Coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué durant la même période, 163 opérations de sensibilisation à travers le territoire national pour rappeler aux citoyens la nécessité du respect du confinement ainsi que l'observation des règles de la distanciation sociale.

BOUMERDES

Saisie de plus de 17 kg de kif traité et de 1,1 kg de cocaïne durant le 1^{er} semestre 2021

Plus de 17 kg de kif traité et de 1,1 kg de cocaïne ont été saisis, par les unités de la gendarmerie nationale relevant du groupement territorial de la gendarmerie de Boumerdes, au cours de descentes réalisées durant le 1^{er} semestre de l'année en cours, a-t-on appris lundi auprès de ce corps sécuritaire.

Selon la chargée de communication auprès de ce corps, ces opérations ont, également, permis la saisie de près de 24.000 comprimés psychotropes, et 80 armes blanches de différents types et formes, en plus de deux fusils de chasse et près de 7.800 unités de boissons alcoolisées de différentes marques.

La même source a signalé l'arrestation, suite à ces opérations, de 166 individus de différents âges, à travers la wilaya, dont des récidivistes.

BOLIVIE

34 morts dans un accident d'autocar

Le bilan de l'accident d'un autocar qui est tombé dans un ravin dans le sud-est de la Bolivie s'est alourdi à 34 morts, ont annoncé lundi les autorités locales, la pire tragédie routière que le pays ait connue depuis le début de l'année.

Selon les secours qui sont intervenus, "il y a 34 morts et 10 blessés", a déclaré le colonel Juan Luis Cuevas, chef-adjoint de la police. Les autorités avaient d'abord fait état de 18 puis de 24 morts. Ce dernier bilan a été arrêté après 12 heures d'efforts des secouristes. L'accident a eu lieu sur une route du département de Chuquisaca. L'autocar transportait des passagers à Sucre (sud), la capitale du département, depuis le village de Patolo, à 50 km de là. Des vidéos postées sur les réseaux sociaux montrent une dizaine de per-



sonnes décédées allongées sur la route. Le directeur régional de la police routière, José Luis Assaf, évoque une chute du bus de plus de "150 mètres".

Sur les images, on peut voir le bus complètement détruit au pied de la falaise, tandis que pompiers et autres secouristes travaillent sur les lieux. La police a annoncé une enquête sur les causes de l'accident, la pire tragédie routière de l'année dans le pays. Le 3 mars, un bus avait plongé d'une falaise sur la route entre Santa Cruz (est) et Cochabamba (centre), tuant 21 personnes.

MOUSSON EN INDE

76 personnes tuées par la foudre

Pas moins de 76 personnes sont mortes foudroyées dans plusieurs Etats indiens, dont plusieurs faisant des selfies près d'un ancien fort du Rajasthan, ont annoncé lundi les autorités.

Parmi les 76 victimes, au moins 23 sont décédées dans l'Etat du Rajasthan (nord-ouest), dont une douzaine qui observaient dimanche le spectacle de l'orage au-dessus de la ville de Jaipur depuis des tours de guet près du célèbre Fort d'Amber -qui date du XII^{ème} siècle-, a indiqué un responsable du département des catastrophes de l'Etat. "Il s'est mis à pleuvoir alors que les gens se trouvaient déjà" dans le fort, a déclaré Saurabh Tiwari, un responsable de la police de Jaipur.

"Ils se sont réfugiés dans les tours alors que la pluie s'intensifiait". Il a précisé que jusqu'à 30 personnes se trouvaient sur les

tours lorsque la foudre a frappé. "Certains des blessés étaient inconscients, d'autres se sont enfuis", a déclaré M. Tiwari. Les autorités ont indiqué à des médias locaux que certaines des victimes faisaient des selfies pendant la tempête. Les équipes de secours vérifiaient si des victimes étaient tombées dans un profond fossé situé d'un côté des tours. Chaque année, des dizaines de milliers de touristes visitent le fort d'Amber, une forteresse médiévale située au sommet d'une colline à l'extérieur de Jaipur, offrant une vue panoramique sur la ville. Dans l'Etat voisin de l'Uttar Pradesh, le plus peuplé d'Inde, au moins 42 personnes ont péri du fait de la foudre samedi et dimanche, selon les autorités, qui n'ont pas donné plus de détails. Onze autres personnes sont mortes dans l'Etat central du Madhya Pradesh au cours du week-end, a

déclaré un responsable du centre de contrôle des catastrophes de l'Etat. Deux d'entre elles, qui avaient emmené leurs chameaux et leurs moutons en pâture, s'abritaient sous un arbre lorsqu'elles ont été frappées par la foudre, a précisé le responsable. Le Premier ministre Narendra Modi a déclaré que les familles des victimes se verraient offrir une indemnisation.

Près de 2.900 personnes ont été tuées par la foudre en Inde en 2019, selon les chiffres officiels les plus récents disponibles. La grande mousson de juin à septembre est cruciale pour la vie et l'agriculture du sous-continent indien, mais cause chaque année d'importants dégâts et fait des centaines de morts dans cette région du monde qui héberge un cinquième de l'humanité.

HÔTEL EFFONDRE EN CHINE

Le bilan grimpe à 8 morts

Le bilan de l'effondrement d'un hôtel dans l'est de la Chine a grimpé à huit morts et neuf disparus, ont annoncé mardi matin les autorités, après une nuit d'intenses opérations de secours. Le drame s'est produit lundi en milieu d'après-midi dans la grande ville touristique et historique de Suzhou, à environ 80 km à l'ouest de Shanghai.

Au total, 14 personnes ont été sorties des débris depuis la catastrophe - dont huit morts et cinq blessés, a indiqué la mairie dans un communiqué diffusé sur le réseau social Weibo.

Il reste neuf disparus et "les équipes de secours sont pleinement mobilisées pour les retrouver", selon la même source. Le précédent bilan fai-

sait état d'un mort et de 10 personnes encore coincées. La télévision publique CCTV a diffusé mardi des images de sauveteurs en tenue orange et casqués, dégageant de petits débris à la main sur une pile de gravats et sous une structure métallique désarticulée. Les secouristes, aidés de 120 véhicules, d'engins de chantier, de chiens, de pinces

couppantes ou encore de détecteurs de présence étaient mobilisés toute la nuit pour poursuivre les recherches, a souligné la mairie. L'hôte I Siji Kaiyuan, de moyenne gamme, avait ouvert en 2018 et comprenait 54 chambres, ainsi qu'une salle de banquet, selon sa description sur le site de réservations touristiques Ctrip.

FRANCE

Un car transportant une quarantaine de jeunes s'embrase

Un car qui transportait une quarantaine d'adolescents belges s'est embrasé dans la nuit de lundi à mardi en Haute-Loire, dans le sud-est de la France, mais le feu n'a fait aucune victime, le chauffeur ayant réussi à faire évacuer le véhicule à temps. "Le car a complètement brûlé mais il n'y a aucun blessé parmi les jeunes", ont indiqué les pompiers du département mardi matin, confirmant une information du quotidien régional La Montagne. Le feu s'est déclaré tandis que le car, de retour d'Espagne, roulait sur l'A75. Selon le journal, le chauffeur a juste eu le temps de quitter l'autoroute à hauteur de Lempdes-sur-Allagnon, au nord de Brioude, pour arrêter le véhicule et en faire descendre le groupe de 42 adolescents et leurs accompagnateurs. Ceux-ci ont été hébergés dans une salle polyvalente de la commune et doivent repartir pour la Belgique en début d'après-midi dans un car de remplacement.

MIGRATIONS - SECOURS

Plus d'une centaine de migrants secourus au large du nord de la France

Cent vingt-trois migrants ont été secourus au large du nord de la France lundi alors qu'ils tentaient de traverser la Manche à bord de plusieurs embarcations de fortune pour rejoindre le Royaume-Uni, a annoncé la préfecture maritime.

L'une de ces embarcations transportait 55 personnes, dont 10 femmes et deux enfants, selon un communiqué de la préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord.

Signalés en difficulté au large d'Equihen-plage (nord), ces migrants ont été récupérés par un remorqueur d'intervention de la Marine nationale et ramenés au port de Boulogne-sur-Mer.

Un peu plus tôt, 37 naufragés, dont une femme, avaient été repérés avec leur embarcation, "échoués sur un banc de sable et isolés par la marée montante" au large de Dunkerque (nord), indique la préfecture.

La vedette des sauveteurs en mer "ne pouvant pas accéder" aux lieux, un hélicoptère de la Marine nationale a transféré les naufragés, "par atterrissages successifs" sur le banc puis la terre ferme.

Les cinq dernières personnes ont du

être hélitreuillées car l'eau a "totalement recouvert le banc en moins de vingt minutes", selon ce communiqué.

Sains et saufs, elles ont été ramenées à Calais et confiées à la police aux frontières.

Un canot de la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM) a par ailleurs porté assistance à 27 migrants "en difficulté dans le secteur de Gravelines" (nord).

Enfin, quatre naufragés ont été secourus par une patrouille de police au large de Sangatte (nord) et ramenés au port de Calais. Vendredi, 103 migrants avaient déjà été secourus en mer lors de plusieurs opérations. Depuis la fin 2018, ces traversées illégales de la Manche par des migrants cherchant à gagner le Royaume-Uni se multiplient malgré les mises en garde répétées des autorités qui soulignent le danger lié à la densité du trafic, aux forts courants et à la basse température de l'eau.

En 2020, plus de 9.500 traversées ou tentatives de traversées de ce type ont été recensées, soit quatre fois plus qu'en 2019, selon un bilan de la préfecture maritime.

Six personnes y ont trouvé la mort et trois ont disparu, après quatre morts en 2019.

JAPON

Quatre employés d'une entreprise liée aux JO arrêtés pour usage de drogue

Quatre employés d'une entreprise travaillant pour les Jeux olympiques ont été arrêtés à Tokyo pour usage présumé de drogue, ont annoncé mardi la police et les organisateurs des JO, à dix jours de la cérémonie d'ouverture des jeux le 23 juillet.

Le comité d'organisation de Tokyo-2020 a déclaré avoir été informé que "quatre personnes ont été arrêtées pour des violations présumées de la loi sur le contrôle des stupéfiants et des psychotropes".

Il s'agit, selon le comité, d'employés d'une entreprise engagée par Tokyo-2020 pour fournir de l'électricité temporaire aux opérations olympiques.

La police de Tokyo a confirmé qu'elle avait arrêté début juillet deux citoyens américains et deux citoyens britanniques, accusés d'avoir "ingéré de la cocaïne" en violation des lois sur les drogues.

La police n'a pas précisé la date exacte des arrestations.

"Si ces allégations s'avèrent exactes, Tokyo-2020 adressera un avertissement strict à l'entreprise et lui conseillera de prendre toutes les mesures possibles pour qu'un tel incident ne se reproduise pas", ont déclaré les organisateurs des JO dans un communiqué. Le Comité international olympique a déclaré pour sa part que ces arrestations étaient "un problème individuel et une question pour les autorités judiciaires locales".

A moins de deux semaines des Jeux, les projecteurs sont braqués sur les dizaines de milliers d'athlètes, de responsables sportifs et de journalistes venant de l'étranger et qui sont soumis à des règles anti-Covid très strictes.

Tokyo est sous le coup d'un nouvel état d'urgence sanitaire qui a abouti à l'interdiction de spectateurs sur la quasi-totalité des sites olympiques.

Les bars et les restaurants ont en outre l'interdiction de vendre de l'alcool et doivent fermer à 20H00.

KIRGHIZSTAN

Six morts et deux disparus dans des glissements de terrain

Les autorités du Kirghizstan ont annoncé mardi la mort de six personnes, deux portés disparus et des destructions d'infrastructures dans des glissements de terrains dans l'ouest de ce pays pauvre d'Asie centrale.

Les images diffusées sur les réseaux sociaux ont montré une coulée de boue géante emportant des centaines d'arbres et traversant les routes à grande vitesse.

"Huit personnes ont été emportées par les glissements de terrain dans la région de Jalal-Abad, six corps ont été retrouvés", a indiqué dans un communiqué le président du cabinet des ministres, Ouloukbek Maripov.

"Des bâtiments résidentiels ont également été détruits, la chaussée a été emportée dans certaines zones, des ponts et d'autres structures ont été endommagées", a-t-il ajouté.

Selon les médias locaux, les deux personnes portées disparues sont mineures et ces glissements de terrains sont dus à de fortes pluies.

Le président kirghize Sadyr Japarov a pour sa part présenté ses condoléances aux familles des victimes et chargé le gouvernement de "fournir une assistance appropriée aux populations touchées par la catastrophe".

Chaque année aux alentours du printemps, les zones montagneuses d'Asie centrale sont touchées par des inondations et glissements de terrains meurtriers, bloquant des routes importantes dans des pays dépourvus d'infrastructures de transport.

COVID-19

Acquisition de 1.600.000 doses de vaccin de la Chine (MDN)

Un avion de transport militaire a atterri, dimanche soir, à la base aérienne de Boufarik (Blida), à son bord un million six cent mille doses de vaccin contre la covid-19, en provenance de la République populaire de Chine, a indiqué lundi un communiqué du ministère de la défense nationale (MDN).

"En continuation des efforts visant à lutter contre le Coronavirus, un avion de transport militaire a atterri, dimanche 11 juillet 2021 à la base aérienne de Boufarik/tère région militaire, à son bord un million six cent mille doses de vaccin anti-covid 19 en provenance de la République populaire de Chine", a précisé le communiqué du MDN.

Cette opération confirme, encore une fois, que l'Armée nationale populaire (ANP) "demeure toujours prête à accomplir ses missions et de répondre à l'appel de la patrie et à servir le peuple algérien en toutes circonstances", a conclu le document du ministère de la Défense.

VACCINS

Saidal produira 2,5 millions/mois de vaccins Spoutnik et Sinovac à partir de septembre (ministre)

Le groupe pharmaceutique public Saidal compte produire à partir de septembre prochain 2,5 millions de doses de vaccins anti-Covid par mois, de type Spoutnik V et Sinovac, a indiqué mardi à Alger le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Lotfi Djamel Benbahmed.

S'exprimant sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale, M. Benbahmed a expliqué que les deux vaccins, russe Spoutnik V et chinois, Sinovac, seront produits, à l'unité Saidal de Constantine, avec une capacité de production mensuelle de 2,5 millions de doses par mois, comme première phase.

Cette capacité pourra être augmentée en faisant appel à l'une des huit autres unités de production équipées et homologuées en Algérie pour réaliser le procédé de répartition aseptique "fill & finish" adopté, dans un premier temps, pour la production de ces deux vaccins.

Pour le vaccin russe Spoutnik V, Saidal devrait passer à la fabrication de la matière première, ce qui nécessitera plus de temps, a avoué le ministre. Toutefois, M. Benbahmed a révélé qu'il s'agit d'un partenariat stratégique avec l'Institut de recherche russe, Gamaleya, qui s'étendra, également, à des produits de biotechnologie, notamment des médicaments d'oncologie qui coûtent à l'Erat 600 millions d'euros par ans.

Le vaccin produit par Saidal reviendra 45% moins cher qu'un vaccin importé actuellement, a souligné par ailleurs le ministre, ajoutant qu'il sera 90% moins cher une fois la matière première produite localement.

Il a parlé d'une économie, pour le procédé "fill & finish" de plusieurs centaines de millions de dollars lorsqu'il s'agit de vacciner la population de tout un pays.

Le ministre a souligné qu'il sera possible de gagner 5 à 6 dollars par dose, et lorsqu'on devra produire 50 millions de doses, cela fera 250 millions de dollars d'économie, "ce qui n'est pas négligeable". En parallèle de la production locale du vaccin, le laboratoire chinois Sinovac s'est engagé avec l'Institut Pasteur à livrer 15 millions de doses d'ici la fin de l'année, a-t-il ajouté.

M. Benbahmed a tenu à rassurer les citoyens algériens quant à la qualité des vaccins qui sont disponibles en Algérie attirant l'attention sur le fait que depuis le début des campagnes de vaccination à travers le monde, des milliards de personnes se sont faites vacciner, affirmant que "s'il y avait un souci majeur engendré par l'administration de ces vaccins, il aurait été déjà signalé".

BILAN CORONAVIRUS

923 nouveaux cas, 584 guérisons et 16 décès

Neuf-cent-vingt-trois (923) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 584 guérisons et 16 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mardi le ministère de la Santé, dans un communiqué.

Le total des cas confirmés de Coronavirus s'élève ainsi à 147.883, celui des décès à 3.867 cas, alors que 102.594



patients sont déclarés guéris. Par ailleurs, 36 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source. Les wilayas ayant ont enregistré le plus de cas ces dernières 24 heures sont: Alger (206 cas), Batna (93), Tizi-Ouzou (90), Sétif (75), Blida (66), Oran (63) et Laghouat (50).

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Mobilisation des capacités de production et de distribution d'oxygène médical

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Lotfi Djamel Benbahmed a donné des instructions, lundi à Alger, concernant la mobilisation des capacités de production et de distribution de l'oxygène médical en prévision des besoins accrus des structures sanitaires, a indiqué le ministre. Le ministre a ordonné de "mobiliser tous les producteurs d'oxygène médical, notamment les moyens de transport de cette matière en vue d'approvisionner les établissements hospitaliers", a précisé le ministre sur sa page Facebook. Ces instructions ont



été données lors d'une réunion présidée par M. Benbahmed qui a regroupé l'ensemble des producteurs d'oxygène au niveau national, à savoir Lind Gaz, Saidal, Rayanox, Calgaz et

Aures gas. La réunion s'est déroulée en présence des cadres du ministère de l'Industrie pharmaceutique ainsi que des représentants du ministère de l'Intérieur et du ministère de la Santé, a ajouté la même source.

A rappeler que 878 nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 580 guérisons et 15 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué lundi le ministère de la Santé, dans un communiqué. Par ailleurs, 36 patients sont actuellement en soins intensifs, selon la même source.

TIZI-OUZOU - COVID-19

Mise en place de brigades mobiles de vaccination

Les établissements publics hospitaliers (EPH) de Tizi-Ouzou ont été instruits de mettre en place des brigades mobiles pour le renforcement de l'opération de vaccination contre la pandémie de la Covid-19, a-t-on appris lundi du directeur local de la Santé et de la Population (DSP).

"L'ensemble des EPH ont été instruits de mettre en place des équipes mobiles qui vont sillonner les villages, les quartiers des centres urbain et lieux de travail pour intensifier l'opération de vaccination massive entamée dès le début du mois de juin", a indiqué Dr Mohamed Mokhtari à l'APS.

Ces équipes sont, également, chargées, selon le DSP, de "mener un travail de sensibilisation auprès des populations rencontrées sur place dans le but de les convaincre de se faire vacciner afin d'augmenter l'immunité collective, et partant, diminuer du taux de propagation de cette pandémie". Aussi, et à l'occasion de la saison estivale, "deux brigades mobiles sont mises en place pour sillonner la région côtière de la wilaya avec un renforcement de ce dispositif les jours de fins de semaines", a ajouté le même responsable qui fait à remarquer que la lutte contre cette pandémie "n'est pas l'affaire de la Santé uniquement" et que "le

seul traitement demeure la prévention".

Tout en appelant les populations à se conformer aux mesures préventives édictées par les autorités sanitaires, le Dr Mokhtari indique que la DSP, a mis en place un dispositif de campagne de sensibilisation avec différents services, notamment, la sûreté de wilaya et le commandement local de la gendarmerie national pour mener des opérations de sensibilisation.

Dans le sillage des dernières mesures prises par les pouvoirs publics pour lutter contre cette pandémie, plusieurs opérations de vaccination et de sensibilisation sont annoncées.

Plusieurs structures publiques de santé ont annoncé l'organisation de campagnes de vaccination de masse au profit des citoyens ayant plus de 18 ans en général et, notamment, les personnes âgées et malades. C'est le cas de l'établissement public de santé de proximité (EPS) de Ouaguenouen, en collaboration avec la commune de Boudjima, à l'est de Tizi-Ouzou, qui organise une campagne de vaccination massive fin de cette semaine, soit de jeudi à samedi. La même opération sera organisée jeudi par l'EPS de Larbaa N'Ath Iraten au profit des habitants du village d'Ait Frah,

l'un des plus peuplé de cette daïra.

Des équipes pluridisciplinaires composées de médecins, paramédicaux et psychologues sont, par ailleurs, mobilisées pour les besoins de ces opérations en plus de l'ensemble de la logistique nécessaires.

De son côté, la direction locale des Transports a appelé, dans un communiqué diffusé lundi, les exploitants de services de transport de personnes et responsables d'infrastructures d'accueil de voyageurs "au respect stricte et rigoureux du protocole sanitaire mis en place" dans le cadre de la lutte contre cette pandémie. La même direction a, en outre, tenu à rappeler, dans son instruction portant sur l'obligation du respect par les professionnels du secteur des mesures préventives contre la pandémie, que "toute violation exposera les contrevenants aux sanctions prévues par la réglementation".

Sur les routes, les éléments de la sûreté de wilaya mènent une campagne de sensibilisation auprès des automobilistes leur rappelant l'importance du port du masque et au respect et des différents gestes préventifs, notamment, le respect de la distanciation et l'intensification des mesures d'hygiène.

BATNA

Réception de plus de 29.000 doses de vaccin anti-Covid-19

Au total, 29.120 doses de vaccin anti-Covid-19 ont été réceptionnées par la wilaya de Batna, selon un communiqué publié, lundi soir, sur sa page officielle sur les réseaux sociaux Ce nouveau quota a été réparti sur les 21 daïras de la wilaya, indique ce communiqué, soulignant que la cellule de crise de wilaya de prévention, de suivi et de lutte contre la Covid-19 s'est réunie ce lundi sous la présidence du wali, Toufik Mezhoud.

Le même document fait état également du renforcement de la campagne de vaccination à travers les espaces publics

ouverts dans toutes les daïras, l'étude de la possibilité de mobiliser des lits pour prendre en charge les cas urgents, ajoutant dans ce contexte qu'un plan général d'urgence a été élaboré.

Aussi, il a été décidé de renforcer les staffs médicaux et de leur fournir les moyens nécessaires pour la poursuite de leur noble mission dans de bonnes conditions, en plus de suivre l'évolution de la situation épidémiologique à travers la wilaya et l'avancement de l'opération de vaccination à travers les communes et son amplifica-

tion, souligne le même communiqué. La réunion de la cellule de wilaya de prévention et de lutte contre la Covid-19 a également mis l'accent sur l'importance du respect des mesures décidées par le wali dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus, est-il indiqué. Pour rappel, le wali de Batna a pris plusieurs décisions, publiées lundi sur la page officielle de la wilaya, dont l'interdiction des regroupements familiaux, les fêtes de mariage et les circoncisions.

Le chef de l'exécutif local a chargé, en outre, les services de

sécurité et du commerce d'organiser des sorties sur le terrain au niveau des salles des fêtes pour veiller au strict respect de la décision de suspension de leurs activités et de prendre les sanctions nécessaires à l'encontre des contrevenants pouvant aller jusqu'au retrait de l'autorisation d'exploitation.

Les mesures prises par les autorités de la wilaya de Batna incluent l'intensification du contrôle relatif au respect des mesures préventives contre la Covid-19 par les services compétents.

PANDEMIÉ DE CORONAVIRUS

TUNISIE

Situation sanitaire "catastrophique", appels à une mobilisation internationale

La situation sanitaire en Tunisie jugée "catastrophique" par les autorités officielles a plongé le système sanitaire dans l'"effondrement" en raison du nombre record quotidien de contaminations et de décès au Covid-19 ces dernières semaines ainsi que la détection du variant "Delta", poussant à une mobilisation internationale et l'implication de la diaspora.

Lors d'un entretien accordé à une radio tunisienne, le porte-parole du ministère tunisien de la Santé, Nissaf Ben Alya a déclaré jeudi, que le taux des cas avait "énormément augmenté", face à un système sanitaire "malheureusement effondré", appelant à unir les efforts et éviter que la catastrophe (sanitaire) "n'empire" durant cette vague de propagation du virus, qui a atteint des niveaux inédits dans ce pays.

Le ministère tunisien de la Santé a signalé lundi 4.310 nouveaux cas positifs au Covid-19 et 106 décès supplémentaires dans le pays au cours des dernières 24 heures, portant ainsi à 501.923 cas confirmés et 16.494 décès liés au virus depuis l'apparition de la pandémie en mars 2020.

Pour limiter la propagation du virus, les autorités ont ordonné le confinement de la population dans six gouverno-

rats où le taux de propagation du virus est particulièrement élevé, dont Tunis et sa banlieue.

Le confinement et le couvre-feu nocturne ont été prolongés jusqu'au 31 juillet dans ces gouvernorats, outre la suspension de toutes les activités et manifestations sportives ainsi que les assemblées générales des structures sportives, et les manifestations culturelles et artistiques jusqu'au début du mois d'août prochain.

Lors d'une réunion d'urgence tenue début juillet avec des responsables militaires et sécuritaires pour examiner la situation sanitaire dans le pays, le président tunisien Kais Saïed avait appelé "à réfléchir à une nouvelle vision commune" pour faire face à la pandémie, estimant que la responsabilité nationale "n'est pas basée sur les calculs politiques, la compéti-

tion ou la rivalité", mais nécessitait l'unification des efforts et des mesures devant être prises dans la période à venir.

Une mobilisation internationale et la diaspora à la rescousse

En vue de soutenir les efforts nationaux dans la lutte contre la propagation rapide du Covid-19, le gouvernement tunisien a appelé à une mobilisation internationale, impliquant aussi la diaspora installée en France pour qu'elle contribue par des dons dans le système de santé de son pays.

L'Ambassade de Tunisie en France a exhorté les Tunisiens résidents en France (...) à contribuer activement au soutien des établissements de santé en Tunisie à travers des dons en nature (équipement, matériel médical et paramédical), ou sous

forme pécuniaire.

A l'échelle internationale, plusieurs pays ont envoyé des dons ou promis de soutenir la Tunisie. Dans ce sillage, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a eu, lundi, un entretien téléphonique avec son homologue tunisien, Kais Saïed avec lequel il a évoqué la situation pandémique et les derniers développements de la situation sanitaire en Tunisie.

A cette occasion, le Président Tebboune a exprimé "la solidarité de l'Algérie, peuple, gouvernement et président, avec le peuple tunisien frère face à la pandémie de la Covid-19", soulignant que "l'Algérie acheminera, mardi 13 juillet 2021, une aide de 250.000 doses de vaccins et du matériel médical de première nécessité pour faire face à cette pandémie".

GRANDE-BRETAGNE Londres confirme la levée prochaine de la plupart des restrictions anti-Covid

Le ministre britannique de la Santé, Sajid Javid, a confirmé lundi la levée de la plupart des restrictions liées à la pandémie de Covid-19 en Angleterre au 19 juillet, comme prévu par le gouvernement. "Nous sommes convaincus qu'il est temps que notre pays retrouve une vie normale, donc nous allons passer à l'étape suivante de notre plan de sortie le 19 juillet", a souligné le ministre devant les députés.

A partir de cette date, baptisée "jour de la liberté", la distanciation sociale et le port du masque ne seront plus obligatoires, même si ce dernier reste recommandé dans les endroits publics fermés et très fréquentés, comme les transports en commun. Le télétravail ne sera plus la norme, les salles de spectacles et les stades pourront ouvrir à pleine capacité, les discothèques pourront de nouveau accueillir du public, et le nombre de personnes autorisées à se rassembler ne sera plus limité.

"Il n'y aura jamais de moment parfait pour réaliser cette étape, parce que nous ne pouvons tout simplement pas éradiquer ce virus", a souligné Sajid Javid. Mais l'été et les vacances scolaires offrent un moment opportun, a-t-il détaillé: attendre plus longtemps, jusqu'à l'hiver par exemple, pourrait donner un avantage au virus, au risque de ne rien pouvoir ouvrir.

Selon lui, ce grand relâchement est rendu possible grâce au succès de la campagne de vaccination, qui a permis de casser le lien entre maladie, hospitalisations et décès, de sorte que le système public de santé pourra faire face.

Elle a déjà permis d'administrer une première dose de vaccin anti-Covid à plus de 87% des adultes et deux doses à 66% d'entre eux, permettant ainsi à l'exécutif d'atteindre son objectif d'avoir vacciné totalement deux tiers des adultes au 19 juillet. Mais cette campagne montre des signes d'essoufflement, en particulier chez les jeunes adultes. Sajid Javid a cependant souligné que d'ici au 19 juillet, tous les adultes auront reçu une dose.

Après son ministre de la Santé, le Premier ministre Boris Johnson doit expliquer lors d'une conférence de presse en fin d'après-midi sa détermination à "rétablir les libertés", tout en appelant à la prudence. Pour lui, le moment est venu de se reposer sur la responsabilité individuelle plutôt que d'imposer des règles. Ces annonces suscitent l'inquiétude d'une partie de la communauté scientifique alors que le Royaume-Uni est confronté à une flambée des contaminations attribuées au variant Delta qui dépassent les 30.000 chaque jour. Elles pourraient même atteindre 100.000 durant l'été, de l'aveu du gouvernement. Cette grande étape du déconfinement était initialement prévue le 21 juin mais avait été repoussée en raison de la reprise des contaminations.

ROYAUME-UNI 34.471 nouveaux cas de COVID-19, plus de 5,15 millions au total

Le Royaume-Uni a fait état 34.471 nouveaux cas de COVID-19 au cours des dernières 24 heures, portant le nombre total de cas dans le pays à 5.155.243, selon les chiffres officiels publiés lundi.

C'est le sixième jour consécutif où le nombre de cas quotidiens dépasse la barre

des 30.000. Le Royaume-Uni a également enregistré 6 nouveaux décès liés au virus, portant le nombre total de décès dus à cette maladie dans le pays à 128.431.

Ces chiffres n'incluent que les décès de personnes mortes dans les 28 jours suivant leur premier test positif. Plus tôt lundi, le

ministre britannique de la Santé, Sajid Javid, a confirmé que la plupart des restrictions liées à la COVID-19 en Angleterre prendraient fin le 19 juillet dans le cadre de la dernière étape, ou quatrième étape, de la feuille de route de l'Angleterre pour sortir du confinement.

ETATS-UNIS - VACCINS

"Risque accru" de développer le syndrome de Guillain-Barré avec le vaccin Johnson & Johnson

L'Agence américaine du médicament a mis en garde lundi contre un "risque accru" de développer le syndrome de Guillain-Barré, une rare atteinte neurologique, associé avec le vaccin contre le Covid-19 de Johnson & Johnson.

Les autorités sanitaires américaines ont identifié 100 cas rapportés de personnes ayant développé le syndrome de Guillain-Barré, sur près de 12,5 millions de doses administrées

de ce vaccin. Sur ces 100 cas, 95 étaient graves et ont requis une hospitalisation. Une personne est morte. Le syndrome de Guillain-Barré est une atteinte des nerfs périphériques caractérisée par une faiblesse voire une paralysie progressive, débutant le plus souvent au niveau des jambes et remontant parfois jusqu'à atteindre les muscles de la respiration puis les nerfs de la tête et du cou. Cette maladie affecte entre 3.000 et 6.000 per-

sonnes chaque année aux Etats-Unis. Cette annonce est un nouveau coup porté au sérum de Johnson & Johnson (J&J), approuvé en urgence aux Etats-Unis en février dernier, qui a fait l'objet d'une suspension de dix jours en avril après le signalement de femmes ayant développé des cas graves de caillots sanguins en association avec des bas niveaux de plaquettes, à la suite de leur vaccination. Les autorités sanitaires avaient fina-

lement jugé que les bénéfices du vaccin l'emportaient sur les risques encourus. Le vaccin de J&J a par ailleurs connu un problème en juin dans une de ses usines de production à Baltimore. Plusieurs millions de doses avaient dû être jetées, des tests ayant révélé que des composants du vaccin britannique AstraZeneca, fabriqué dans la même usine, avaient été mélangés par erreur à la formule de Johnson & Johnson.

GRÈCE

La Grèce va rendre obligatoire la vaccination des soignants

La Grèce va rendre obligatoire, à compter du 1er septembre, la vaccination des soignants contre le Covid-19, a annoncé lundi le Premier ministre Kyriakos Mitsotakis dans une allocution à la Nation, visant à encourager la population à se faire vacciner face à la propagation du variant Delta. La vaccination devient aussi obligatoire à partir du 16 août pour les personnes travaillant dans les maisons de retraite, a ajouté le Premier ministre.

"Ceux qui ne le feront pas seront mis en arrêt temporaire à partir du 16 août", a-t-il déclaré.

Le gouvernement grec a décidé de prendre des mesures afin d'encourager le plus grand nombre de personnes à se faire vacciner face à la propagation du variant Delta du coronavirus, alors que 99% des malades intubés dans les hôpitaux sont des personnes non vaccinées. Dès mardi, la vaccination sera ouverte aux 15-17 ans avec le vaccin du labora-

toire Pfizer. Trois Grecs sur quatre de plus de 60 ans sont actuellement vaccinés, a rappelé le Premier ministre. 4,3 millions de personnes sont entièrement vaccinées en Grèce sur une population de 10,7 millions d'habitants. "Le pays ne va pas se refermer à cause de l'attitude de certains", a insisté Kyriakos Mitsotakis.

A partir de vendredi, et jusqu'à fin août, les lieux de divertissement, les cinémas et théâ-

tres, et tous les lieux fermés, accueilleront uniquement des personnes vaccinées. "Nous pouvons fermer aujourd'hui le dernier chapitre de la crise sanitaire, si seulement chacun possède à son bras le vaccin de la liberté", a conclu le Premier ministre. Lundi, la Grèce a recensé environ 2.000 nouveaux cas de coronavirus contre seulement 800 il y a tout juste une semaine. Plus de 12.000 personnes sont mortes du coronavirus dans le pays.

ESPAGNE

De nouvelles restrictions en Catalogne et à Valence

Les régions touristiques espagnoles de Catalogne et de Valence ont pris de nouvelles mesures lundi pour limiter la vie nocturne afin de freiner la transmission du Covid-19 en hausse dans tout le pays. L'exécutif de la région catalane (nord-est) a décidé de fermer toutes les activités nocturnes à 00H30 et de limiter les réunions à 10 personnes dans les espaces publics et privés. "Les données sont plus qu'inquiétantes, elles sont franchement très mauvaises", a justifié le responsable de l'autorité sanitaire catalane, Josep Maria Argimon, lors d'une conférence de presse à Barcelone. A l'instar de la Catalogne, c'est toute l'Espagne qui reste confrontée à une hausse "rapide" et "impor-

tante" de l'incidence du virus depuis plusieurs semaines, avec 368 cas pour 100.000 habitants sur les 14 derniers jours, a évalué lundi l'épidémiologiste en chef du gouvernement central, Fernando Simon. Cette vague de cas est portée par une "augmentation énorme" chez les moins de 30 ans, encore très peu vaccinés, avec 792 cas pour 100.000 habitants sur les 14 derniers jours chez les 20-29 ans, a-t-il souligné. Dans la région côtière de Valence, au sud de la Catalogne, la justice a donné lundi son feu vert à l'instauration d'un couvre-feu entre 1H00 et 06H00 dans 32 villes, dont Valence, et la limitation des réunions à dix personnes dans toute la région. Face à cette nouvelle vague, la

France a conseillé jeudi à ses ressortissants d'éviter l'Espagne, tandis que l'Allemagne a classé le pays "zone à risque" la semaine dernière. En Espagne, l'impact de cette nouvelle vague de cas reste pour l'instant limité sur l'occupation hospitalière, qui augmente "lentement", ainsi que sur la létalité, qui n'augmente pas, à la faveur de l'avancée de la campagne de vaccination, a indiqué Fernando Simon. D'après le ministère de la Santé, 59% des quelque 47 millions d'Espagnols ont reçu au moins une dose lundi tandis que 45% ont été complètement vaccinés.

PROTECTION SOLAIRE : QUOI DE NEUF ?

Le soleil tant attendu est enfin là... Pour en profiter sans danger (coups de soleil, photovieillessement, allergie, taches pigmentaires...), on s'expose en prenant de bonnes habitudes, avec des crèmes protectrices qui agissent contre l'ensemble du rayonnement solaire.

"Le message le plus important reste qu'il faut se protéger contre le photovieillessement et les cancers de la peau, dont le mélanome (cancer cutané le plus dangereux, en augmentation en Europe), avertit le Pr Thierry Passeron, dermatologue. Si les UVB sont responsables des coups de soleil, les UVA sont plus dangereux, notamment sur les enfants (risque de mélanome à l'âge adulte). Il faut donc les protéger contre les UVB et les UVA".

Pour cela, doit figurer sur le packaging à côté du SPF (indice protection contre les UVB) un cercle avec la mention UVA. Ce qui signifie qu'un ratio UVA/UVB d'un tiers est respecté selon les recommandations européennes. "Cependant, plus ce ratio est en faveur des UVA, mieux on est protégé", précise le spécialiste. Les rayons UVB sont plus présents l'été et durant les heures chaudes. Tandis que les UVA sont présents toute l'année. Leur rôle dans le cancer cutané est démontré, il faut donc se prémunir de ces rayons en portant une bonne protection anti-UVA chaque jour, surtout quand on vit dans des régions très ensoleillées.

LES PRODUITS SOLAIRES DEVIENNENT PLUS TECHNIQUES

Certaines marques ont reformulé leurs produits solaires pour avoir une protection plus large, notamment contre tous les UVA (courts et longs). Et, de plus en plus, "des antioxydants



sont ajoutés dans les formules pour protéger des radicaux libres : ce sont les vitamines C et E, ainsi que des molécules spécifiques connues pour leur pouvoir antioxydant, comme le glutathion", précise Emmanuel Questel, photobiologiste.

À noter aussi l'arrivée de "technologies fraîchirées" (dérivées du menthol et autres actifs rafraîchissants), qui s'activent à l'application ou lorsque le corps s'échauffe, de textures qui s'appliquent aussi sur peau mouillée. D'autres, enfin, ont mis au point des textures dites "anti-sable", sur lesquelles le sable n'adhère pas, une innovation appréciable pour les enfants.

Moins connus que les UV, les au-

tres rayons du soleil ont aussi des effets sur la peau (et les yeux), qui sont aujourd'hui étudiés par les spécialistes. Ces rayons composent la majorité du rayonnement : les UV ne représentent que 10 % de l'ensemble, contre 45 % pour la lumière visible et 45 % pour les infrarouges (responsables de la sensation de chaleur). Ce que confirme le Pr Passeron : "On connaît bien les effets des UVA depuis dix ans maintenant. Mais l'étude de l'impact de la lumière visible et des infrarouges n'en est qu'à ses débuts." Le spécialiste ajoute : "On sait toutefois, mais pas de manière précise, que les différentes couleurs de la lumière visible jouent un rôle dans le vieillissement cutané. Idem pour les infra-

rouges. Car, en pénétrant dans le derme, ces différents types de rayonnement induisent une baisse du collagène dans la peau."

ON ÉVITE LES FILTRES HYDROSOLUBLES

De six ou sept filtres, certaines marques sont passées à quatre. Tout en offrant la même protection. Ce qui permet de faire moins de dégâts dans l'environnement. On évite, pour les mêmes raisons, les filtres hydrosolubles. Et certains ingrédients comme les silicones sont remplacés par des substituts biodégradables ou inertes, moins nocives pour la flore et la faune sous-marine.

Protections solaires : le bon mode d'emploi

• On applique la bonne dose

Soit 2 mg/cm² de peau ; difficile à évaluer. Et le plus souvent on en met bien moins ! Pour être bien protégé, on prélève l'équivalent de 12 cuillerées à café de crème solaire pour le corps et 1 cuillerée à café pour le visage.

• On renouvelle l'application

Au minimum toutes les deux heures si on est toujours au soleil. Et après chaque baignade, même si le produit solaire est résistant à l'eau.

• On adapte son indice

La protection choisie dépend à la fois du phototype (clair, intermédiaire ou foncé) et de l'endroit où l'on passe

ses vacances : plus on est au sud, plus on doit se protéger.

LES RECOMMANDATIONS DU DERMATO

- Rester à l'ombre en milieu de journée. Adultes et enfants ne doivent pas aller au soleil aux heures les plus chaudes (entre 12 et 16 heures), du déjeuner jusqu'au goûter...

- Porter des T-shirts anti-UV. Ils sont très utiles pour protéger la peau. Pour les yeux, les lunettes de soleil sont indispensables. La casquette, la capeline ou le chapeau de paille protègent également la tête, la chevelure, la nuque et le visage!

- Ne rien oublier ! Mettre de la crème sur les zones qu'on a souvent tendance à négliger : oreilles, cou, genoux, arrière des cuisses, dessous des pieds...

- Choisir la bonne crème. Impossible de conseiller la même à tout le monde : l'écran universel n'existe pas ! Néanmoins, si on ne veut qu'un seul produit pour toute la famille, on opte pour l'indice le plus élevé : un soin protecteur SPF 50+ bien équilibré en UVA et UVB, avec une texture la plus agréable possible pour en remettre souvent.

- En appliquer suffisamment. La quantité est importante si l'on veut être bien protégé : mieux vaut donc mettre un indice 30 en couche épaisse qu'un 50 en couche fine, par exemple.

MÉDICAMENTS ET CHALEUR : ATTENTION AUX INTERACTIONS !

Chaleur et médicaments ne font pas toujours bon ménage. Parce qu'elles augmentent les risques de déshydratation ou de coup de chaleur, certaines substances médicamenteuses sont à prendre avec précaution pendant un épisode de canicule. Expliquons.

Parmi les bons réflexes que vous avez adoptés quand il fait (très) chaud, vous comptez déjà une bonne hydratation et une fréquentation régulière des lieux frais et climatisés. Mais qu'en est-il de votre comportement face à votre armoire à pharmacie ? Car quand le thermomètre s'affole, notre corps supporte moins bien certaines familles de médicaments. "En cas de vague de chaleur certains médicaments sont susceptibles d'aggraver un syndrome d'épuisement-déshydratation ou un coup de chaleur" avertit ainsi l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) dans sa "Mise au point sur le bon usage des médicaments en cas de

vague de chaleur" publiée en juin 2016. C'est par exemple le cas des médicaments aux propriétés diurétiques, tels que les traitements contre l'hypertension, contre les maladies cardiaques ou contre les œdèmes. Ils risquent alors d'aggraver la déshydratation puisqu'ils augmentent l'élimination de l'eau par les reins. De même, cet organe court un risque si vous combinez déshydratation et prise d'aspirine, d'anti-inflammatoires, de certains antibiotiques ou de traitements contre l'épilepsie. Car les molécules actives de ces médicaments seront plus concentrées dans votre corps si vous manquez d'eau. Résultat, si vous ne buvez pas assez pour diluer les composés médicamenteux, ce sont les reins qui trinquent. L'ANSM recommande donc de vous hydrater abondamment et d'éviter la prise d'aspirine et d'anti-inflammatoire pendant une vague de chaleur ou un épisode de canicule. Faut-il leur préférer le paracétamol ? Rien n'est moins sûr, puisqu'une forte concentration de

cette molécule peut quant à elle endommager le foie. Que faire alors pour calmer son mal de tête ? Commencer par boire beaucoup d'eau. Les céphalées peuvent être le signe d'une déshydratation ou d'un coup de chaleur - et opter pour des remèdes naturels comme les compresses d'huile essentielle de menthe poivrée ou encore la décoction de gingembre.

Autre classe de médicament à surveiller : ceux qui bloquent le phénomène de transpiration. Car quand il fait chaud, le corps régule sa température en transpirant. Cette technique de thermorégulation est, certes, peu glamour, mais très efficace ; sans elle, vous risqueriez le coup de chaleur. Or des neuroleptiques, des antidépresseurs, des antihistaminiques, des antispasmodiques ou des bronchodilatateurs peuvent altérer le mécanisme de régulation thermique. Si ces médicaments font partie de votre trousse à pharmacie usuelle, privilégiez d'autant plus les lieux frais ou climatisés lors d'une vague de chaleur.



Attention cependant : ce n'est pas parce qu'il fait chaud qu'il faut décider seul d'arrêter un traitement. "L'adaptation d'un traitement médicamenteux en cours doit être considérée au cas par cas. En aucun cas il n'est justifié d'envisager systématiquement une diminution ou un arrêt des médicaments pouvant interférer avec l'adaptation de l'organisme à la chaleur", rappelle l'ANSM, qui préconise plutôt de demander conseil au médecin ou au

pharmacien. Enfin, votre corps n'est pas le seul à souffrir de la chaleur : les médicaments, eux aussi, peuvent prendre un coup de chaud. Conservez-les dans un endroit frais et si vous devez les transporter, emfermez-les par exemple dans un sac isotherme. Pensez aussi à ne pas les laisser cuire dans votre sac à main en plein soleil, ou dans la boîte à gant de votre voiture, qui ressemble de plus en plus à une étuve.

Chaleur : il ne faut pas couvrir les poussettes d'un linge



Recouvrir la poussette de bébé avec un linge pour le protéger du soleil provoque l'effet inverse de celui escompté. Cela augmente la température à l'intérieur de la poussette et multiplie le risque de coup de chaleur.

Quand il fait chaud, protéger votre bébé installé dans sa poussette, en la recouvrant d'un linge ne serait pas une si bonne idée que cela, selon un pédiatre suédois. Cette technique augmenterait la température de l'habitacle et empêcherait l'air de circuler, exposant le nourrisson au risque de coup de chaleur selon Svanite Norgren, pédiatre à l'hôpital pour enfants de Stockholm (Suède).

DE 22° C À 34° C
EN 30 MINUTES

Un revêtement placé sur une poussette peut créer une "chaleur de four" en raison de l'absence de flux d'air.

"Il fait extrêmement chaud dans la poussette. Cela crée un effet de fournaise comme dans une serre", déclare Svanite Norgren, au journal suédois Svenska Dagbladet. "Il y a aussi une mauvaise circulation de l'air et il est difficile de voir le visage de bébé avec une couverture sur la poussette."

Pour confirmer ses dires, il a mené une expérience avec deux poussettes, l'une couverte d'un linge et l'autre non. Au bout d'une demi-heure au soleil, la température à l'intérieur de la poussette est passée de 22°C à 34°C, contre une constante de 22°C pour la poussette non couverte ! Après une heure, la température avait grimé à 37°C.

"Les parents devraient toujours être conscients du risque de coup de chaleur en veillant à ce que leur enfant soit bien hydraté et que l'air circule librement dans la poussette" insiste le pédiatre.

Canicule : comment protéger bébé du coup de chaleur

BÉBÉ EST PARTICULIÈREMENT SENSIBLE À LA CHALEUR. EN CETTE PÉRIODE DE CANICULE, CERTAINES PRÉCAUTIONS S'IMPOSENT POUR LUI ÉVITER DÉSHYDRATATION ET COUP DE CHALEUR. LES CONSEILS DU DR BÉATRICE DI MASCIO POUR PRÉSERVER VOTRE ENFANT EN PÉRIODE DE FORTES CHALEURS.

L'exposition à une chaleur excessive provoque chez les tout-petits une élévation de la température et une perte rapide en eau de leur organisme (60 %) qui peut entraîner une grave déshydratation.

Même si le coup de chaleur est possible en hiver (à cause d'un chauffage excessif), c'est pendant la période estivale que les situations critiques sont les plus nombreuses. "Et si votre bébé souffre déjà d'une diarrhée ou de vomissements, c'est-à-dire qu'il est déjà en perte hydrique, il est dangereux de multiplier les risques", rappelle le Dr Béatrice Di Mascio.

Extrême vigilance en voiture

Lorsque vous circulez en voiture, déplacez-vous de préférence en des heures les plus chaudes de la journée. Bébé ne sait pas encore réclamer à boire, aussi proposez-lui régulièrement de petites quantités d'eau. Protégez-le du soleil à l'aide d'un chapeau et d'un pare-soleil.

"S'il dort dans une nacelle de landau, ne rabattez pas la capote au-dessus de lui, prévient le Dr Di Mascio. Cela empêche toute ventilation et réduit la quantité d'air respirable. Oui à la climatisation, mais pas directement dirigée sur l'enfant. Le conseille aux parents de s'installer sur les sièges arrière pour la tetter."

Surtout, faites des pauses lors



desquelles vous aérerez la voiture. Et ne le laissez pas seul dans le véhicule, sous aucun prétexte !

Pas de sortie aux heures chaudes de la journée

Les promenades en poussette sont aussi des situations délicates. On pense à protéger bébé des rayons du soleil en recouvrant la nacelle d'un linge mais cette technique augmente la température de l'habitacle et empêche l'air de circuler. L'absence de l'air à exposer alors le nourrisson

au coup de chaleur.

"En cas de coup de chaleur, les troubles interviennent en une demi-heure, surtout si l'enfant n'a pas bu", avertit le Dr Di Mascio. Les parents se retrouvent devant un petit bout somnolent, apathique, à la température élevée, perdu de l'eau par diarrhée et vomissements, mais ne mouillant plus ses couches.

Avant que ne survienne la déshydratation avec collapsus (chute brutale de la pression artérielle), il faut "recharger" l'enfant en sels minéraux, à raison d'un sachet pour 200

ml d'eau, l'envelopper de linge frais et le placer à l'ombre pendant vingt-quatre à quarante-huit heures. Le Dr Di Mascio déconseille la pratique du bain censé faire baisser la température : "Il est plus efficace, et moins traumatisant, de donner à un enfant fiévreux et somnolent un médicament (paracétamol)">(paracétamol ou ibuprofène)"> ibuprofène) que de le plonger dans un bain froid". Bien sûr, s'il refuse de boire ou demeure somnolent au bout d'une demi-heure, précitez-vous aux urgences de l'hôpital le plus proche.

Canicule : surtout pas de sodas pour éteindre la soif !

En cette période de canicule, vous rêvez d'éteindre votre soif avec un soda bien frais versé sur des glaçons... Stop ! Laissez tomber les sodas, car ils favorisent la déshydratation.

En période de canicule les messages sanitaires ne cessent de nous rappeler qu'il faut boire régulièrement sans attendre d'avoir soif pour éviter tout risque de déshydratation. Un conseil que l'on s'empresse de suivre en versant un soda bien frais dans un verre rempli de glaçons... Ce qui est loin d'être une bonne idée, selon les scientifiques américains. En effet, selon les chercheurs de l'American physiological society, étancher sa soif avec des sodas a un effet inverse de celui escompté. Non seulement cela n'hydrate pas notre corps, mais en plus ces boissons gazeuses favorisent la déshydratation, ce qui peut aller jusqu'au dysfonctionnement rénal.

Une expérience menée sur des souris

Pour en arriver à cette conclusion, les scientifiques ont mené une expérience sur 3 groupes de souris, qui souffraient toutes de déshydratation. Le premier groupe avait régulièrement accès à une source d'eau plate. Le second groupe pouvait boire un mélange d'eau et de stévia (un édulcorant naturel originaire d'Amérique du Sud). Enfin, le troisième groupe pouvait consommer une boisson composée d'eau, de fructose et de glucose, dont la composition se



rapprochait de celle des sodas industriels.

Résultat ? Au bout de 4 semaines, les souris du troisième groupe présentaient des symptômes de déshydratation plus sévères que celles du premier et du second groupe : bouche sèche, perte de poids, fatigue musculaire, somnolence, perte d'appétit, urines en faible quantité, désorientation... "Ces travaux montrent bien que les sodas favorisent la déshydratation ; ils ne permettent pas réhydrater un organisme affaibli, expliquent les scientifiques. Les adolescents et les jeunes adultes doivent être conscients de cette

réalité : seule l'eau plate est vraiment efficace pour éteindre la soif !

Autre mauvais choix : l'alcool. Un verre de soda bien frais ou une canette de bière ne permettent absolument pas la réhydratation, bien au contraire ! L'alcool entraîne un dérèglement hormonal : la production de vasopressine par le cerveau est perturbée. Or, celle-ci régule l'activité des reins : ceux-ci vont donc produire trop d'urine, ce qui va entraîner l'évacuation d'une importante quantité d'eau. Et une aggravation des symptômes de la déshydratation...

CÔTE D'IVOIRE

Le parti au pouvoir dénonce une "alliance de dupes" entre Gbagbo et Bédié

Le parti au pouvoir en Côte d'Ivoire a dénoncé lundi une "alliance de dupes" entre les deux anciens présidents Laurent Gbagbo et Henri Konan Bédié, au lendemain de leur rencontre, estimant qu'il n'y avait "pas besoin d'un dialogue national" dans le pays.

"C'est une alliance circonstancielle qui n'ira pas loin, une alliance de dupes", a affirmé Adama Bictogo, directeur exécutif du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), lors d'une conférence de presse à Abidjan.

"Nous sommes en pleine démocratie, nous n'acceptons pas qu'on nous impose un nouvel ordre politique. Il n'y a pas besoin d'un dialogue national, les institutions fonctionnent (... en face de nous, on a des hommes du passé, dépassés", a ajouté le numéro deux du parti présidé par le chef de l'Etat Alassane Ouattara.

Ce week-end, MM. Gbagbo et Bédié, anciens rivaux, se sont rencontrés à Daoukro, dans le centre du pays s'affichant, unis, comme les principaux opposants au président Ouattara. M. Gbagbo avait notamment appelé à "respecter les textes", épinglant M. Ouattara réélu pour un troisième mandat controversé, au cours d'une présidentielle boycottée par l'opposition qui jugeait ce nouveau mandat inconstitutionnel. Laurent Gbagbo, 76 ans, est rentré en Côte d'Ivoire le 17 juin, à la suite de son acquittement par la Cour pénale internationale (CPI) de poursuites pour crimes contre l'humanité au cours des violences post-électorales de 2010-2011.

Cette crise provoquée par le refus de M. Gbagbo, alors au pouvoir, de reconnaître sa défaite à l'élection présidentielle face à Alassane Ouattara, avait fait 3.000 morts. "La CPI a pris une décision mais nous ne sommes pas amnésiques. Il y a un minimum de repentance à faire. M. Gbagbo ne peut pas nous donner de leçons de respect des textes, ni de démocratie", a lancé M. Bictogo.

SOUDAN

Le projet de base militaire russe sera étudié au Parlement

L'accord de création d'une base navale russe au Soudan, passé avec Moscou sous l'ancien président Omar el-Béchir, sera étudié au Parlement, a indiqué lundi la cheffe de la diplomatie soudanaise. Lors d'une visite à Moscou, Mariam al-Mahdi a souligné que ce document avait été signé "par le précédent gouvernement" soudanais.

"Nous avons maintenant un gouvernement répondant d'un nouveau mécanisme législatif", a-t-elle affirmé, selon des propos traduits en russe, à l'issue d'une rencontre avec son homologue russe Sergueï Lavrov. "La législature soudanaise discutera et considèrera ce document", a-t-elle poursuivi. L'accord avait été négocié en 2017 entre le président russe, Vladimir Poutine, et M. Béchir, destitué en 2019 sous la pression de la rue.

La Russie avait annoncé en décembre dernier sa signature et précisé qu'il portait sur la construction d'une base à Port-Soudan (Est), sur les rives de la mer Rouge. Cette installation doit permettre à la Russie d'accueillir jusqu'à quatre navires de guerre et jusqu'à 300 personnels civils et militaires. Moscou avait aussi indiqué que l'accord devait lui permettre d'avoir le droit de transporter, via les ports et aéroports du pays, des armes, munitions et équipements pour le fonctionnement de la base.

Début juin, un haut responsable militaire soudanais a toutefois indiqué que le pays réexaminait l'accord en raison de clauses jugées "préjudiciables". Lundi, la cheffe de la diplomatie soudanaise a affirmé que l'évaluation de l'accord au Parlement aura comme critères "le propre bien du Soudan et les objectifs stratégiques poursuivis par la Russie et le Soudan".

APS

BURKINA FASO

Dix morts dans une attaque dans le nord du pays

Au moins dix personnes, dont sept supplétifs de l'armée, ont été tuées dimanche lors d'une attaque dans le nord du Burkina Faso, ont indiqué lundi des sources des services de sécurité et locales.

"Des individus armés non identifiés ont attaqué hier (dimanche) le village de Niha-Mossi, ciblant particulièrement les VDP", de cette localité de la commune rurale de Pensa, située dans la province du Sanmatenga (région du Centre-Nord), a déclaré une source de sécurité.

"Le bilan de l'attaque est de sept VDP (Volontaires pour la défense de la patrie, supplétifs civils de l'armée) et trois civils tués", selon cette source qui a également évoqué "d'important dégâts matériels".

Un responsable local des VDP a confirmé l'information en précisant que "les concessions (propriétés) des villageois et le marché ont été incendiés, occasionnant un mouvement de fuite des habitants vers Pensa".

"Des opérations de rattachage sont en cours avec le soutien des volontaires des autres localités et des forces de défense et de sécurité", a-t-il affirmé.

Créés en décembre 2019, les VDP sont des supplétifs



civils qui interviennent aux côtés des forces armées pour des missions de surveillance, d'information et de protection après une formation militaire de 14 jours.

Ils font également office de pistesurs et combattent souvent avec l'armée, au prix de lourdes pertes, avec plus de 200 morts dans leurs rangs depuis 2020.

Le Burkina Faso, particulièrement les régions du Nord et de l'Est, est confronté depuis 2015 à des

attaques terroristes qui ont fait plus de 1.500 morts et contraint près de 1,5 million de personnes à fuir leurs foyers.

Vendredi et samedi, le président Roch Marc Christian Kaboré, qui assure également les fonctions de ministre de la Défense, a échangé avec le personnel d'une armée mal formée et sous-équipée, en vue de trouver les moyens d'améliorer la lutte contre les groupes terroristes. Depuis

l'attaque début juin du village de Solhan (Nord-Est), la plus meurtrière depuis six ans et qui a fait de 132 à 160 morts selon les sources, les manifestations de colère d'une population excédée se multiplient au Burkina.

La dernière a eu lieu samedi dans la ville de Dori (Nord) où plusieurs centaines de femmes ont manifesté pour dénoncer l'insécurité et les violences terroristes qui minent leur vie quotidienne.

AFRIQUE DE L'OUEST - CEDEAO

Appel au respect de la limitation à 2 mandats présidentiels dans les pays de la CEDEAO

La limitation des mandats présidentiels à deux, dans les pays de la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), était au cœur des débats d'un sommet citoyen organisé à Cotonou les 10 et 11 juillet courant, à l'initiative de l'association "Togo debout", ont rapporté lundi des médias.

Environ 150 délégués d'organisations de la société civile, venus de plusieurs pays de la Cédéao, ont pris part aux travaux de ce sommet placé sous le thème de la bonne gouvernance, la démocratie et l'alternance dans la sous-région.

Le professeur David Dosseh du Togo, porte-parole de "Togo debout" et coordinateur du sommet a affirmé, à la télévision nationale togolaise que "la crise du 3^e mandat a ainsi débuté et elle se poursuit inexorablement.

Il nous revient alors, habitants de cette communauté, de trouver le vac-

cin pour y mettre fin, au nom des peuples". "Alors que dans le Top 5 des chefs d'Etat à la plus longue longévité, quatre sont Africains, le sommet a précisé eu pour fil conducteur la limitation à deux mandats présidentiels ainsi que la transparence et la crédibilité des processus électoraux, éléments indispensables à la démocratisation des régimes", a souligné sur son site l'ONG "Tournons la page", un mouvement citoyen composé de plus de 200 organisations de la société civile qui milite pour l'alternance démocratique et la bonne gouvernance.

Lors de ce sommet, le président de la République du Bénin, Patrice Talon, réélu en avril dernier pour un second mandat, a promis de ne pas se représenter pour un troisième mandat et de remettre le pouvoir à un successeur.

"Je mesure la portée du relais et, devant vous, je vais m'engager, vous

prendre à témoin pour passer ce relais, le troisième dimanche de mai 2026, à celui qui aura la confiance du peuple béninois", a promis le président Talon.

Les propos du président Béninois sont intervenus après avoir reçu le témoin symbolique de limitation à deux mandats dans l'espace Cédéao des mains du professeur Togolais David Dosseh, du mouvement "Togo debout".

"Le président béninois Patrice Talon vient de passer un message forts à l'endroit des peuples africains et les dirigeants qui s'éternisent au pouvoir", s'est félicité dans un tweet, dimanche, Marc Ona Essangui, président de l'ONG "Tournons la page".

Les organisateurs de ce sommet projettent de lancer une vaste campagne de sensibilisation dans les prochains jours dans les 15 pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

EGYPTE

Une loi autorise le licenciement de fonctionnaires soupçonnés d'être proches de groupes "terroristes"

Le Parlement égyptien a autorisé lundi le renvoi de fonctionnaires soupçonnés d'appartenir à des groupes considérés comme "terroristes", ont indiqué des députés.

Les nouvelles dispositions prévoient le licenciement de tout employé ayant fait preuve de "manquement dans ses obligations en vue de porter atteinte à

un service public ou aux intérêts économiques de l'Etat" ou de quiconque figurant sur la liste des éléments "terroristes" du Caire.

Cette réforme vise spécifiquement à écarter les "fonctionnaires Frères musulmans et les éléments terroristes" de l'appareil d'Etat, ont ajouté les mêmes sources.

Ces amendements ont été ajoutés à une loi datant de 1973, qui régissait jusqu'ici le renvoi de fonctionnaires par "voie disciplinaire".

Ces derniers mois, le ministre des Transports Kamel el-Wazir a imputé une série d'accidents mortels et de dysfonctionnements internes à une volonté de sabotage émanant d'employés

issus, selon lui, des rangs des Frères musulmans.

Le dernier accident ferroviaire en date, en avril, avait fait 23 morts et plus de 130 blessés au nord du Caire.

Lors de la session parlementaire de lundi, le Parlement a également prolongé de trois mois l'état d'urgence, en vigueur depuis 2017.

ONU - DÉVELOPPEMENT

Le monde est "terriblement en retard" pour atteindre les objectifs de développement durable d'ici 2030

Le secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres a déclaré que le monde était "terriblement en retard" pour atteindre les objectifs de développement durable à l'horizon 2030, citant des statistiques de l'organisation selon lesquelles entre 720 millions et 811 millions de personnes dans le monde ont souffert de la faim en 2020, soit quelque 161 millions de plus que l'année précédente.

"Des coûts importants, associés à la persistance de niveaux de pauvreté élevés et d'inégalité de revenus, continuent de priver environ 3 milliards de personnes de l'accès à une alimentation saine, dans toutes les régions du monde", a indiqué le SG de l'ONU dans un communiqué soulignant l'importance du sommet mondial sur les systèmes alimentaires, qui aura lieu en septembre.

Bien que la faim soit en hausse depuis plusieurs années, M. Guterres a déploré qu'en 2021, "nous échouons à fournir ce qui est un droit fondamental pour les populations du monde".

Et la COVID-19 n'a pas seulement aggravé la situation, mais a également intensifié les liens entre l'inégalité, la pauvreté, la nourriture et les maladies, a-t-il noté.

Malgré une augmentation de 300% de la production alimentaire mondiale depuis le milieu des années 1960, selon le secrétaire général, "la malnutrition est un facteur majeur contribuant à réduire l'espérance de vie". Comme le reconnaît le programme de développement 2030, la faim et la malnutrition sont interconnectées et doivent être traitées conjointement avec d'autres défis mondiaux. "Il est temps de tenir notre promesse", a appelé le SG de l'ONU. M. Guterres a souligné que dans un monde d'abondance, il est inacceptable pour des milliards de personnes de ne pas avoir accès à une alimentation saine et a mis en garde contre le fait que l'heure tourne pour effectuer "les changements urgents" nécessaires afin de limiter la hausse de la température mondiale. Décrivant les



aspects sociaux, environnementaux et économiques des systèmes alimentaires comme "importants", il a précisé: "Notre relation avec la nourriture est une partie fondamentale de tous les aspects de la vie sur terre".

Notant que l'agenda 2030 présente le plan pour se relever de la COVID-19, le secrétaire général de l'ONU a souligné que l'investissement dans les changements du système alimentaire serait de nature à soutenir la transformation.

NUCLÉAIRE IRANIEN

Les pourparlers à Vienne sont proches d'une "conclusion" (Téhéran)

Le porte-parole iranien du ministère des Affaires étrangères a déclaré lundi que les pourparlers de Vienne sur la relance de l'accord sur le nucléaire de 2015, dont le nom officiel est Plan d'action global conjoint (Joint Comprehensive Plan of Action - JCPOA), étaient proches de leur "conclusion".

"Considérant les progrès qui ont été réalisés (lors des récentes négociations), on peut dire que nous sommes proches de la conclusion des pourparlers de Vienne", a indiqué Saïd Khatibzadeh lors de sa conférence de presse hebdomadaire.

"Il reste des questions à résoudre", mais ce qui compte est que "le poids des

questions résolues surpasse celui des questions non résolues", a poursuivi le porte-parole.

Depuis le début des nouvelles négociations entamées en avril, beaucoup de chemin a été parcouru pour résoudre ces questions, a fait remarquer M. Khatibzadeh, ajoutant cependant que le chemin restant à parcourir ne serait pas facile.

"Nous espérons que les autres parties pourront prendre leurs propres décisions ce qui aboutira à un accord bénéfique pour tout le monde", a-t-il souligné.

M. Khatibzadeh a affirmé que les responsables iraniens étaient unanimes sur

le fait que Washington devrait supprimer effectivement ses sanctions, et que l'Iran reprendrait ses obligations "dès que la pleine mise en œuvre de l'accord serait vérifiée". Le porte-parole iranien a souligné que les demandes supplémentaires de certaines parties au-delà des dispositions du JCPOA étaient hors sujet pour cet accord potentiel.

VENEZUELA

Dix paramilitaires colombiens tués dans des affrontements à Caracas, selon Maduro

Dix "paramilitaires colombiens" ont été tués dans les affrontements armés entre groupes criminels et forces de l'ordre à Caracas, a affirmé lundi le chef de l'Etat vénézuélien Nicolas Maduro.

Selon le président Maduro, "au moins 20 paramilitaires colombiens" ont participé à l'entraînement de bandes criminelles, à l'origine de fusillades récurrentes qui se sont aggravées depuis le 7 juillet et dans lesquelles un nombre indéterminé de civils ont été tués par des "balles perdues", a-t-il dit.

"Sur les au moins 20 paramilitaires colombiens, nous en avons capturé trois, avec leurs armes, il semble que d'autres aient été abattus, qui sont en cours d'identification, je ne sais pas si le nombre qu'on m'a donné est exact - dix tués -, il y en a d'autres en fuite et nous les recherchons", a ajouté Nicolas Maduro, dans une déclaration faite au palais présidentiel de Miraflores.

Selon M. Maduro, les "paramilitaires colombiens" entraînaient depuis des mois "des criminels et des terroristes" qui ont été neutralisés au cours d'une opération qui a mobilisé 2.500 agents vénézuéliens.

Ils avaient fait des tranchées, ils avaient un endroit appelé le bunker, ils avaient une préparation logistique typique de paramilitaires pour une guerre à Ca-

RUSSIE - ETATS UNIS

Lavrov désapprouve la présence de l'armée américaine en Asie centrale

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a déclaré lundi que la présence des forces militaires américaines en Asie centrale "ne répondrait pas aux intérêts sécuritaires de la région".

"Si les Américains n'ont pas réussi à faire de quelconques progrès en Afghanistan avec plus de 100.000 soldats au cours des 20 dernières années, quels résultats obtiendront-ils avec une présence bien plus réduite en dehors d'Afghanistan" en Asie centrale, a demandé M. Lavrov au cours d'une conférence de presse. Selon lui, les Etats-Unis souhaitent maintenir une présence militaire dans la région afin d'y exercer leur influence.

Les médias américains affirment que Washington est en discussion avec les gouvernements d'Asie centrale concernant le stationnement de troupes dans la région.

M. Lavrov a souligné que la présence de bases militaires étrangères sur les territoires des pays membres de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) doit être soumise à l'approbation de tous les participants.

L'OTSC, une alliance militaire dirigée par Moscou et créée en 1992, comprend six anciennes républiques soviétiques, à savoir l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Russie et le Tadjikistan.

"Il est primordial de noter qu'aucun de ces pays n'a envoyé de demande à l'OTSC pour tenir des consultations à cet égard", a ajouté le chef de la diplomatie russe. M. Lavrov a également affirmé que le retrait de l'armée américaine d'Afghanistan était "trop hâtif" et qu'une grande quantité d'équipements a été abandonnée.

IRAK

Incendie à l'hôpital de Nassiriya : le bilan s'alourdit à 60 morts (source médicale)

Au moins soixante personnes ont péri dans le terrible incendie qui a ravagé lundi soir l'unité Covid de l'hôpital de Nassiriya, a indiqué mardi un responsable de la morgue centrale de la ville, et le bilan pourrait encore monter. Sur les soixante corps carbonisés reçus à la morgue, 39 ont été identifiés et remis aux familles, a précisé cette source, indiquant que les autres étaient difficilement identifiables. Le bilan pourrait encore croître, a par ailleurs déclaré une source médicale, certains patients n'ayant pas encore été retrouvés. Un précédent bilan faisait état d'au moins 52 morts.

L'incendie, causé par l'explosion de bouteilles d'oxygène selon une source sanitaire de la province de Dhi Qar, a ravagé pendant plusieurs heures l'unité Covid de l'hôpital, qui comptait 70 lits, et donné lieu à des scènes de chaos, pompiers, sauveteurs et habitants s'efforçant de sortir les malades du bâtiment.

Le directeur de l'hôpital et le responsable sanitaire de la province ont été en-

tendus par la police et suspendus par le Premier ministre Moustafa al-Kazimi, qui a également décrété un deuil national de trois jours pour les "martyrs" de Nassiriya. Mais de nombreuses réactions de colère ont éclaté après le drame pour dénoncer la gabegie et l'inefficacité des pouvoirs publics.

Des centaines de personnes ayant manifesté dans la nuit devant l'hôpital à Nassiriya, criant: "les politiciens nous brûlent!". En avril, une tragédie similaire avait fait plus de 80 morts dans l'incendie d'un hôpital dédié au Covid-19 à Bagdad, causé par une suite de négligences qui avaient conduit à la démission du ministre de la Santé de l'époque.

"La catastrophe de l'hôpital Al-Husseïn, et avant cela, l'hôpital Ibn Al-Khatib à Bagdad, est le produit d'une corruption persistante et d'une mauvaise gestion qui négligent la vie des Irakiens et empêchent de réformer les institutions", a déclaré dans un tweet le président irakien Barham Saleh.

racas", a ajouté le président, affirmant qu'"entre 200 et 300 criminels" étaient payés avec l'argent de la drogue.

Samedi, les autorités vénézuéliennes avaient annoncé la mort de 22 "délinquants" et de quatre membres des forces de sécurité lors de deux jours d'affrontements dans l'ouest de Caracas.

Près de 2.500 membres des forces de sécurité ont participé à cette opération de reconquête de la Cota 905, un quartier populaire de Caracas.

Après deux jours de fusillades nourries, y compris à l'arme lourde, les forces de sécurité vénézuéliennes ont investi vendredi les quatre quartiers populaires aux mains de ces gangs, dont les chefs sont en fuite. Jeudi, la police avait émis des avis de recherche contre eux, dont le médiatique "El Koki". Elle a promis 500.000 dollars de récompense. Selon le président Maduro, parmi l'arsenal saisi lors de l'opération, figuraient des armes appartenant à la police et à l'armée colombienne. Le président Nicolas Maduro, qui dénonce régulièrement des complots fomentés selon lui par les Etats-Unis et la Colombie pour le renverser, accuse l'opposition, Washington et Bogota d'être derrière les agissements de ces gang s dans le but de la déstabiliser.

NOUVEAU DOUBLE ALBUM DE TAKFARINAS

La musique pour raconter la "ratatouille" du monde

"Algérie, ma mère" et "Mon cœur, c'est l'amour", deux cris du cœur par lesquels la star algérienne de la world music, Takfarinas, de son vrai nom Hacène Zermani, signe son retour sur la scène musicale, après une décennie de silence, avec la sortie mondiale, le 18 juin dernier, de son double album.

René au pays pour la promotion de ces albums, Takfa, exprime déjà sa "satisfaction de l'écho reçu à travers le monde" et de ce "retour sur scène après un silence fructif et marqué par un long et dur travail pour concevoir ces deux albums", lors d'une rencontre conviviale, mardi dans la soirée, avec la presse locale à Tizi-Ouzou. Son dernier album, "Lwladine" (Hymne aux parents) est sorti en 2011, depuis, "Takfa", a travaillé "sans discontinuité", dit-il sur ce 19ème album de sa carrière entamée en 1979, réalisé avec la complicité étroite de l'ingénieur du son algérien installé à Paris, Abdelghani Torqui, et du Cubain Luis Orlando. Pour cet opus de 21 chansons, déjà prêt en 2019 mais dont la sortie a été reportée pour "cause de la situation politique au pays et ensuite de la pandémie de Coronavirus", l'artiste se fait accompagner de plusieurs étoiles montantes de la musique d'aujourd'hui, pour dire "le groove, le sentiment, le plaisir, la morale, la dent dure et le cœur tendre".

Exprimant la ratatouille

"Tchektchouka" du monde d'aujourd'hui, les rappers Rohff, franco-comorien de Vitry-sur-Seine et l'Américain d'origine dominicaine, Mangu, lui donnent la réplique en s'interrogeant sur l'avenir du monde et de la jeunesse. Célia Ould Mohand, lauréate de l'émission "Alhan oua chabab" (musique et jeunesse) et Rebecca phirmis (chanteuse française), devisent, elles, avec l'artiste, dans un échange plein d'humour et de quiproquos, sur un fond festif, sur la condition de la femme dans le monde d'aujourd'hui. La JSK, que l'artiste accompagne, à l'occasion, au Bénin pour assister à la finale de la coupe de la Confédération africaine (CAF), est aussi présente dans cet album. Musicalement, Takfa varie les genres et les instruments. Du chaâbi, du rap et du rock. Et c'est Norbert Krief, l'accompagnateur de Johnny Hallyday, "à la bonne époque, celle du Parc des Princes", qui apporte sa touche et ses riffs électro hard rock incendiaires sur l'une des chansons de l'album, "Ma Kabylité".

La graphie n'est pas en reste chez Takfa, et pour ce double album, l'artiste, toujours à la page, s'est offert les services d'Etienne de Courrèges, Nawel Chabane et Adel Chaoui, trois graphistes à la pointe du combat.

Le rêve d'une tournée à travers l'Algérie

"Je ne suis pas un ingénieur qui pourra inventer une navette spatiale, mais, musicalement, je suis une météorite capable d'enflammer ce pays, pour peu qu'on me laisse faire à ma manière", affirme l'artiste, toujours amer quant à l'échec de son projet de tournée à travers le pays en 2015. "J'ai pris le risque et travaillé pendant des mois avec 45 musiciens sans avoir aucun engagement écrit et à la fin le projet s'est évaporé sans raison ni explication aucune", déplore-t-il en assurant garder toujours l'espoir de faire une tournée à travers le pays "pour montrer de quoi nous sommes capables".

Une tournée qui sera, promet-il, "à 100% avec des compétences algériennes" avant de ré-



véler que l'ingénieur du son de la rock star mondiale Prince est un algérien qui "sautera (avec lui) dans le premier avion pour donner du bonheur aux Algériens". Autre promesse faite par

l'artiste pour son public, lors de cette rencontre, "un prochain album entièrement chaâbi qui va révolutionner cette musique", qui reste, dit-il, son "inspiration première".

PALAIS DE LA CULTURE

Une exposition de photographies en hommage à El Hachemi Guerouabi

Une petite exposition de photographies dédiée au parcours du chanteur de la musique chaâbi El Hachemi Guerouabi, a été inaugurée lundi à Alger par l'association culturelle El Hachemi Guerouabi en commémoration du 15e anniversaire de la disparition de ce chanteur et musicien emblématique. Organisée en collaboration avec le Palais de la culture Moufidi-Zakaria, cette exposition rassemble également les œuvres d'une quinzaine d'artistes dans les domaines du costume, de la peinture sur verre, du travail du cuir, de la dinanderie ou de la bijouterie arti-

sanale. Une trentaine de photographies anciennes retracent le parcours de cette icône du chaâbi depuis son enfance et ses premières scènes et fêtes familiales.

L'exposition compte également les premiers disques enregistrés par El Hachemi Guerouabi ainsi que quelques vinyles de figures de la musique algérienne à l'instar El Hadj Mhamed El Anka, Boudjemâa El Ankis, Mustapha Skandrani ou encore Dahmane Ben Achour.

Natif d'Alger en 1938, El Hachemi Guerouabi rejoint l'Opéra d'Alger à l'âge de 15 ans, après quelques années passées

dans les rangs du club de football de son quartier d'El Mouradia, où il se fait remarquer tant par son charisme au théâtre que pour sa voix particulière dans le chant. Après l'indépendance et grâce au génie de Mahboub Bati, "El Bareh", "El Werqaa", "El Madi" ou encore "Allô allô", il parviendra à réconcilier le public de l'époque, plutôt porté sur la musique orientale ou carrément "rock n'roll", avec le chaâbi.

Avec Hadj M'rizek et Mohamed Zerbout comme référence, El Hachemi Guerouabi, gagnant en maturité et renouant

avec le qcid de ses débuts, deviendra l'héritier populaire des grands maîtres du genre, figure emblématique de toute une génération et gardien d'une musique en perte. A sa dernière scène à Alger en 2005, El Hachemi Guerouabi disait refuser "l'oubli et le confinement" du chaâbi, soucieux qu'il était de la transmission et de la recherche de la relève pour le perpétuer. Une année plus tard, le 17 juillet 2006, l'artiste s'est éteint à l'âge de 68ans. L'exposition hommage à El Hachemi Guerouabi se poursuit jusqu'au 17 juillet.

ETHIOPIE

RSF condamne l'arrestation de 12 journalistes en Ethiopie

Reporters sans frontières (RSF) a appelé lundi à la libération immédiate de 12 journalistes éthiopiens arrêtés, selon l'ONG, pour les "dissuader d'enquêter de manière indépendante sur le conflit dans la région du Tigré".

La plupart des journalistes, dont l'un gère une chaîne YouTube critique à l'égard du gouvernement, ont été arrêtés le 30 juin à Addis Abeba, précise RSF dans un communiqué.

RSF souligne qu'aucune explication à leur arrestation n'a été donnée jusqu'au 2 juillet, date à laquelle la police a "finalement soutenu que les journalistes étaient maintenus en détention en raison de leur affiliation à un groupe terroriste récemment banni par le parlement éthiopien, le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF)".

Ce parti, dont était issues les autorités régionales du Tigré, a été accusé par le Premier ministre Abiy Ahmed d'avoir orchestré des attaques militaires contre des bases de l'armée fédérale.

M. Ahmed a lancé en novembre une opération militaire dans cette région du nord du pays pour désarmer et capturer les dirigeants du TPLF.

Après huit mois d'affrontement, l'armée s'est retirée fin juin face à l'avancée de ces troupes pro-TPLF.

"Nous condamnons ces arrestations massives de journalistes qui visent clairement à les dissuader d'enquêter de manière indépendante sur le conflit dans la région du Tigré", a déclaré le responsable Afrique de RSF, Arnaud Froger.

"Ces arrestations effectuées dans la plus grande opacité sont d'autant plus choquantes que le parlement éthiopien a voté, il y a seulement quelques mois, une nouvelle loi sur les médias qui décriminalise la plupart des délits de presse.

RSF exige la libération immédiate et sans condition de ces journalistes", ajoutait-il.

Au cours du week-end, la Commission éthiopienne des droits humains (EHRC), un organisme indépendant mais rattaché au gouvernement, a exprimé son inquiétude face à ces arrestations, affirmant que "les détenus n'ont pas obtenu de droit de visite de leurs avocats et de leurs familles".

Le gouvernement éthiopien a imposé de rudes conditions aux journalistes qui ont couvert le conflit au Tigré.

En mai, les autorités éthiopiennes ont expulsé le correspondant dans le pays du New York Times, Simon Marks, après avoir révoqué sa licence pour sa couverture "déséquilibrée" de la guerre au Tigré.

APS

ETATS UNIS-CANADA-CINÉMA

"Black Widow" établit un record post-Covid au box-office nord-américain

Le nouveau film des studios Marvel, "Black Widow", a fait des débuts tonitruants au box-office américain, empochant 80 millions de dollars de recettes entre vendredi et dimanche, un record depuis le début de la pandémie, selon les chiffres publiés lundi par un cabinet spécialisé.

Ce spin-off des Avengers, dans lequel Scarlett Johansson incarne Natasha Romanoff, tueuse russe devenue super-héroïne, a aussi engrangé 60 millions de dollars via la plateforme payante de streaming Disney+ et 78 millions à l'international, pour un total ébouriffant de 218 millions. Et le film n'a pas encore commencé à être diffusé en Chine.

Selon le magazine Hollywood Reporter, l'annonce par Disney de ses revenus issus du streaming après le premier week-end est "sans précédent".

Suivent trois films produits par les studios Universal: "Fast and Furious 9", en deuxième position, mais loin derrière "Black Widow", a récolté 11,4 millions, soit moins de la moitié de ses recettes du week-end dernier.

"Baby Boss 2: une affaire de famille" est arrivé en troisième place, avec 8,9 millions de dollars.

Ce film d'animation, qui fait suite au carton "Baby Boss" sorti il y a quatre ans,

raconte l'histoire d'un "bébé patron" qui ne laisse personne indifférent, avec les voix d'Alec Baldwin, Eva Longoria, Lisa Kudrow, Jimmy Kimmel et Jeff Goldblum.

Et sur la quatrième marche, s'établit le film d'horreur "American Nightmare 5: sans limites", cinquième et dernier épisode de la saga "American Nightmare".

Le film notamment porté par Ana de la Reguera et Tenoch Huerta, a engrangé 7,1 millions de dollars.

Il se déroule dans un futur dystopique où tous les crimes, y compris les meurtres, sont légalisés un jour par an.

"Sans un bruit 2", des studios Paramount, s'est classé en cinquième position avec 3,2 millions de dollars, ce qui porte ses recettes totales en Amérique du Nord à près de 150 millions.

C'est la première fois, depuis le début de la pandémie de Covid-19, que le box-office nord-américain totalise plus de 100 millions de dollars de recettes, avec plus de 118 millions, soit 20% de plus que la semaine passée.

Dans le top 10, on retrouve également:

"Cruella" (2,4 millions de dollars)
 "Hitman & Bodyguard 2" (1,6 million)
 "Pierre Lapin 2" (1,3 million)
 "D'où l'on vient" (655.000 dollars)
 "Zola" (620.000 dollars).

CHINE Une ville frontalière déploie la reconnaissance faciale contre la Covid-19

Une petite ville chinoise frontalière de la Birmanie utilise désormais des caméras de reconnaissance faciale afin de surveiller les déplacements des habitants et d'éradiquer un petit foyer de Covid-19.

Les caméras de surveillance sont déjà omniprésentes dans l'espace public en Chine, où les métropoles sont sûres et où les violences physiques contre les personnes sont peu fréquentes.

Les nouvelles technologies sont elles aussi très utilisées dans le cadre de la lutte anti-Covid - avec notamment la généralisation depuis début 2020 d'applications mobiles de suivi des déplacements.

Mais les autorités n'avaient encore jamais fait état officiellement de l'utilisation de caméras de reconnaissance faciale spécifiquement destinées à lutter contre la propagation de l'épidémie.

C'est désormais chose faite à Ruili, ville située à la frontière avec la Birmanie et où une soixantaine de malades locaux ont été détectés en une dizaine de jours - dont plusieurs porteurs du variant Delta.

Parmi ces cas figurent de nombreux Birmanais, en dépit de la fermeture théorique de la frontière.

Cette situation inquiète les autorités chinoises car la Birmanie est un des pays



au monde où l'épidémie a le plus accéléré ces dernières semaines.

Avec le nouveau dispositif, quiconque voudra entrer ou sortir d'un quartier résidentiel, d'un supermarché, d'un marché et de toute autre zone très fréquentée de Ruili verra son visage scanné par une caméra, ont indiqué samedi les autorités. Les données sont associées à un code QR unique, ce qui permet de surveiller de façon automatique les déplacements d'une personne.

Les appareils de reconnaissance faciale sont également capables de prendre la température des individus, selon la radio nationale CNR. Le système est géré par les autorités municipi-

pales. Ruili avait déjà été frappé par trois foyers, rapidement maîtrisés, depuis le début de l'épidémie.

Premier pays confronté au Covid-19 fin 2019, la Chine a quasiment éradiqué la maladie sur son sol depuis le printemps 2020 et la vie est largement revenue à la normale.

Un succès obtenu grâce notamment aux dépistages massifs, aux confinements stricts ou au placement obligatoire en quarantaine de toutes les personnes en provenance de l'étranger.

La Chine a fait état mardi de 29 nouveaux malades - dont 27 cas "importés", c'est-à-dire du fait de personnes venant de l'international et placées à l'isolement en quarantaine à l'hôpital.

PÉROU - DÉFORESTATION - RECHERCHE Les satellites comme moyen de lutte contre la déforestation pour les populations indigènes

Des patrouilles de populations indigènes équipées de smartphones et de données satellites ont permis de fortement réduire la déforestation illégale dans la forêt d'Amazonie au Pérou, selon les résultats d'une expérience publiée lundi.

L'étude, apparue dans la revue "Proceedings of the national academy of sciences" (PNAS), démontre que la reconnaissance des droits des populations indigènes sur leur territoire peut constituer une puissante force contre la crise climatique, selon ses auteurs.

L'expérience en essai randomisé contrôlé a évalué l'impact de patrouilles indigènes dans les forêts sur la réduction de la déforestation lorsque ces patrouilles étaient équipées de matériel d'alertes par satellites.

Les résultats affichent une chute de 52% de la déforestation en 2018 et de 21% en 2019, dans les villages qui se sont vus attribuer au hasard matériel et formation, comparés à ceux non-équipés.

Les réductions étaient particulièrement importantes pour les villages faisant directement face aux menaces d'orpaillage illégal, d'abattage forestier illégal, et de plantation de cultures prohibées comme la plante à coca, utilisée dans la fabrication de la cocaïne.

L'étude a été réalisée par des chercheurs de l'université de New York et l'université Johns Hopkins, en collaboration avec la Rainforest Foundation US (RFUS) et l'Organisation des peuples indigènes de l'Amazonie orientale (ORPIO).

Ménée dans 36 villages indigènes Shipibo de Patria Nueva et de Nueva Saposoa dans l'Amazonie péruvienne, l'étude a été appuyée par des photos fournies par le Pérou et son satellite SAT-1, lancé en 2016 et qui survole le pays 14 fois quotidiennement.

Trente-sept autres villages ont été assignés comme contrôle dans l'étude, sans changement dans leurs pratiques de gestion de la forêt.

Une fois par mois, des coursiers naviguaient sur l'Amazonie et ses affluents pour délivrer des clés USB contenant des photos satellites et des informations GPS aux villages isolés.

Les personnes désignées pour la surveillance téléchargeaient ces informations sur des applications spécialisées sur smartphones qu'elles utilisaient pour guider les patrouilles jusqu'aux sites de potentielle déforestation.

Dans les cas où ils trouvaient de tels sites, les preuves étaient présentées à une assemblée de membres de la communauté.

A eux ensuite de décider quelle action prendre, soit repousser les auteurs des infractions hors des terres du village par leurs propres moyens, soit faire appel aux forces de l'ordre dans certains cas, comme lorsque des trafiquants de drogue étaient impliqués.

"Le but essentiel est de remettre les informations sur la déforestation dans les mains de ceux les plus touchés par ses conséquences, et qui peuvent agir contre", affirme Tom Bewick, directeur de la zone Pérou pour RFUS.

Au cours des deux ans que l'étude a duré, près de 456 hectares de forêt tropicale ont été épargnés, permettant d'éviter de relâcher plus de 234.000 tonnes d'émissions de CO2. "Les résultats représentent un argument fort pour accroître les investissements et reproduire le modèle", soutient Tom Bewick, ajoutant: "Ce serait bon pour le futur, pas seulement pour le Pérou mais pour notre planète".

APS

PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
République Algérienne Démocratique et Populaire

MINISTÈRE DE L'HABITAT
ET DE L'URBANISME
OFFICE DE PROMOTION ET
DE GESTION IMMOBILIÈRE
DE DJELFA

وزارة السكن والعمران والمدينة
إسكان الترقية والتسيير العقاري بالجلفة
دائرة تنمية الترقية العقارية و العقار
رقم 14/2021/د ت ت ع م ع
NIF : 17018329064

2 ème AVIS D'ADJUDICATION - 02/2021

L'OPGI de djelfa met en location et vente des locaux par voie d'adjudication pour la deuxième (02) fois sous pli cacheté au plus offrant des locaux à usage commercial et professionnel aux communes de Had-Sahary et Birine selon le tableau :

01/ Adjudication de vente des locaux commerciaux et professionnels :

Localisation	N° Batiment	N° Local	Surface du local (M2)	Montant d'ouverture (DA)	Montant de caution (DA)
Commune de Birine Route de Aïnosserra	1	01	188,50	7 540 000,00	754 000,00
		02	160,00	6 400 000,00	640 000,00
		03	27,00	1 215 000,00	121 500,00
		04	76,40	3 056 000,00	305 600,00
	2	05	39,50	1 777 500,00	177 750,00
		06	35,90	1 615 500,00	161 550,00
		07	27,00	1 215 000,00	121 500,00
		08	160,00	6 400 000,00	640 000,00

02/ Adjudication de Location des locaux commerciaux et professionnels :

Cité les 100 Logts- had sahary

N°	Adresse		Surface	Loyer Mensuel HT	Mise à prix
	Bt	N°			
1	-	1	18,48	1 848,00	369 600,00
2	-	2	24,64	2 464,00	492 800,00
3	-	3	35,7	3 570,00	714 000,00
4	-	4	35,7	3 570,00	714 000,00
5	-	5	24,64	2 464,00	492 800,00
6	-	6	18,48	1 848,00	369 600,00
7	-	7	18,28	1 828,00	365 200,00
8	-	8	24,07	2 407,00	481 400,00
9	-	9	33,07	3 307,00	661 400,00
10	-	10	33,07	3 307,00	661 400,00
11	-	11	24,07	2 407,00	481 400,00
12	-	12	18,28	1 828,00	365 200,00

Cité les 50/3500 Logts- route hassi el euch had sahary

N°	Adresse		Surface	Loyer Mensuel HT	Mise à prix
	Bt	N°			
1	-	01	48,96	4 896,00	979 200,00
2	-	02	49,04	4 904,00	980 800,00
3	-	03	49,04	4 904,00	980 800,00
4	-	04	48,96	4 896,00	979 200,00

Cité les 70/3500 Logts- route Ain Oussera had sahary

N°	Adresse		Surface	Loyer Mensuel HT	Mise à prix
	Bt	N°			
1	-	01	32,3	3 230,00	646 000,00
2	-	02	32,3	3 230,00	646 000,00
3	-	03	32,3	3 230,00	646 000,00
4	-	04	32,3	3 230,00	646 000,00

Les personnes intéressées par la présente adjudication peuvent retirer le cahier de charge auprès de la Direction Générale de L'OPGI « cité berbih Djelfa » contre paiement de 1.000.00 DA

Les offres comportent les pièces suivantes :

- Le cahier des charges rempli, signé.

- Une copie de la pièce d'identité nationale.

- Reçu de versement de la caution représentant 10% du montant de la mise à prix du local.

Les offres accompagnées des pièces précitées ci-dessus seront présentées sous double pli cacheté et anonyme comportant uniquement la mention suivante :

A Monsieur le directeur de l'Office de promotion et de gestion Immobilière de djelfa - 2 ème Avis d'adjudication de vente des locaux commerciaux et professionnels aux communes de Had-Sahary et Birine à NE PAS OUVRIR -

- 01) Déposées par porteur à la direction générale de l'OPGI (secrétariat du directeur général) sis « cité Berbih Djelfa ».
- 02) La date limite de dépôt des offres est fixée : quinze jours jusqu'à 12 H 00 mn à compter de la première parution de l'avis sur les quotidiens nationaux ou le BOMOP, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, elle sera prorogée jusqu'au premier jour ouvrable suivant, toute offre parvenue après cette date et heure ne sera pas prise en considération.
- 03) L'ouverture des plis se fera le même jour à 14 H 00 mn en séance publique, les adjudicataires sont cordialement invités à assister à la séance d'ouverture des plis.

POWERLIFTING ET BODYBUILDING

Les sélections algériennes s'apprêtent à entamer leurs stages de préparation

Les sélections algériennes de bodybuilding et powerlifting s'apprêtent à entamer, fin juillet, leurs stages au Centre de regroupement et de préparation des équipes nationales à Souidania (Alger) en prévision des championnats du monde, à apprès lundi l'APS auprès de l'instance fédérale.

Au calendrier de compétitions de la sélection nationale de powerlifting figurent plusieurs rendez-vous dont les Mondiaux de Suède (23 sept-3 oct 2021) et les championnats d'Afrique en Afrique du Sud (novembre 2021). La sélection nationale de bodybuilding prépare aussi les championnats du monde en Espagne (3-8 novembre 2021). "Nous allons incessamment entamer notre travail sur le terrain, vu qu'il ne reste pas assez de temps à nos athlètes concernés pour se préparer. Après les difficultés qu'a connues la Fédération et l'arrêt des activités à cause du Covid-19, notre fédération a pu retrouver son dynamisme avec l'élection d'un nouveau président et de nouveaux membres", a indiqué le tout nouveau patron de la Fédération algérienne de bodybuilding, powerlifting et fitness, Kamel Nedjah.

"Après la répartition des tâches aux membres du bureau fédéral et la nomination du staff technique national, nous allons nous concerter avec les équipes nationales pour tracer les programmes à court et moyen termes, et entamer la préparation en vue des prochaines compétitions internationales, notamment les Mondiaux de bodybuilding et ceux de powerlifting", a ajouté Kamel Nedjah.

Le président de la Fédération s'est engagé, "avec le concours des membres du bureau fédéral et du staff technique à aider les athlètes à retrouver la forme ainsi que leurs capacités physiques, affectées par l'arrêt des activités durant plus d'une année, causé par la pandémie de Covid-19. Cela se fera par le biais des stages bloqués et des entraînements intensifs en vue d'honorer les couleurs nationales lors des prochaines échéances sportives".

TENNIS

Le Belge David Goffin forfait pour les JO de Tokyo

Le Belge David Goffin, 20e au classement ATP, a annoncé mardi qu'il renonçait à disputer les Jeux olympiques de Tokyo, car il n'est pas suffisamment remis d'une blessure à la cheville.

"Le tournoi commence le 24 (juillet), je n'ai toujours pas repris la raquette (...) Ce sera trop court pour moi pour les JO cette fois-ci", a déclaré le Liégeois à la chaîne de radio-télévision francophone RTBF. "Ce n'est pas une bonne nouvelle car j'étais déterminé à participer à ces Jeux, même dans ces conditions très spéciales, sur un site qui me réussit bien", a-t-il ajouté au journal Le Soir. Goffin s'était blessé lors du tournoi de Halle en Allemagne à la mi-juin et avait déclaré forfait pour Wimbledon dans la foulée. Il dit souffrir d'un micro-arrachement osseux à la cheville, doublé d'une fissure ligamentaire.

Désormais, le N.1 belge espère être d'attaque "pour la tournée américaine en août", notamment le tournoi de Cincinnati (15-21 août) qui précède l'US Open (30 août-12 septembre). "J'ai repris l'entraînement il y a une semaine, ça avance, je suis content de l'évolution. Je fais déjà pas mal de choses", assure-t-il. Le nom de David Goffin s'ajoute à la longue liste des forfaits pour les tournois de tennis des JO, avec entre autres, Rafael Nadal et Dominic Thiem chez les hommes, Simona Halep, Serena Williams et Bianca Andreescu chez les dames.

Le Belge de 30 ans avait participé aux Jeux olympiques en 2012 à Londres (élimination au premier tour contre l'Argentin Juan Monaco) et en 2016 à Rio de Janeiro (élimination en huitièmes de finale contre le Brésilien Thomaz Bellucci).

Il espérait disputer ses troisièmes Jeux à Tokyo, une ville qui lui réussit bien avec un titre remporté en 2017 et une finale jouée l'année précédente.

APS

JEUX OLYMPIQUES 2020

Le ministre de la Jeunesse et des Sports encourage les athlètes qualifiés avant le départ pour Tokyo

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderezak Sebkek, a assuré, lundi à Alger, que la qualification de 44 athlètes algériens aux Jeux olympiques de Tokyo (23 juillet - 8 août), n'est pas "le fruit du hasard", mais le résultat d'une "préparation adéquate, planifiée et coordonnée", malgré les restrictions sanitaires dues à la pandémie de COVID-19.

"Nous avons tracé avec les responsables du Comité olympique et sportif algérien (COA) et les présidents des Fédérations sportives nationales, un plan de préparation pour les athlètes d'élite, à travers la programmation de stages spécifiques pour plus de 300 athlètes concernés par les JO de Tokyo et les Jeux méditerranéens d'Oran en 2022", a déclaré Sebkek lors d'une cérémonie en l'honneur des athlètes qualifiés aux Jeux olympiques de Tokyo. "Nous avons également pris en charge les stages de préparation à l'étranger de 89 athlètes, dans le but que nos sportifs abordent les Jeux olympiques dans les meilleures conditions, malgré les restrictions sanitaires dues à la pandémie de COVID-19", a-t-il ajouté. Lors de cette cérémonie, tenue en présence de l'ambassadeur du Japon en Algérie, Akira Kono, et du président du COA, Abderrahmane



Hamad, le ministre de la Jeunesse et des Sports s'est entretenu avec les athlètes présents, dont ceux de l'aviron (2 athlètes) et de l'escrime (4 athlètes). "Félicitation à tous les athlètes qualifiés aux Joutes de Tokyo. Je suis persuadé que vous êtes les dignes représentants de vos aînés et vous allez hisser haut les couleurs de l'Algérie au Japon", a-t-il dit.

Dans une déclaration à l'APS, le rameur algérien,

Sid Ali Boudina, qui participera à ses deuxièmes olympiades après celles de Rio en 2016, a assuré que "le Ministre a eu des mots forts pour les encourager avant le départ pour Tokyo", prévu le 16 juillet. "Déjà de savoir que nous sommes considérés par les plus hautes instances du pays, c'est une source de motivation pour donner notre maximum aux Jeux et pour quoi pas décrocher une médaille", a-t-il déclaré. De son

côté, le président du COA, Abderrahmane Hamad, a estimé que les athlètes algériens qualifiés aux JO ont déjà réalisé une grande performance, en décrochant leur billet pour Tokyo dans des conditions sanitaires extraordinaires liées au Covid-19.

"Je félicite tous les athlètes et leurs encadreurs, qui ont travaillé dans des conditions très difficiles, mais sont tout de même parvenus à décrocher une qualification aux Jeux de Tokyo", a-t-il déclaré. Pour rappel, Quarante-quatre (44) athlètes de quatorze (14) disciplines représenteront l'Algérie aux Jeux olympiques de Tokyo-2020. Il s'agit de l'athlétisme (8 athlètes), la boxe (8), la lutte (8), l'escrime (4), la natation (3), l'aviron (2), le cyclisme (2), le judo (2) et la voile (2), le canoë kayak (1 athlète), l'haltérophilie (1), le karaté (1), le tennis de table (1) et le Tir sportif (1).

RUGBY

Malgré ses 70 sélections avec l'Australie, on lui refuse la nationalité

L'ancien demi d'ouverture de l'Australie, Quade Cooper s'est vu refuser la nationalité australienne, malgré ses 70 sélections avec les Wallabies, a annoncé mardi le rugbyman sur son compte Twitter.

"Ce moment gênant où le gouvernement australien vous refuse la citoyenneté (encore). Porter le maillot vert et or 70 fois n'est apparemment pas suffisant de nos jours", a posté Cooper. Cooper est né en Nouvelle-Zélande mais il a

émigré en Australie quand il avait 13 ans, en 2001.

A 33 ans, l'ancien joueur de Toulon (France) a également posté deux photos, justifiant ce refus: pour les autorités locales, Cooper n'a pas rempli les critères concernant son emploi. "Vous n'avez fourni aucune preuve que vous remplissez les conditions de résidence spéciale prévues aux sections 22A (personnes exerçant des activités profitant à l'Australie) et 22B (personnes exerçant des

types particuliers de travail nécessitant des déplacements réguliers en dehors de l'Australie)", explique ainsi le document.

Quade Cooper, qui a disputé les Coupes du monde 2011 et 2015 avec l'Australie et remporté le Tri-Nations 2011 puis le Rugby Championship en 2015, est sans club depuis la fin de son contrat avec les Japonais de Kintetsu Liners. Il avait déjà raté les JO-2016 à Rio en raison d'un problème de passeport.

JO-2020

"Tokyo, ville la mieux préparée de tous les temps pour les JO" (Bach)

Le président du Comité international olympique (CIO), Thomas Bach, a qualifié mardi Tokyo de ville hôte "la mieux préparée de tous les temps" aux Jeux, à l'ouverture du Village olympique dix jours avant l'ouverture des JO (23 juillet-8 août).

Des mesures draconiennes ont été prises pour ces Jeux qui se dérouleront à Tokyo entièrement à huis clos pour limiter les risques de propagation du Covid-19. M. Bach, qui est arrivé au Japon la semaine dernière et qui a passé trois jours en quarantaine, a déclaré à la présidente de Tokyo-2020, Seiko Hashimoto, que les organisateurs faisaient "un travail fantastique". "Vous avez réussi à faire de Tokyo la ville la mieux préparée de tous les temps pour des Jeux olympiques", a-t-il affirmé, ajoutant: "C'est encore plus remarquable dans les circonstances difficiles auxquelles nous devons tous faire face". M. Bach et Mme Hashimoto se sont rencontrés alors que les premiers

sportifs commençaient à entrer dans le Village olympique qui a ouvert ses portes mardi sans cérémonie, ni événement médiatique.

Les organisateurs ont refusé de préciser quelles équipes entraient dans le Village ou combien de sportifs s'y trouvaient. Selon des règles très strictes, les sportifs ne peuvent entrer dans le Village que cinq jours avant leurs épreuves et doivent le quitter dans les 48 heures suivant la fin de celles-ci.

Il est temps "d'être performants" et "de montrer le meilleur de vous-mêmes, ce que vous avez préparé pendant si longtemps", a dit M. Bach. A dix jours de l'ouverture des JO, Tokyo est de nouveau sous le régime d'un état d'urgence sanitaire par crainte d'une augmentation du nombre de cas de Covid-19. Sportifs, entraîneurs, officiels et journalistes seront soumis à des tests de dépistage réguliers et leurs déplacements seront limités.

BASKET

Nouvelle défaite pour l'équipe américaine face à l'Australie avant les JO

Les Etats-Unis, déjà défaits samedi par le Nigeria, se sont à nouveau inclinés lundi face à l'Australie 91-83 en match de préparation pour les JO de Tokyo, où les basketteurs américains ont le statut de favoris. C'est le quatrième revers en cinq matches de la Team USA depuis la Coupe du monde 2019, où elle avait terminé à une embarrassante 7e place. Si cette sélection américaine n'est pas la meilleure possible, LeBron James, Steph Curry ou Kawhi Leonard n'en faisant pas partie, elle compte toutefois plusieurs stars comme Damian Lillard, Jayson Tatum ou Kevin Durant, meilleur scoreur lundi avec 17 petits points. Patty Mills a de son côté inscrit 22 points pour l'Australie, qui a infligé un 6-0 aux Etats-Unis dans les trente dernières secondes du match. Jayson Tatum s'est distingué par un airball dans la dernière minute et Kevin Durant a manqué un tir à 3 points en toute fin de rencontre. L'Australie, candidate au podium au Japon, n'a jamais battu les Etats-Unis dans le tournoi olympique de basket-ball masculin en huit tentatives depuis 1964. Les Etats-Unis, qui restent sur trois titres olympiques es après s'être contentés du bronze aux JO d'Athènes de 2004, cherchent à retrouver leur domination mondiale. Trois joueurs encore actifs dans les finales de la NBA viendront renforcer l'équipe américaine d'ici Tokyo.

EQUIPE ALGÉRIENNE U20

Lacete : "notre objectif: former des joueurs pour l'équipe nationale A"

L'entraîneur de la sélection algérienne U20 de football, Mohamed Lacete, a indiqué lundi que son "objectif premier" est de préparer ses jeunes joueurs afin de les rendre aptes à rejoindre l'équipe nationale A.

"Notre objectif premier est de former le plus grand nombre de jeunes joueurs pour rejoindre d'abord la sélection nationale des joueurs locaux et ensuite l'équipe A", a affirmé Lacete lors d'une conférence de presse animée au siège de la Fédération algérienne de football, ajoutant que "si nous parvenons à placer trois ou quatre joueurs chez les seniors, nous pourrions dire alors que nous avons réussi dans notre mission.

Cela est tributaire cependant d'une participation de ces joueurs à plusieurs compétitions".

"L'autre objectif consiste à se qualifier pour la Coupe d'Afrique-2023 en Egypte. Conformément au programme que nous avons établi en prévision de cette échéance continentale, nous allons renforcer notre effectif composé actuellement de joueurs nés en 2003, par des joueurs moins âgés (nés en 2004)".

Evouant la participation à la dernière Coupe arabe des nations U20 disputée en Egypte où l'Algérie s'est inclinée en finale face à l'Arabie Saoudite (2-1), l'entraîneur Lacete a admis que la cohésion a fait défaut à son groupe sur le terrain.

"Effectivement, la cohésion nous a fait défaut en raison du temps réduit, lequel nous a pas permis d'effectuer une préparation tactique sur place en Egypte devant tout le monde", a-t-il révélé, déplorant en même temps ceux qui ont mis en doute ses compétences.

"Les insuffisances ne signifient pas



que l'entraîneur ou les membres de son staff ne sont pas compétents. En ce qui me concerne, je m'abstiens de répondre à ces gens là", a-t-il dit. Défendant ses choix, Lacete a indiqué qu'il est "difficile de préparer une équipe en une semaine et de garantir une cohésion entre ses joueurs. A celui qui peut réaliser cela, je l'invite à prendre l'équipe en main". Evouant le secret qui a permis à son équipe d'atteindre la finale de la compétition arabe, le coach national a indiqué "nous disposons de joueurs de haut niveau, ce

qui nous a permis de travailler avec eux dans un temps réduit, outre la grande motivation que nos joueurs reçoivent de la part de l'équipe nationale A qu'ils ambitionnent de rejoindre un jour.

A cela s'ajoute bien sûr le travail fourni par l'ensemble du staff technique". L'entraîneur Mohamed Lacete a révélé par ailleurs que le sélectionneur national Djamel Belmadi a apporté un grand soutien aux joueurs de la sélection U20 avant et durant la compétition arabe, à travers des messages d'encouragement.

Lacete espère un retour des championnats de jeunes "dans les plus brefs délais"

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football des moins de 20 ans (U20), Mohamed Lacete, a dit lundi espérer un retour "dans les plus brefs délais" des championnats de jeunes, suspendus depuis mars 2020 en raison de la pandémie de Covid-19.

"En dépit de la suspension des compétitions, cela ne nous a pas empêchés de réaliser un bon tournoi lors de la récente Coupe arabe disputée en Egypte.

Si les championnats de jeunes ne seront pas relancés, on n'aura rien à espérer des sélections de ces catégories, notamment de la part des joueurs locaux", a-t-il indiqué.

Mohamed Lacete s'exprimait au cours d'une conférence de presse tenue au siège

de la Fédération algérienne (FAF) à Alger, quelques jours après la défaite de la sélection algérienne des U20 en finale de la Coupe arabe face à l'Arabie saoudite (2-1) au Caire.

"Il est temps de redémarrer les championnats des jeunes catégories, car cela va faire du bien aux joueurs, sélections nationales et même à leurs clubs.

Nous avons une liste élargie de 50 éléments locaux, la reprise de la compétition va nous permettre de détecter d'autres joueurs et suivre ces 50 éléments", a-t-il enchaîné.

Lacete a ajouté qu'il n'avait rencontré "aucune difficulté" à accomplir sa mission, que ce soit avec l'ancien bureau dirigeant de la FAF, ou l'actuelle composante, dirigée par le président Amara Cha-

raf-Eddine. "Je n'ai rencontré aucune difficulté à diriger d'abord la sélection des U17 puis celle des U20.

Tout s'est bien passé avec la Direction technique nationale (DTN), et même avec l'ancienne équipe dirigeante de la FAF, qui avait réuni toutes les conditions nécessaires.

La seule contrainte que nous avons rencontrée est la suspension des championnats des jeunes catégories et la courte période de préparation pour la Coupe arabe".

Concernant la décision de ne pas faire appel aux joueurs des Académies nationales, à l'exception de l'attaquant Mohamed Rafik Omar (né en 2004, ndr), pour le dernier rendez-vous arabe, Lacete explique : "La majorité des

jeunes des Académies sont nés en 2004 et sont donc moins âgés que les éléments de la sélection des U20, alors que certains d'entre eux étaient concentrés sur les examens du baccalauréat".

Pour le coach des U20, "les fruits des Académies seront récoltés au tournoi des prochains Jeux méditerranéens 2022 d'Oran, réservé aux joueurs nés en 2004.

Il faudra juste leur donner du temps".

Enfin, Mohamed Lacete est revenu sur la sélection des U17 qui devait prendre part à la Coupe arabe, avant d'être reportée, et dont la majorité des joueurs sont issus de l'Académie de Sidi Bel-Abbes : "Cette jeune génération aura une belle occasion de s'illustrer lors de ce tournoi".

LIGUE 1 (DISCIPLINE)

Les entraîneurs Bensmaïn (MCA) et Dekimeche (CRB) sanctionnés (LFP)

L'entraîneur-adjoint du MC Alger, Sabeur Bensmaïn et l'entraîneur des gardiens de but du CR Belouizdad, Khaled Dekimeche, ont écopé chacun de deux matchs de suspension, a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP), dimanche soir sur son site officiel.

Bensmaïn, ancien sélectionneur de l'équipe nationale des moins de 20 ans (U20), a été sanctionné pour "contestation de décision plus mauvais comportement".

Il est interdit de terrain et de vestiaires et devra payer une amende de 30.000 dinars.

De son côté, Dekimeche s'est vu infliger cette sanction pour "mauvais comportement sur la main courante" (interdiction de terrain et de vestiaires).

Par ailleurs, le vice-président de l'AS Ain M'illa, Houssam-Eddine Harkat et l'entraîneur des gardiens du Paradou AC, Mohamed Zemmouli, sont suspendus jusqu'à leur audition pour la séance du jeudi 15 juillet.

Concernant l'affaire du match ES Sétif - CR Belouizdad, émaillé d'altercations impliquant joueurs et dirigeants, la commission de discipline de la LFP a suspendu le directeur général de l'Entente, Fahd Halfaya, jusqu'à son audition pour la séance du jeudi 15 juillet, alors que les secrétaires généraux du CRB et de l'ESS sont convoqués pour cette séance, sans suspension.

Le défenseur du Chabab, Sofiane Bouchar, est suspendu jusqu'à son audition jeudi prochain, et ne pourra donc pas prendre part au match à domicile face à l'ASO Chlef, mardi (18h00) pour le compte de la 31e journée.

Le jury discipline de la LFP a également suspendu le nouvel entraîneur du PAC, Si Tahar Chérif El-Ouezani, jusqu'à son audition, jeudi.

Enfin, le CA Bordj Bou Arréridj et l'AS Ain M'illa ont écopé chacun de 200.000 dinars d'amende, pour "absence d'entraîneur en chef sur la main courante".

FOOT FÉMININ - AFAK RELIZANE

L'entraîneur Mouaz sur le départ

L'entraîneur de l'Afak Relizane (féminines), récent champion d'Algérie de football, Sid Ahmed Mouaz, devrait quitter son équipe à l'issue du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF) prévu du 24 au 30 juillet au Maroc, pour se consacrer à sa nouvelle mission dans le staff technique de la sélection algérienne dames.

"J'ai intégré le staff technique de la sélection nationale et je ne pense pas pouvoir réussir dans mes deux missions, ce qui me pousse à envisager de me retirer de la barre technique de l'Afak après le tournoi maghrébin", a déclaré ce technicien à l'APS.

La formation relizanaise s'apprête à disputer le championnat nord-africain à Berkane (Maroc), qui est qualificatif pour la première édition de la Ligue des champions africaine programmée en Egypte en novembre prochain.

L'Afak aura à affronter les Forces Royales Marocaines ainsi que la formation de la Banque de l'Habitat Tunisien lors du tournoi de l'UNAF qui se jouera du 22 au 29 juillet, rappelle-t-on.

Sid Ahmed Mouaz vient de participer au précédent stage de la sélection algérienne et est également concerné par un autre qui débute mardi et s'étalera jusqu'au 18 juillet. Ce regroupement s'inscrit dans le cadre des préparatifs des dames algériennes pour la Coupe arabe des nations (24 août au 6 septembre en Egypte) et des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) Maroc-2022.

Deux matchs d'application sont également au programme de la sélection nationale, dirigée par la sélectionneuse Radia Fertoul.

La première sortie est prévue le 15 juillet face à l'USM Alger (U16) et la seconde deux jours plus tard contre le club d'Afak Relizane, a annoncé la Fédération algérienne de football.

TROPHÉE DES CHAMPIONS 2021

L'AFPS dénonce la programmation du match à Tel-Aviv

L'Association France Palestine Solidarité (AFPS) a dénoncé lundi la programmation à Tel-Aviv du match du Trophée des champions, opposant le 1er août prochain, le champion de Ligue 1 française de football Lille au détenteur de la Coupe de France, le Paris SG.

"Ce match organisé par la Ligue française de football professionnel (LFP) va être, une nouvelle fois, l'occasion de donner à (...) Israël l'image d'un pays ouvert et accueillant.

Quelques semaines après le Tour de France cycliste, qui est, pour la deuxième année, le théâtre de l'opération de propagande menée par l'équipe Israël Start Up Nation, le football professionnel français va afficher sa complicité avec un Etat qui pratique officiellement l'apartheid et se rend régulièrement coupable

de crimes de guerre, voire de crimes contre l'humanité", a indiqué l'AFPS dans un communiqué.

Sous le titre "Le football français ne doit pas servir à blanchir les crimes d'Israël", l'AFPS a jugé "intolérable" que le football professionnel français "aille s'afficher à Tel-Aviv, moins de trois mois après que des bombardements d'une violence inouïe contre la population civile palestinienne de Gaza ont entraîné la mort de plus de 250 personnes dont une soixantaine d'enfants, des milliers de blessés et des dizaines de milliers de déplacés et de sans-abris.

Ces crimes viennent s'ajouter à la colonisation incessante, à l'épuration ethnique (à Al Qods-Est) et aux milliers d'arrestations violentes de manifestants palestiniens dans les villes israéliennes,

en Cisjordanie" et à Al Qods-Est occupées, a-t-elle ajouté.

L'AFPS a appelé "la LFP et les clubs de Lille et du Paris Saint-Germain à ne pas participer à cette opération de propagande visant à blanchir les crimes d'Israël, en renonçant à jouer ce match de gala à Tel-Aviv".

"Nous appelons toutes les défenseuses et tous les défenseurs du droit international et de la paix à s'adresser à la LFP et aux clubs de Lille et du PSG pour leur demander de ne pas aller jouer à Tel-Aviv".

Pour pousser les décideurs à faire machine arrière et délocaliser cette rencontre, l'AFPS lancera "une campagne de tweets à partir de vendredi 16 juillet, 18h et ce, jusqu'au Trophée des champions".

Galatasaray interdit d'entrée en Grèce en raison de tests Covid non conformes

L'équipe de football turque de Galatasaray, qui devait disputer un match amical contre l'Olympiakos mardi, s'est vu refuser lundi l'entrée en Grèce par les autorités aéroportuaires d'Athènes en raison de tests Covid non conformes selon elles.

Le club stambouliote avait présenté des tests PCR de moins de 72 heures, mais les autorités grecques ont fait valoir que le protocole d'entrée en provenance de Turquie nécessitait des tests de moins de 24 heures.

Le club de Galatasaray a refusé de se soumettre à de nouveaux tests Covid et, après deux heures d'attente à l'aéroport, a repris l'avion pour Istanbul, ont indiqué les autorités aéroportuaires.

"Les règles sanitaires s'appliquent à tout le monde", a déclaré à la presse une source haut placée du Secrétariat général de la Protection civile.

Le secrétaire d'Etat à la Protection civile, Nikos Chardalias, a déclaré plus tard que l'équipe de Galatasaray avait "refusé de se soumettre à un test rapide conformément aux dispositions de la législation grecque en vigueur".

Dans un message publié sur son site web, Galatasaray s'est plaint d'une "discrimination manifeste" à son encontre et a accusé les autorités aéroportuaires d'avoir traité le club d'une "manière extrêmement inappropriée et arrogante".

ESPAGNE L'Argentin Rodrigo De Paul rejoint l'Atletico Madrid

L'Atletico Madrid a annoncé lundi la signature du milieu de terrain offensif Rodrigo De Paul, tout juste sacré avec l'Argentine en finale de la Copa America.

Le joueur de l'Udinese (tre division italienne), âgé de 27 ans, s'est engagé pour cinq ans avec le club champion d'Espagne en titre.

L'Argentin revient en Liga après son passage à Valence entre 2014-2016. Le montant du transfert n'a pas été dévoilé, mais il avoisinerait les 35 millions d'euros, selon la presse espagnole.

Rodrigo De Paul s'est illustré samedi dernier lors de la finale de la Copa America contre le Brésil en délivrant une passe décisive à Angel Di Maria, auteur du but de la victoire (1-0).

LIGUE 1 Teungueth FC sacré champion du Sénégal avant terme

L'équipe de Teungueth FC a remporté dimanche à l'issue de la 24^e journée, le premier titre de champion du Sénégal de son histoire à deux journées de la fin de la compétition Avec 50 points au compteur et huit points de plus que le deuxième, Génération Foot, l'équipe de TFC est assurée de terminer en tête quoi qu'il arrive, à deux journées de la fin du championnat.

La saison dernière déjà, l'équipe fanion de Rufisque, ville située à 30 km de Dakar, avait terminé la phase aller sans concéder la moindre défaite.

Un résultat qui lui a valu d'être désignée pour représenter le Sénégal à la Ligue africaine des champions, suite à la décision de la Fédération sénégalaise de football (FSF) de mettre fin à la saison de football en raison de la pandémie du nouveau coronavirus.

En compétition africaine, le TFC a réussi à intégrer la phase de poules de la Ligue des champions, une première pour un club sénégalais depuis 2004 avec la Jeanne d'Arc de Dakar.

Mais bien que la lutte pour le titre soit terminée, il n'en est pas encore de même pour la bataille pour le maintien, à laquelle se livrent six équipes à deux journées de la fin.

De l'AS Douanes, 9^e avec 27 points jusqu'au dernier, l'US Gorée 21 points, les six équipes concernées doivent encore se battre pour assurer leur place parmi l'élite. A la fin de la saison, les deux derniers, que sont actuellement Niary Tally (13^e) et l'US Gorée (14^e), comptant chacun 21 points, seront relégués en Ligue 2.

APS

LIGUE 1 (ES SÉTIF) Le président Lafi appelle à l'arrêt du championnat

Le président de l'ES Sétif, leader de la Ligue 1 de football, Kamel Lafi, a appelé lundi à l'arrêt de la compétition, "eu égard des conditions difficiles dans lesquelles se déroule le championnat actuellement".

"C'est inadmissible qu'on puisse encore jouer en pleine période des chaleurs, au moment où les joueurs commencent à s'essouffler suite au calendrier démentiel auquel sont soumis depuis quelques journées.

L'idéal est d'arrêter la compétition, tout en apurant au préalable les matchs en retard pour créer l'équilibre entre les clubs", a indiqué à l'APS le premier responsable de l'Entente.

Au terme de la 30^e journée, l'ESS pointe à la première position au tableau avec 60 points, avec trois longueurs d'avance sur son dauphin le CR Belouizdad, qui compte un match en moins à disputer à domicile face à la JS Kabylie.

"A cette période de l'année, le joueur est censé se reposer et récupérer pour préparer au mieux la saison prochaine.

C'est difficile de jouer en plein été, au moment aussi où les cas positifs du



Covid-19 sont en forte hausse. La majorité des clubs de l'élite sont pour l'arrêt, c'est aux responsables du football algérien de prendre leur responsabilité". Avant d'enchaîner : "Mon appel à l'arrêt du championnat, n'a aucune raison avec notre position de leader.

Le dauphin qui compte un match en retard, peut revenir à notre hauteur.

Il reste huit journées à disputer, la santé des joueurs sera mise en péril

avec cette grande chaleur, même si la Ligue professionnelle (LFP) a programmé les matchs en fin de journée et en nocturne, mais ça reste insuffisant".

Par ailleurs, le président de l'ESS a confirmé le transfert du milieu offensif Houssam-Eddine Ghacha au club turc d'Antalyaspor : "Le joueur est en fin de contrat, il va jouer probablement jeudi (en déplacement face au MC Oran, ndlr) son dernier match avec l'ESS. Il avait

prolongé l'année dernière pour une saison, nous aurions aimé qu'il reste avec nous, mais il avait refusé une nouvelle prolongation lors du dernier mercato d'hiver". Enfin, l'ESS sera privée de plusieurs joueurs face au MCO mardi (21h00), il s'agit notamment du gardien de but Sofiane Khedairia, du milieu défensif Amir Karroui, et des attaquants Moncef Bekrar et Youcef Fellahi, testés positifs au Covid-19.

LIGUE 2 (PLAY-OFFS) 2E JOURNÉE Le HB Chelghoum-Laïd bat le RC Arbaâ (1-1, aux t.a.b : 4-3)

Le HB Chelghoum-Laïd s'est imposé lundi face au RC Arbaâ au bout de la séance de tirs au but (4-3, temps réglementaire : 1-1), en match comptant pour la 2^e journée des play-offs de la Ligue 2 algérienne de football, pour la désignation des deux clubs qui accéderont en Ligue 1, disputé au stade Omar-Benrabah de Dar El-Beïda (Alger).

Le RCA, privé de plusieurs joueurs, testés positifs au Covid-19, a ouvert le score par l'entremise de Aboubakeur Kessilil (18e), suite à un excellent travail individuel, avant que le HBCL ne remette les pendules par Ismaïl Yadadene, sur penalty (39e). Lors de la première journée,

disputée mercredi dernier, le RC Arbaâ a battu le MCB Oued Sly (0-0, aux t.a.b : 5-3).

A l'issue de ce résultat, le HBCL pointe à la 2^e place au classement avec 2 points, à une longueur du RC Arbaâ (3 pts). Le MCB Oued Sly ferme la marche avec un seul point.

Les deux clubs qui accéderont en Ligue 1 seront connus dimanche prochain, à l'occasion de la 3^e et dernière journée, qui verra le HB Chelghoum-Laïd défier le MCB Oued Sly (17h00), alors que le RCA sera exempt.

Suivant les règlements en vigueur, en cas d'égalité à l'issue d'une rencontre, ce sont les tirs au but

qui départageront les deux équipes.

Le vainqueur de la série de tirs au but marquera deux points et le vaincu un seul point, pour le match nul réalisé pendant le temps réglementaire de la rencontre.

En cas d'égalité parfaite, un tirage au sort sera effectué pour déterminer les deux équipes qui accéderont en Ligue 1.

Aussi, "tout cas non prévu par le règlement sera traité par le Département de l'organisation sportive de la Ligue nationale de football amateur (LNFA), conformément aux règlements de la CAF et de la Fifa", a précisé la Ligue nationale de football amateur (LNFA).

LIGUE 1 L'international espoir allemand Ismail Jakobs de Cologne signe pour cinq ans à Monaco

L'international espoir allemand de Cologne, Ismail Jakobs, s'est engagé pour cinq ans avec Monaco, a annoncé lundi soir le club de la Principauté.

Dans le sens des départs, l'ASM devrait par ailleurs prochainement annoncer le transfert de son latéral gauche Fodé Ballo-Touré à l'AC Milan.

Ismail Jakobs, 21 ans, capable d'évoluer sur tout le couloir gauche, a passé une batterie de tests physiques avant de s'engager avec Monaco jusqu'en juin 2026, pour un montant de 6,5 millions d'euros, selon

différentes sources proches du club monégasque. Champion d'Europe U21 avec l'Allemagne, Jakobs s'apprête à disputer les Jeux olympiques de Tokyo avec sa sélection.

Il compte 47 matchs officiels (4 buts, 4 passes) avec Cologne (1^{re} division allemande), son club formateur.

En parallèle à cette arrivée, le défenseur latéral gauche international sénégalais, Fodé Ballo-Touré, 24 ans, recruté à Lille en janvier 2019 pour 12 millions d'euros et sous contrat avec Monaco



jusqu'en juin 2023, selon différentes sources proches du dossier, très proche de s'engager avec

l'AC Milan. Le montant de ce transfert est évalué à 5 millions d'euros, selon ces mêmes sources.

BARÇA : LA COLÈRE MONTE DANS LE VESTIAIRE BLAUGRANA !

Les relations entre les joueurs et la direction barcelonaise commencent à se tendre au sujet des salaires et du renouvellement du contrat de Lionel Messi. Dans une situation économique très délicate à cause de son lourd endettement, le FC Barcelone doit dégraisser pour proposer un nouveau contrat à Lionel Messi et inscrire de nouvelles recrues, alors que son plafond salarial est toujours surveillé par la Liga. Les dirigeants du Barça espèrent aussi économiser en demandant aux joueurs de baisser leur salaire à nouveau, après une première réduction au début de la pandémie de Covid-19. Des négociations qui ne sont pas bien accueillies dans le vestiaire.



C'EST CHAUD POUR KURZAWA !

Après avoir pourtant vendu Mitchel Bakker à Leverkusen, le PSG négocie le départ d'un autre latéral gauche de l'effectif, Layvin Kurzawa. Le PSG va poursuivre son recrutement XXL avec la signature officielle de Gianluigi Donnarumma, attendu mercredi dans la capitale française, après les arrivées de Sergio Ramos, Georginio Wijnaldum et Achraf Hakimi. Si Leonardo, le directeur sportif du club parisien, tente désormais de conclure son mercato avec Paul Pogba ou encore un joueur offensif, il doit aussi dégraisser un effectif pléthorique. Après la vente de Mitchel Bakker à Leverkusen, mardi, pour 10 millions d'euros (bonus compris), c'est Layvin Kurzawa, autre latéral gauche à disposition de Maurizio Pochettino, qui est en instance de départ. Selon RMC, mardi midi, le PSG est proche d'un accord avec Galatasaray pour le transfert de l'international français âgé de 28 ans, qui avait signé, l'an dernier, un nouveau contrat jusqu'en 2024.

La radio précise que Kurzawa n'a pas encore donné son accord pour quitter le PSG et s'envoler pour la Turquie. Le club stambouliote veut toutefois être décidé rapidement puisque la formation emmenée par Sofiane Feghouli et Radamel Falcao prépare un tour préliminaire de Ligue des champions contre le PSV, les 21 et 27 juillet prochains.

CHELSEA UN BUDGET DE 175M€ POUR RECRUTER HAALAND

Chelsea pourrait bientôt proposer un montant faramineux à Dortmund pour Erling Haaland. Et si le club allemand décidait de céder son attaquant, c'est Timo Werner qui pourrait en faire les frais à Londres.

Chelsea est à la recherche d'un numéro 9 cet été. Et les deux cibles principales des Blues ont été clairement identifiées. Le club londonien aurait coché les noms de Romelu Lukaku et Erling Braut Haaland pour occuper sa pointe à partir de la saison prochaine. Mais sauf énorme retournement de situation, le Belge va rester à l'Inter. Qu'à cela ne tienne, comme pressenti il y a quelques semaines, Chelsea serait décidé à mettre le paquet pour son autre cible.

D'après Bild, les Blues seraient maintenant disposés à lâcher 175M€ pour le Norvégien ! Si Dortmund a fait savoir qu'il voulait absolument garder Haaland cet été, il sera difficile de refuser une telle offre si elle devient concrète. Le club de la Ruhr pourrait tout simplement conclure le deuxième plus gros transfert de l'Histoire derrière Neymar. Le Borussia pourrait donc engranger 260M€ (hors bonus) cet été pour les seules ventes de Jadon Sancho et Erling Haaland !

Pour recruter Haaland, Chelsea pourrait avoir besoin de vendre. Il y a quelques mois, The Sun affirmait que Roman Abramovich avait précisément promis une enveloppe de 175M€ à Tuchel pour le mercato. De quoi acheter Haaland cash. Mais les Blues auront quand même sans doute besoin de vendre, ne serait-ce que pour libérer de la masse salariale.

Car Chelsea devra sans doute promettre un énorme salaire au Norvégien pour le convaincre de venir. Sans compter que le club londonien cherchera sûrement à se renforcer à d'autres postes cet été. Il faudra donc vendre pour s'offrir les services d'Haaland et de quelques autres joueurs.

Haaland in, Werner out ?

Parmi les joueurs susceptibles de partir, Tammy Abraham pourrait faire ses valises cet été. Tout comme Timo Werner. Utilisé en 9 par Tuchel, il verrait son horizon à Chelsea s'assombrir clairement avec la venue de Haaland. À moins que le coach allemand ne décide de le repositionner sur un côté ou en soutien du 9, il pourrait donc être vendu pour compenser l'achat du Norvégien.

Il y a quelques semaines, Fichajes assurait que Carlo Ancelotti a un œil sur lui. L'Allemand pourrait donc atterrir au Real. Quelle que soit sa destination, l'avenir de Werner pourrait donc être lié à celui du « cyborg ».



LE MAGNIFIQUE MESSAGE DE RASHFORD, CIBLE D'INSULTES RACISTES

L'Angleterre a perdu en finale de l'Euro 2020, aux dépens de l'Italie ce dimanche. Les deux équipes se sont départagés, lors de la fameuse séance de tirs au but. Marcus Rashford, Jadon Sancho et Bukayo Saka ont raté leurs pénalités. Suite à cette défaite, ces trois joueurs ont reçus des insultes, à caractères racistes, sur les réseaux sociaux. Dans la ville de Manchester, le mur qui est en hommage à Marcus Rashford a été vandalisé. Les habitants de Withington (quartier de Manchester où figure le mur hommage de l'attaquant) ont déposé des messages de soutien pour cacher les insultes, envers le jeune joueur de Manchester United. Sur les réseaux sociaux, l'attaquant des Red Devils a livré une réponse forte

Le Real Madrid négocie avec Manchester United pour Varane

Raphaël Varane est désormais proche de quitter le Real Madrid. Manchester United semble proche de conclure le dossier. Raphaël Varane et le Real Madrid c'est bientôt fini. Le club espagnol a ouvert les négociations selon Sky Sports. Manchester United est autorisé à négocier directement avec le joueur, car Varane refuse de prolonger son contrat avec les conditions actuelles proposées par le Real Madrid. Selon Sky sports, le prix de Raphaël Varane est fixé à 50 millions d'euros minimum



ALGÉRIE-TUNISIE

Développements de la situation sanitaire en Tunisie : entretien téléphonique entre le Président Tebboune et son homologue Kaïs Saïed

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a eu, lundi, un entretien téléphonique avec son homologue tunisien, Kaïs Saïed avec lequel il a évoqué la situation sanitaire en Tunisie, exprimant "la solidarité de l'Algérie avec le peuple tunisien frère dans sa lutte contre la pandémie de la Covid-19", indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a eu, ce jour, un entretien téléphonique avec son homologue le président de la République de Tunisie, Kaïs Saïed avec lequel il a évoqué la situation pandémique et les derniers développements de la situation sanitaire en Tunisie", lit-on dans le communiqué.

A cette occasion, le Président Tebboune a exprimé "la solidarité de l'Algérie, peuple, gouvernement et président, avec le peuple tunisien frère face à la pandémie de la Covid-19", soulignant que "l'Algérie acheminera, mardi 13 juillet 2021, une aide de 250.000



doses de vaccins et du matériel médical de première nécessité pour faire face à cette pandémie". Le président de la République

a affirmé que "l'Algérie est entièrement disposée à soutenir la Tunisie, pays frère, en cas de besoin", conclut la même source.

SAHARA OCCIDENTAL

Isacom appelle l'ONU à protéger les civils sahraouis et lever le siège imposé aux militants

L'instance sahraouie contre l'occupation marocaine (ISACOM) a condamné le siège imposé à la militante sahraouie des droits de l'Homme Sultana Khaya et de sa famille, appelant les Nations Unies à protéger les civils sahraouis de la répression marocaine.

Dans un communiqué publié mardi, l'Isacom a exprimé sa profonde préoccupation face au siège, à la torture et au harcèlement dont la militante sahraouie des droits humains Sultana Khaya et sa famille ont été victimes, exhortant l'ONU dans ses différentes instances, à œuvrer pour lever le siège imposé aux Sahraouis par les forces d'occupation marocaines et les protéger de ces violations systématiques.

Les autorités d'occupation marocaines continuent leurs pratiques répressives et inhumaines, divulguées par beaucoup d'organisations internationales des droits

de l'Homme, qui appellent à la fin des violations des droits de l'Homme systématique dans les territoires occupés sahraouis, commises par les forces d'occupation. "La brutalité des forces de répression marocaine, est considérée comme une conséquence naturelle face à l'incapacité des Nations Unies dans la fourniture d'un mécanisme international indépendant pour la protection des droits humains au Sahara occidental, et encourage l'impunité dont jouit le Maroc", indique le communiqué.

Dans ce sens, l'instance sahraouie a lancé un appel aux Nations Unies et ses divers organes, ainsi qu'à l'Union Africaine et l'Union européenne, et les organisations des droits de l'Homme, afin de mener une action urgente pour presser l'Etat marocain à permettre aux organisations et organismes des droits de l'Homme et in-

ternationaux et des médias d'accéder dans les territoires occupés, comme c'est le cas dans la plupart des régions occupées dans le monde et les zones de conflits et de guerres.

La présidente de l'instance (Isacom), Aminatou Haidar, a dénoncé auparavant le harcèlement et les traitements auxquels ont été soumis les membres de son organisation, soulignant notamment, Mme Sultana Khaya, qui subit depuis plus de huit mois une assignation à résidence imposée avec sa famille, et Mme Mina Baali, qui est également victime de harcèlement, d'abus et de mauvais traitements aux côtés de sa famille.

La présidente de ISACOM, a également appelé à ce que les auteurs de ces violations, commises par des responsables marocains, rendent des comptes, jugeant nécessaire la protection par les Nations unies et les or-

ganes compétents des citoyens sahraouis et les défenseurs des droits de l'Homme afin qu'ils puissent mener leurs activités sans entrave.

Depuis la création de l'ISACOM, ses membres – dont les femmes défenseuses des droits de l'Homme Mina Baali et Salha Boutinguiza, Lahcen Dalil, Hassanna Abba, Hmad Hamad, Babuizid Muhammed Saeed Labhi, Salek Baber et Khalid Boufrayoua – ont été agressés et même torturés par les autorités d'occupation.

La Rapporteuse spéciale des Nations unies sur la situation des défenseuses des droits de l'Homme, Marie Lawlor, a aussi le régime marocain à cesser de cibler les défenseuses des droits de l'Homme et les journalistes qui défendent les questions de droits humains au Sahara occidental occupé et au Maroc, et leur permettre de travailler sans représailles.

ALGÉRIE-NIGER

Le président Tebboune reçoit le président nigérien

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu mardi le président du Niger, M. Mohamed Bazoum, en visite de travail et d'amitié en Algérie. La présidence de la République avait indiqué lundi dans un communiqué que les entretiens entre les deux chefs d'Etat porteraient sur "les relations bilatérales entre l'Algérie et le Niger et les moyens de les renforcer au mieux des intérêts des deux peuples amis". Le Président Bazoum a entamé, lundi soir, une visite de travail et d'amitié en Algérie à la tête d'une importante délégation.

Le Président nigérien entame une visite de travail et d'amitié en Algérie

Le président du Niger, Mohamed Bazoum, a entamé, lundi en fin d'après-midi, une visite de travail et d'amitié en Algérie à la tête d'une importante délégation. M. Bazoum a été accueilli à son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediene par le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, et le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, ainsi que des membres du gouvernement. Au cours de sa visite, le président nigérien aura des entretiens avec le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, sur "les relations bilatérales entre l'Algérie et le Niger et les moyens de les renforcer au mieux des intérêts des deux peuples amis", avait indiqué un communiqué de la présidence de la République.

Le Président du Niger se recueille à la mémoire des martyrs de la guerre de libération nationale

Le président du Niger, M. Mohamed Bazoum, s'est recueilli, mardi au sanctuaire du martyr à Alger, à la mémoire des martyrs de la guerre de libération nationale. M. Bazoum a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative et récité la Fatiha du Saint Coran à la mémoire des martyrs. Le président nigérien avait entamé, lundi soir, une visite de travail et d'amitié en Algérie à la tête d'une importante délégation. Au cours de sa visite, il aura des entretiens avec le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, sur "les relations bilatérales entre l'Algérie et le Niger et les moyens de les renforcer au mieux des intérêts des deux peuples amis", avait indiqué un communiqué de la présidence de la République.

FEUX DE FORÊTS À KHENCHLA Des détachements de l'ANP poursuivent leurs interventions (MDN)

Des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) ont poursuivi leurs interventions à Khenchela pour l'ouverture de pistes dans les zones montagneuses accidentées afin de faciliter l'accès des camions anti-incendies aux zones forestières incendiées et de maîtriser les feux, a indiqué lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Des détachements de l'Armée nationale populaire ont poursuivi, dimanche 11 juillet 2021, leurs interventions au niveau du Secteur militaire de Khenchela (5^e Région militaire) pour lutter contre les feux de forêts par l'ouverture de pistes dans les zones montagneuses accidentées afin de permettre aux camions anti-incendies d'accéder aux zones forestières incendiées", lit-on dans le communiqué. Les éléments de l'ANP ont également creusé des tranchées pare-feux à l'aide de pelleteuses et d'autres engins pour freiner l'avancée des flammes, a souligné la même source. Ils ont aussi prêté main forte aux éléments de la Protection civile pour venir à bout des incendies et prêter assistance aux habitants des villages isolés, a ajouté le communiqué.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LA CRIMINALITÉ L'ANP mène plusieurs opérations durant le premier semestre 2021 pour préserver la sécurité du pays (MDN)

Des détachements et des unités de l'Armée nationale populaire (ANP) ont mené, durant le premier semestre 2021, plusieurs opérations inscrites dans le cadre de leurs "nobles missions" de défense et de sécurisation du territoire national contre toute forme de menaces, et qui témoignent de l'engagement infaillible des Forces Armées à préserver la quiétude et la sécurité du pays, a indiqué mardi un bilan opérationnel de l'ANP. Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, 19 terroristes ont été neutralisés (9 abattus, 5 repentis et 5 capturés), selon le bilan qui fait état de l'arrestation de 72 éléments de soutien aux groupes terroristes, de

la destruction de 41 casemates pour terroristes, 84 bombes artisanales et un mortier, ainsi que de la récupération de 302 armes (29 pistolets mitrailleurs de types Kalachnikov, 256 fusils de différents types, 16 pistolets automatiques de différents types, un système de missiles anti aéronefs Stella M2) et la saisie de 27 roquettes et 290.909 balles de différents calibres, 35 chaînes de munitions, et 2,8 quintaux de poudre noire. Concernant la lutte contre le crime organisé et la sécurisation des frontières, le bilan indique l'arrestation de 866 narcotraffiquants, et de 6.198 contrebandiers et orpailleurs, ainsi que la saisie de 345,9 quintaux de kif traité, 4.917 quintaux de

cocaïne, 1.098.093 comprimés psychotropes. Dans le même cadre, il a été saisi 2.367 marteaux piqueurs, 4.177 groupes électrogènes, 85 détecteurs de métaux, 659,4 tonnes de mélange de pierre et d'or brut, 792,2 quintaux de cuivre, 4.935 moyens de liaison, 322.921 unités de diverses boissons, 6.427 tonnes de denrées alimentaires, 407,9 quintaux de tabac, 555 véhicules, 2.384.079 articles pyrotechniques, 587.560 litres de carburant et 480.00 unités de produits pharmaceutiques. Dans le même contexte, le bilan indique le démantèlement d'un réseau criminel composé de 6 individus en leur possession 4 milliards et 108,5 millions de centimes, dont 3 milliards

et 93 millions en faux billets, qu'ils ont tenté d'introduire avec la complicité des réseaux criminels marocains, ainsi que le démantèlement d'une cellule criminelle composée de partisans du mouvement terroriste "MAK", impliqués dans la planification d'attentats et d'actes criminels lors des marches et rassemblements populaires dans plusieurs régions du pays.

Par ailleurs, 1.712 candidats à l'émigration clandestine (via des embarcations de construction artisanale), ainsi que 2.665 immigrants clandestins de différentes nationalités, ont été arrêtés durant la même période.